

Le Club de Mediapart

Défense et illustration des libertés académiques



Textes du colloque « La savante et le politique »
organisé par Eric Fassin et Caroline Ibos

Préface d'Edwy Plenel

MEDIAPART

Défense et illustration des libertés académiques

Textes issus du colloque

« La savante et le politique »

organisé par Eric Fassin et Caroline Ibos

du 7 au 10 juin 2021

Préface d'Edwy Plenel

Le Club Mediapart



@Aurel - Le Monde du 1er juillet 2020.

Le Club Mediapart

Mediapart, media participatif depuis son origine en 2008 est le seul journal en ligne francophone, d'information politique et générale à s'accompagner d'un lieu de libre débat et de large contribution de ses abonnés : [Le Club Mediapart](#).

Le colloque en ligne « La savante et le politique », a été diffusé dans [un blog Mediapart](#). Les textes de cet eBook sont issus de plusieurs interventions de ce colloque.



Cet eBook a été conçu et édité par [Sabrina Kassa](#), journaliste et co-responsable du Club Mediapart.

La savante et le politique

Éric Fassin et Caroline Ibos

Sociologues, Université Paris 8, LEGS



Voici l'annonce du colloque organisé (en visioconférence) par Caroline Ibos et Éric Fassin, avec le Laboratoire d'études de genre et de sexualité (CNRS – Paris 8 – Paris Nanterre) du 7 au 10 juin 2021 : les interventions qui suivent sont autant de réponses apportées aux questions soulevées ici.

Un peu partout dans le monde, les savoirs critiques sont aujourd'hui menacés – du Brésil à la Turquie, de la Pologne et de la Hongrie au Royaume-Uni ou à la France. C'est vrai dans le domaine des humanités, et tout particulièrement des sciences sociales.

La menace est double : d'une part, les politiques néolibérales exercent une pression de plus en plus forte sur les conditions matérielles de l'enseignement et de la recherche ; d'autre part, les politiques autoritaires s'en prennent ouvertement aux savoirs

critiques pour les délégitimer, les marginaliser, voire les censurer.

En France, la réaction idéologique se déchaîne aujourd'hui contre les études sur la race, le genre et l'intersectionnalité, mais aussi contre les études postcoloniales et décoloniales, toutes regroupées sous le label polémique « islamo-gauchisme ».

Ces logiques économiques et politiques convergent pour mettre en danger l'exercice des libertés académiques ¹, l'autocensure redoublant les effets de la censure.

Pourtant, de telles offensives peuvent être lancées au nom de la liberté d'expression que menaceraient les savoirs critiques en imposant le « politiquement correct ». « Maccarthysme de gauche » et « tyrannie des minorités », « culture woke » et « cancel culture » : les discours majoritaires seraient réduits au silence par les contre-discours minoritaires, dans les universités comme dans les arts et plus généralement dans la culture. C'est nier que, pour censurer, il faut en avoir le pouvoir.

Pareille inversion rhétorique redouble : si les campagnes contre la (supposée) « idéologie du genre » se réclament d'ordinaire du

« sens commun » contre la « théorie », ce n'en est pas moins au nom de la science que sont en même temps récusés les savoirs critiques, taxés d'idéologie : on leur reproche de confondre le savant et le politique.

Le conservatisme se drape ainsi dans la neutralité axiologique [2](#), en opposant l'autonomie du champ scientifique à la politisation des savoirs.

Troisième renversement : c'est au nom de l'universalisme que sont récusés les savoirs critiques, comme si les questions minoritaires se réduisaient à des revendications identitaires, renvoyées au communautarisme voire au séparatisme, alors qu'elles parlent des formes de domination – et donc de la liberté et de l'égalité, valeurs universalistes.

Tenu du 7 au 10 juin 2021, notre colloque sur « la savante et le politique » est une réponse à ces offensives, le féminin évoquant avec un clin d'œil les tentatives d'interdire l'écriture inclusive.

Il se déroule depuis la France, où ces campagnes s'inscrivent à rebours d'une tradition de pensée critique qui a résonné bien au-delà de ses frontières, depuis l'enseignement supérieur et la

recherche, où les libertés académiques sont en jeu, et depuis les études de genre, qui sont particulièrement visées. Mais ce triple point de vue doit être compris comme un point de départ : à partir de la France, analyser les logiques à l'œuvre dans de nombreux pays, à partir de l'université, comprendre les politiques néolibérales et autoritaires, et à partir des études de genre, étudier l'offensive contre l'ensemble des savoirs critiques.

Si la représentation du monde social est l'enjeu politique par excellence, alors, les sciences sociales sont inévitablement politiques. Contre l'illusion de la neutralité axiologique, attribuée de manière trompeuse à Max Weber, notre colloque s'inscrit donc bien dans le courant des épistémologies féministes : les savoirs ne sont jamais hors du monde ; ils sont situés, et doivent se penser comme tels. Cette objectivation n'a donc rien à voir avec quelque neutralisation. Nous avons également réfléchi à la définition de l'autonomie scientifique.

D'une part en effet, il est urgent de protéger les libertés académiques menacées par les pressions politiques ; d'autre part, il n'est pas moins nécessaire de nous laisser interpeller, voire bousculer par les mouvements qui traversent la société.

C'est la ligne de crête qui définit notre travail et que nous nous sommes efforcé·es de préciser.

Notre pari est nourri de l'expérience historique et toujours actuelle des liens et des circulations entre les mouvements féministes et LGBTQI et les études de genre et de sexualité. Cette ouverture au monde social est la condition de la compréhension de celui-ci.

C'est pourquoi notre réflexion ne s'arrête pas au périmètre universitaire : il s'agit en retour de penser nos sociétés dans leur ensemble. L'anti-intellectualisme qui sous-tend les offensives contre les libertés académiques nous invite donc à revendiquer la valeur politique du travail intellectuel pour penser ce qui nous arrive – à partir du champ scientifique, mais bien au-delà. Les savoirs critiques ne sont pas en surplomb de la société ; qu'on le veuille ou non, ils sont dans le monde. C'est à partir de notre position dans la société que nous pouvons prendre celle-ci pour objet.

Ainsi, loin d'opposer le savant et le politique, il s'agit de l'affirmer avec force : la savante *est* politique.

Annick Allaigre, présidente de l'Université, Paris 8 a tenu à marquer son soutien à notre colloque en acceptant d'intervenir en ouverture. Professeure de littérature espagnole, elle a ainsi proposé le 7 juin 2021 la lecture d'un texte de la philosophe María Zambrano sur les intellectuels, à l'heure de la guerre civile déclenchée le 18 juillet 1936. En exergue de notre publication collective, nous en reproduisons un extrait.

« L'intelligence recouvre son rang, précisément en ce qu'elle s'enchâsse de manière profonde et exacte dans les préoccupations de chaque jour. Lorsque la catastrophe se déchaîna, arriva un moment où l'intellectuel cessa de l'être pour être un homme. Tous, certainement, ne traversèrent pas cette crise, mais il se fit une pause dans la vie intellectuelle, comme il s'en fit dans les autres domaines de la vie, y compris dans celui de l'État. Pendant quelques heures, le matin du 18 juillet, il n'y eut pas de gouvernement en Espagne, évanouissement d'une chose si importante qui, par chance, n'en vint pas à être mortelle ; crise obligée dans toute maladie grave, qui passe en frôlant les cornes de la mort.

Ce même effondrement – mais il dura plus longtemps – se produisit chez les intellectuels [...]. Et ceux-là seulement, qui furent capables de mourir, seront ressuscités pour les tâches difficiles d'aujourd'hui et de demain ; eux seuls ont un authentique avenir. Ceux qui au moment critique prétendirent se soustraire au choc, alléguant leur condition éthérée de penseurs ou d'artistes, comme si l'on pouvait éluder la condition humaine, demeureront privés de tout contact avec les tâches essentielles du futur, errant dans ces espaces sidéraux de l'art, loin des hommes, de leur douleur et de leurs grandes joies. Ceux qui furent incapables de s'enfoncer dans les régions fécondes de la condition d'homme, là où la vie et la mort s'affrontent sans fard, dans cette profonde solitude de l'angoisse, et de l'espoir, seront condamnés par la justice invulnérable de la vie à errer mélancoliquement, gérant leur œuvre antérieure ou la représentant – en se représentant eux-mêmes – à celui qu'ils furent en d'autres temps. [...]

Ceux qui ne surent pas trouver en eux ces réserves d'humanité et qui s'enfoncèrent dans la caverne obscure de l'impuissance déguisée en art ou en pensée plus ou moins pure n'ont pas été à la hauteur des temps, ont été incapables de toute action créatrice. De leur rang – rang des incapables à risquer d'être des hommes – sont

sortis les neutres et les renégats, qui ont profité de leur séjour hors des frontières espagnoles pour exprimer leur ressentiment.

Ressentiment qui, bien qu'ils prétendent le justifier par les injustices subies, trouve son origine en eux-mêmes. Car ils savent ou pressentent que leur heure, n'étant pas l'heure de l'Espagne, ne sèmera pas sa palpitation dans un temps impérissable, parce qu'ils savent que leur heure, pour ceux qui l'ont eue, est déjà passée et, pour ceux qui n'ont pas pu l'avoir, qu'ils ne l'auront jamais.

Les « neutres » parlent de courage parce qu'ils sont en équilibre impossible entre deux contraires qui n'existent pas, qui ne peuvent exister sur un même plan ; parce qu'il n'y a pas de moyen terme entre la mort et la réalité chargée de futur, déjà actuelle, de l'Espagne qui renaît. Ils ignorent que cet équilibre est impossible, et qu'en outre, loin de sous-entendre du courage, il en fait l'économie ; il se dérobe à la réalité de la vie, voulant se forger des mondes privés où la lutte et le risque n'existent pas. Ils peuvent également considérer leur œuvre comme achevée, s'ils en ont une. Quant à ceux qui ne l'auraient pas encore réussie, ils traîneront de par le monde une jeunesse stérile horrible, jeunesse caduque sans la lassitude féconde de la vieillesse bien méritée.

María Zambrano, « Heure d'Espagne », *Sentiers*, trad. Nelly Lhermillier, Paris, éd. Des femmes - Antoinette Fouque, 1992, p. 57-63.

Sommaire

- [Annonce du colloque « La savante et le politique »](#)

Éric Fassin et Caroline Ibos

- [Préface - Une alliance nécessaire](#)

Edwy Plenel

- [Ce qui \(nous\) arrive. L'anti-intellectualisme en campagne](#)

Éric Fassin et Caroline Ibos

I. Feu sur les libertés académiques

- [Le roi majoritaire est nu. Remarques sur les insupportables effets théoriques des savoirs minoritaires](#)

Sara Garbagnoli

- [Le laboratoire brésilien : que cache la politique viscérale du bolsonarisme ?](#)

Sonia Corrêa

- [L'anti-intellectualisme à l'ère de la post-vérité. Penser à partir du cas de la Turquie](#)

Zeynep Gambetti

- [La controverse française sur « l'islamo-gauchisme » : un nationalisme universitaire](#)

Philippe Marlière

- [Résister. Exister. Créer](#)

Mame-Fatou Niang

II. Pour en finir avec la neutralité axiologique

- [Voies/x ex-centriques](#)

Nassira Hedjerassi

- [Pourfendre l'écriture inclusive : entre antiféminisme discret et anti-intellectualisme ouvert](#)

Gwenaëlle Perrier

- [Les subalternes peuvent-ils jouer ?](#)

Mehdi Derfoufi

- [Les savoirs situés sont aussi un sport de combat](#)

Karine Espineira

- [Mon corps est mon terrain \(et il est toujours un champ de bataille\)](#)

Rachele Borghi

- Inverser la charge de la preuve : faire fructifier d'autres « conversations » dans et avec le monde

Delphine Gardey

III. Défendre les savoirs critiques

- Comment peut-on avoir écrit *Les Études postcoloniales, un carnaval académique*, et être un islamo-gauchiste?

Jean-François Bayart

- « Islamo-gauchisme » est un excès de pouvoir

Fabien Jobard

- Risquer la science

Anne-Laure Amilhat Szary

- Agir et penser à cœur et à corps de l'université

Nacira Guénif

- Reconnecter les intellectuel·les engagé·es au mouvement social

Fanny Gallot

- Ce que nous (en) faisons : situer les savoirs

Éric Fassin et Caroline Ibos

- Notes

Une alliance nécessaire

Edwy Plenel

Directeur de Mediapart

Dans un passage trop ignoré de ses deux conférences de 1919 réunies sous le titre *Le savant et le politique*, Max Weber plaide pour une sociologie compréhensive du journalisme. Lui faisant écho à un siècle de distance, ce livre numérique à l'enseigne de *La savante et le politique* témoigne d'une alliance renouvelée entre intellectuels et journalistes, dans une mobilisation commune en défense du droit de savoir et de la liberté de dire, de la liberté de chercher et du droit de déranger.

Constatant que le journaliste, échappant « à toute classification sociale précise », « appartient à une sorte de caste de parias que la "société" juge toujours socialement d'après le comportement de ses représentants les plus indignes du point de vue de la moralité », Max Weber en déduisait, pour le déplorer, que « l'on colporte couramment les idées les plus saugrenues sur les journalistes et leur métier ». Dans une réminiscence de son projet inabouti de vaste enquête sur la presse, présenté aux

« Journées de la sociologie allemande » en 1910, il poursuit : « La plupart des gens ignorent qu'une "œuvre" journalistique réellement bonne exige au moins autant d'"intelligence" que n'importe quelle autre œuvre d'intellectuels, et trop souvent l'on oublie qu'il s'agit d'une œuvre à produire sur-le-champ, sur commande, à laquelle il faut donner une efficacité immédiate dans des conditions de création qui sont totalement différentes de celles des autres intellectuels. »

Ce plaidoyer en défense de l'artisanat du métier n'empêchait pas la lucidité sur les corruptions de la profession, avec un constat sans âge qui peut aisément être réitéré et actualisé : « Le discrédit dans lequel est tombé le journalisme, ajoutait en effet Weber, s'explique par le fait que nous gardons en mémoire les exploits de certains journalistes dénués de tout sens de leurs responsabilités et qui ont souvent exercé une influence déplorable. » De tout temps, le journalisme est un champ de bataille où s'affrontent l'idéal et sa négation, où la vitalité d'une discipline au service du public et de l'intérêt général se heurte à la désolation de sa confiscation au service d'intérêts privés ou partisans, idéologues ou étatiques. Tout comme, dressée contre les conservatismes qui voudraient l'immobiliser et la figer dans

l'inéluctabilité de l'ordre établi, la République elle-même ne trouve son accomplissement véritable que dans le mouvement infini de l'émancipation, dans une exigence démocratique et sociale sans frontières dont l'égalité naturelle est le moteur.

C'est ce combat qui réunit ici des journalistes et des intellectuels, le journal en ligne que font les premiers et le colloque qu'ont organisé les seconds. Si Mediapart publie en e-book, après l'avoir diffusé dans son Club participatif, [les actes du colloque « La savante et le politique »](#) organisé les 7-10 juin 2021 par Éric Fassin et Caroline Ibos, c'est tout simplement parce qu'à travers des métiers différents, avec leurs légitimités propres, leurs procédures universitaires pour les uns et leurs écosystèmes économiques pour les autres, intellectuels et journalistes sont aujourd'hui confrontés à la même menace : la fin de la vérité. De la vérité comme exigence, recherche et audace, production et vérification, confrontation et discussion. L'assaut lancé contre les libertés académiques, sous prétexte de faire la chasse aux « pensées décoloniales » et aux « dérives islamo-gauchistes », va de pair avec l'offensive systématique menée contre l'information indépendante pour la marginaliser et la décrédibiliser, la domestiquer ou l'étouffer.

Les adversaires que nous partageons, qui voudraient nous bâillonner ou nous exclure en nous attribuant un « séparatisme » antinational ou antirépublicain, sont en réalité les vrais séparatistes. Faisant sécession des causes communes de l'égalité, où s'épanouit l'absence de distinction de naissance, d'origine, de condition, de croyance, d'apparence, de sexe, de genre, ils entendent naturaliser les hiérarchies qui légitiment l'inégalité de classe, de race ou de sexe, ouvrant ainsi grand la porte aux idéologies xénophobes, racistes, antisémites, ségrégationnistes, suprémacistes, sexistes, homophobes, négrophobes, islamophobes, etc., qui désormais ont droit de cité dans le débat public. S'ils n'en ont pas encore toutes et tous conscience, nul doute que la nécrose des représentations médiatique et politique françaises à l'orée de l'élection présidentielle de 2022 leur montre déjà combien ils ont ainsi donné crédit aux monstres de la haine et de la peur, de la guerre de tous contre tous.

Pour entraver ce désastre, nous n'avons pas d'autre arme que notre liberté, et la responsabilité qui nous incombe de la défendre. Liberté de penser, d'informer, de chercher, de dire, de révéler, d'aller contre ou ailleurs, d'emprunter des chemins de

traverse, de réfléchir en marge ou en dehors, de créer sans dogme, d'imaginer sans orthodoxie. Si la chasse aux dissidences et aux mal-pensances est le propre des pouvoirs autoritaires, elle est aussi l'aveu de leur faiblesse intrinsèque et de leur fin inévitable, quels que soient les ravages momentanés et désastres immédiats de leurs répressions.

La richesse, la vitalité et la force des contributions de ce livre numérique ne témoignent pas seulement d'une résistance au présent. Elles proclament ce futur de l'émancipation qui germe sur les ruines d'un ordre agonisant.

Ce qui (nous) arrive. L'anti-intellectualisme en campagne

Éric Fassin et Caroline Ibos

Sociologues, LEGS, Université Paris 8

Les libertés académiques sont menacées ; et c'est au premier chef par nos responsables politiques. En France, le président de la République lui-même part à l'assaut. *Le Monde* rapporte ses propos le 10 juin 2020 : « Le monde universitaire a été coupable. Il a encouragé l'ethnisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon. Or, le débouché ne peut être que sécessionniste. » C'est au moment précis où le comité Adama Traoré, constitué après la mort de celui-ci aux mains des gendarmes, parvient à organiser, au sortir du premier confinement, une grande manifestation place de la République. Emmanuel Macron vise les « discours racisés (*sic*) ou sur l'intersectionnalité », comme si les savoirs critiques [3](#) pervertissaient la jeunesse ; pourtant, le militantisme des banlieues n'a pas attendu les théories universitaires pour se mobiliser contre les violences policières. Le président y revient

le 2 octobre 2020, dans son discours sur le séparatisme islamiste : il s'en prend alors à « certaines théories en sciences sociales totalement importées des États-Unis d'Amérique ».

Frédérique Vidal a refusé de communiquer la moindre information sur l'enquête sur « l'islamo-gauchisme ».

Le 22 octobre, sur Europe 1, le ministre de l'Éducation nationale lui fait écho. « L'islamo-gauchisme », selon Jean-Michel Blanquer, « fait des ravages à l'université » ; et d'aller jusqu'à pointer du doigt « les complices intellectuels du terrorisme ». Le 14 février 2021, sur CNews, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'aligne sur ce discours : « Je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable et fait partie de la société. » Elle annonce une enquête sur « l'islamo-gauchisme » pour « distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion ». Deux jours plus tard, à l'Assemblée nationale, pour en justifier la nécessité, Frédérique Vidal évoque, sans autre précision, « des universitaires qui se disent eux-mêmes empêchés par d'autres de mener leur recherches ». Si, à ce jour, la ministre a refusé de

communiquer la moindre information sur cette enquête, le Conseil d'État, saisi par des universitaires, considère l'annonce comme une décision ; elle est donc susceptible de recours. Le 1^{er} juillet, dans le magazine *Elle*, le président lui-même revient à la charge : « Je vois la société se racialisier progressivement. On s'était affranchis de cette approche, et voilà que l'on réessentialise les gens par la race » ; bref, « la logique intersectionnelle fractionne tout ». Ce n'est sans doute pas fini : ce qu'il faut bien appeler une campagne devrait se poursuivre à l'approche de l'élection présidentielle de 2022.

De telles attaques ne sont pas nouvelles. On peut les faire remonter à Nicolas Sarkozy : après des journées de violences à Villiers-le-Bel, consécutives à la mort de deux adolescents percutés par une voiture de police, le président de la République déclarait ainsi le 29 novembre 2007 devant les forces de l'ordre : « Je réfute toute forme d'angélisme qui vise à trouver en chaque délinquant une victime de la société, en chaque émeutier un problème social. » Il visait déjà la sociologie : « Quand on veut expliquer l'inexplicable, c'est qu'on s'apprête à excuser l'inexcusable. » Depuis 2004, il utilisait cette formule pour rejeter les « analyses intellectuelles » de l'antisémitisme. Le 7

novembre 2007, devant l'American Jewish Committee, il y voyait même « des formes de complicité indirecte ». Refuser d'expliquer sociologiquement les problèmes sociaux, c'était rompre avec la posture de son prédécesseur pendant les violences qui ont éclaté dans les banlieues en 2005 après la mort de deux adolescents poursuivis par la police : « handicaps » sociaux et « discriminations » étaient « évidemment », selon la déclaration de Jacques Chirac le 14 novembre, « aux racines des événements que nous venons de vivre ».

Emmanuel Macron se contente de mettre la rhétorique anti-sociologique de Nicolas Sarkozy et Manuel Valls au goût du jour.

C'est dans la filiation de Nicolas Sarkozy que s'inscrira Manuel Valls après les attaques terroristes de novembre 2015 : devant le Sénat, le 26 novembre, le Premier ministre déclare en effet : « J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé. » Et d'y revenir le 9 janvier 2016, lors d'un hommage aux victimes de l'Hyper Cacher : « Il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu

excuser. » Ainsi, Emmanuel Macron se contente de mettre la rhétorique anti-sociologique de Nicolas Sarkozy et Manuel Valls au goût du jour : à défaut de connaître les travaux qu'il met en cause, ou d'en comprendre le lexique avant de le dénoncer, il lui aura suffi de lire les magazines qui lui ont préparé le terrain depuis quelques années – y compris *Valeurs actuelles*, auquel le président n'a pas hésité à confier un entretien en octobre 2019. Or c'est justement quand la manifestation réussit à donner une forme politique à la colère des banlieues : Emmanuel Macron eût-il préféré des émeutes ?

Si cet anti-intellectualisme politique qui monte en France surprend souvent à l'étranger, c'est que la « patrie des droits de l'homme » y reste perçue, depuis l'affaire Dreyfus, comme la Terre promise des intellectuels, qui parviennent à y faire entendre leur voix dans le débat public. Pourtant, les mobilisations contre le « mariage pour tous » auraient dû servir d'avertissement : elles portaient en même temps contre la supposée « théorie-du-genre » (en conférant aux deux mots une même valeur péjorative). Autrement dit, la réaction sexuelle était inséparablement anti-intellectuelle ; elle prenait pour cible tout un champ de recherche. Dans les années 2010, l'engagement du

Vatican contre « l'idéologie du genre » a ainsi trouvé un relais nouveau au sein d'une droite à la fois laïque (contre l'islam) et catholique (au nom de l'identité nationale) avec un discours populiste opposant aux études de genre le « sens commun ». La polémique actuelle en est le prolongement ; s'y ajoutent, pêle-mêle, race et intersectionnalité, mais aussi études postcoloniales. Signe de continuité, l'écriture inclusive fait partie de ses obsessions [5](#).

La France ne fait donc pas exception – d'autant que les campagnes « anti-genre » se sont répandues dans le monde, depuis une décennie, en particulier en Europe et en Amérique Latine. Les régimes dits « illibéraux » sont particulièrement touchés, à commencer par la Hongrie de Viktor Orbán et la Russie de Vladimir Poutine. L'exemple de la France d'Emmanuel Macron vient nous rappeler que les régimes supposés « libéraux » ne sont pas épargnés. Car l'offensive ne s'arrête pas au genre : les États-Unis de Donald Trump et le Royaume-Uni de Boris Johnson ont lancé des campagnes « anti-race », contre les études critiques de la race qui s'emploient à déconstruire le racisme systémique. Quant au régime de Jair Bolsonaro au Brésil, en articulant race, genre, mais aussi classe, il apparaît

comme le laboratoire paradoxalement intersectionnel du néofascisme qui vient. De fait, l'ensemble des savoirs critiques sont aujourd'hui en danger – comme on le voit dans la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan. C'est qu'ils interrogent l'ordre des choses.

| *Les savoirs critiques, qui troublent les évidences,
sont dans la ligne de mire.*

Pour comprendre cette évolution internationale, il faut partir de l'emprise croissante des politiques néolibérales un peu partout dans le monde. En 1989, avec la chute du Mur, le capitalisme faisait miroiter le libéralisme politique comme l'envers d'une pièce dont les marchés libres seraient l'avvers. Dans les années 2000, avec le développement d'un néolibéralisme de plus en plus brutal, l'autoritarisme étatique permet d'étouffer toutes les résistances. Les savoirs critiques, qui troublent les évidences, sont donc dans la ligne de mire – d'autant qu'ils ne trouvent guère de justification dans la culture du résultat qui gagne du terrain jusqu'à l'université : dans une telle logique, inséparablement économique et politique, à quoi servirait-il d'apprendre à penser par soi-même ? En France, les réformes se

succèdent, malgré de fortes oppositions à la précarisation et à la concurrence, de la LRU ou loi Pécresse en 2007 à la Loi de programmation de la recherche en 2020 ; or l'autonomie mise en exergue pour les légitimer est démentie par une double pression, financière et politique, qui va croissant. C'est ainsi par exemple qu'a été imposée l'augmentation massive des frais d'inscription pour les étudiant-es extra-européen-nes, baptisée avec une ironie cruelle : « Bienvenue en France ».

Cet anti-intellectualisme d'État bénéficie d'une chambre d'écho dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux.

Bien sûr, les politiques néolibérales frappent le plus durement les classes populaires ; et les minorités ont de longue date l'expérience de la répression. La nouveauté (relative), c'est l'extension de ces logiques aux universitaires ; il est vrai que les minorités commencent à s'y faire une place plus visible, n'hésitant plus à prendre la parole à la première personne. Il s'agit bien d'une bataille idéologique : visant à réduire au silence les critiques, elle fragilise les libertés académiques en même temps que sont fragilisés l'enseignement supérieur et la recherche. Cet anti-intellectualisme d'État, qu'il se déploie au

nom de l'unité nationale ou de l'efficacité économique, bénéficie d'une chambre d'écho tant dans les médias traditionnels que sur les réseaux sociaux. Sur Facebook comme sur Twitter, du Printemps républicain à la « fachosphère », les campagnes se multiplient, non seulement contre des idées, mais aussi contre des personnes, en raison de leurs positions ; le harcèlement va parfois jusqu'aux menaces de mort. Or il ne s'agit pas ou plus d'un univers parallèle : ces contre-publics ont fait irruption dans l'espace public légitime. La virulence des réseaux sociaux inspire en effet les médias traditionnels ; c'est vrai de la télévision, où CNews, la « FoxNews française » de Vincent Bolloré, en est l'exemple le plus radical ; mais ce l'est aussi de la presse écrite, du *Point* à *Marianne*, en passant par *L'Express*. Ainsi, c'est un article du *Figaro* qui sert de prétexte à l'annonce d'une enquête par Frédérique Vidal.

Bien sûr, tous les médias ne sont pas sur la même ligne ; mais la plupart se laissent dicter des sujets et même un vocabulaire stigmatisant les *social justice warriors*, la conscience *woke* et la *cancel culture*. L'importation du lexique de la droite états-unienne serait-elle le meilleur moyen de lutter, pour citer le président, contre « certaines théories en sciences sociales

totallement importées des États-Unis » ? Certes, le *fact-checking* permet de déconstruire les *fake news*, telles certaines rumeurs répandues sur l'intolérance supposée de la gauche universitaire ; mais cela n'empêche aucunement essayistes et polémistes, qui investissent les médias au détriment des intellectuels critiques, de continuer de les reprendre et de les diffuser. Force est de constater que les médias tendent à parler... de ce dont parlent déjà les médias. C'est du même coup donner une prime au *buzz*. Ainsi, les plus provocateurs donnent le ton dans le débat public : leurs obsessions tournent en boucle. En guise de résistance à cette dérive, des journaux modérés prétendent sans doute occuper une position de juste milieu entre une droite radicalisée et une gauche intellectuelle accusée de l'être. Mais les renvoyer dos à dos, en entretenant l'illusion d'animer des débats, n'est-ce pas valider les termes de la polémique dictés par la première aux dépens de la seconde ? À force, en fait d'équilibre, ces médias finissent ainsi par privilégier les ennemis des savoirs critiques.

| *Le renouvellement de la vie intellectuelle leur échappe.*

L'anti-intellectualisme n'épargne pas le monde intellectuel : en effet, il s'agit d'une idéologie, et non d'un déficit de capital culturel. Et il ne concerne pas seulement des figures médiatiques ; plutôt que de marquer leur solidarité, des universitaires ont rejoint la campagne lancée contre d'autres universitaires. Il y a d'abord eu les pétitions à répétition de collègues de la droite intellectuelle ; puis se sont fait entendre, de manière plus inattendue, des figures de gauche, également exaspérées par la montée en puissance de problématiques nouvelles. Face aux jeunes générations universitaires, il en est, dans les générations anciennes, qui sentent combien le renouvellement de la vie intellectuelle leur échappe : l'ébranlement de leur magistère est sans doute la clé d'une forme de ressentiment. Et de s'autoriser de la science pour juger de la scientificité des travaux sur genre, race et intersectionnalité, ou encore des études postcoloniales, souvent en toute incompetence, sans les citer ni même les lire : pas besoin de connaître le concept de décolonialité (*decolonialidad*) pour créer un « Observatoire du décolonialisme » (*sic*) ; et à quoi bon comprendre le concept de racisme systémique pour vilipender la notion de « racisme systématique » (*sic*) ?

À droite, on revendique la « neutralité axiologique », opposant le « savant » au « politique », soit une lecture de Max Weber par Raymond Aron et Julien Freund, issue de la Guerre froide, pourtant récusée depuis les années 2000 par des spécialistes du sociologue allemand, Catherine Colliot-Thélène et Isabelle Kalinowski. À gauche, des collègues se réclament plutôt de « l'autonomie scientifique » [4](#), en référence à Pierre Bourdieu, quitte à minimiser l'engagement politique qui vaut au sociologue français la détestation durable de la droite. Mais paradoxalement, des deux côtés, on n'hésite pas à agiter le spectre politique d'une « gauche identitaire » : tantôt pour défendre la République, comme si parler des discriminations n'était pas une question de liberté et d'égalité, sinon de fraternité, tantôt au nom d'un héritage marxiste, comme si la race annulait la classe, mais dans tous les cas pour disqualifier les questions minoritaires. Ces appuis intellectuels à l'offensive médiatico-politique sont importants : d'une part, venus des deux bords, pour les médias, ils n'apparaissent pas déterminés par des considérations idéologiques ; d'autre part, issus du monde universitaire, ils permettent aux politiques de rejeter l'accusation d'anti-intellectualisme.

Les paradoxes se multiplient ainsi : non seulement c'est au nom de la science qu'on s'en prend au travail scientifique, mais c'est contre la politisation qu'on participe à une campagne politique. On accuse les minoritaires d'être majoritaires, comme si la domination était renversée par la magie des savoirs critiques. Et l'on reproche aux victimes de ces attaques leur posture victimaire : les vraies victimes, dans le monde universitaire comme dans la société en général, seraient en fait celles et ceux qui se sentent dépossédé·es de leurs privilèges... On comprend mieux la violence institutionnelle qui a pesé et pèse encore sur les collègues et étudiant·es minoritaires, tant leur visibilité actuelle, toute relative qu'elle soit, suscite de réactions violentes – même si, bien sûr, c'est au nom de « l'universalisme » qu'est dénoncé le « communautarisme » ou le « séparatisme » supposé de celles et ceux qui, refusant d'être minoré·es, réclament l'égalité.

| *Les menaces du gouvernement ont un effet sur les institutions académiques.*

Ultime paradoxe : c'est au nom de la liberté d'expression que les libertés académiques sont en butte à toutes ces attaques. « On

ne peut plus rien dire » : l'antienne réactionnaire est aujourd'hui reprise contre la gauche académique. Aussi les médias donnent-ils beaucoup la parole à des universitaires dont les travaux n'avaient guère retenu leur intérêt pour leur permettre de se plaindre à grand bruit... de n'avoir plus la parole. On prétend que l'intolérance serait le fait d'une poignée d'universitaires sectaires, à la tête de groupuscules d'activistes minoritaires (qui pourtant ignoraient le plus souvent jusqu'à l'existence de celles et ceux qui les dénoncent aujourd'hui). N'est-ce pas oublier que, pour exercer la censure, il faut avoir le pouvoir de censurer ? Qui peut croire que les menaces du gouvernement soient sans effet sur les institutions académiques, prisonnières des exigences d'un néolibéralisme d'État ? Et comment ne pas voir l'effet sur les jeunes générations qui hésitent à s'engager dans une carrière universitaire devenue si difficile d'accès, et si compromise dans son autonomie – non par un nouveau « maccarthysme de gauche », mais du fait de politiques qui contrôlent les financements ?

L'exemple de notre colloque illustrera pour finir les effets délétères de cette polémique. Avec notre centre de recherche du CNRS, le Laboratoire d'études de genre et de sexualité (LEGS),

nous avons organisé cet événement (en visioconférence) du 7 au 10 juin 2021 : « La savante et le politique ». Ce titre ironique signifie le refus de l'illusion de la neutralité, qui s'appuie sur les épistémologies féministes des savoirs situés [6](#). En guise de « défense et illustration des libertés académiques », outre de riches interventions dont nous publions aujourd'hui la plupart, il a réuni des centaines d'étudiant-es et de collègues pour de longues discussions enthousiastes. On a vu combien les médias se passionnent pour ces questions, assurant la promotion du moindre tract contre les savoirs critiques. Or, combien en ont rendu compte ? Aucun.

| *La liberté d'expression passe par la liberté de la recherche.*

Mais il y a plus. Alors qu'à l'étranger, pendant toute l'année universitaire, les événements se sont multipliés, de la Suisse à la Serbie, de la Turquie au Rojava, de la Colombie au Brésil, dans nombre d'universités états-uniennes, et ailleurs, pour évoquer les menaces qui pèsent sur les libertés académiques, soit spécifiquement dans le contexte français, soit de manière comparée avec d'autres pays, comme la Hongrie, la Turquie, le

Brésil, le Royaume-Uni ou les États-Unis, notre colloque, prenant pour objet de réflexion ce qui nous arrive, était le premier à se tenir en France. Faut-il y voir l'effet du découragement, ou de l'intimidation ? N'importe : c'est assez dire combien il est urgent, dans ce pays aussi, de proposer une défense et illustration des libertés académiques. Ce n'est nullement un plaidoyer corporatiste : l'enjeu, ce sont les principes même de la démocratie. La liberté d'expression passe par la liberté de la recherche. Face aux multiples attaques qui convergent, une contre-offensive pourrait être le point de départ de nouvelles convergences de luttes.

Références :

Max Weber (2003). *Le Savant et le politique*. « *La profession et la vocation de savant* », « *La profession et la vocation de politique* », traduction et préface de Catherine Colliot-Thélène, La Découverte, coll. « La Découverte poche ».

Max Weber (2005). *La Science, profession et vocation*. *Suivi de : Leçons wébériennes sur la science & la propagande*, traduction et présentation par Isabelle Kalinowski, Agone, coll. « Banc d'essais ».

Raphaël Bourgois (2021). [« La savante et le politique : conversation entre Zeynep Gambetti et Sonia Corrêa »](#), AOC, 12 juin.

I.

Feu

sur les libertés

académiques

Le roi majoritaire est nu

Remarques sur les insupportables effets théoriques des savoirs minoritaires

Sara Garbagnoli

Sociologue, LEGS (CNRS)

Des opprimés vient la contestation radicale qu'on peut penser le monde en termes
d'essences.

D'eux surgit le savoir que rien ne se passe qui ne soit histoire.

Colette Guillaumin, « Femmes et théories de la société : remarques sur les effets
théoriques de la colère des opprimées », *Sociologie et sociétés*,
vol. 13, n° 2, octobre 1981, p. 19-32.

Ayant pour objet les processus de minoration – c'est-à-dire d'altérisation et de naturalisation des groupes sociaux qui sont en situation de moindre pouvoir –, les études minoritaires sont taxées de manière récurrente d'être « idéologiques », autrement dit non scientifiques mais aussi dangereuses. Dès la fin des années 1960, au moment même de leur irruption dans le champ scientifique et de l'apparition des premières oppositions les visant, la sociologue féministe Colette Guillaumin (1934-2017) [Z](#)

a proposé une étude fine des relations de pouvoir reliant ce qu'elle a été l'une des premières à appeler groupes minoritaires et groupe majoritaire. Pour elle, les résistances aux études minoritaires seraient une conséquence des « effets théoriques suscités par la colère des opprimé·e·s [...] et par leur entrée dans le monde de la théorie » (Guillaumin, 2016). En s'appuyant sur une telle analyse, ces remarques aspirent à produire quelques éléments pour penser ensemble les permanences et les spécificités de la vague anti-minoritaire actuelle.

Le sacrilège des savoirs minoritaires : de la nature à la naturalisation, de l'objectivité à l'objectivation

Dans son travail, Colette Guillaumin montre que les savoirs minoritaires sont attaqués de manière systématique car ils produisent la dénaturalisation des groupes qui sont perçus par le sens commun – y compris le sens commun savant – comme des groupes naturels : les hommes et les femmes, les personnes racisées et les personnes non racisées. Pour la sociologue féministe, l'entrée des minoritaires dans le domaine théorique ne conduit pas seulement à un affinement ou à une diversification des connaissances, mais aussi et surtout à un

bouleversement de perspective. L'effet proprement théorique qui en résulte est une révolution du regard – le verbe *theorein* renvoyant à la sphère sémantique de la vision – qui se manifeste à travers deux processus concomitants, l'un d'ordre épistémique et l'autre d'ordre épistémologique. Définir le sexe et la race comme des rapports sociaux naturalisés revient à rétrécir le spectre du domaine de ce qu'une société considère être de l'ordre de l'allant de soi, de la transcendance, du sacré (Fassin, 2019). La première conséquence de la révolution des savoirs minoritaires, sans doute la plus vertigineuse, consiste ainsi en un geste épistémique sacrilège : la dénaturalisation de l'évidence, « cette forme sacrée de l'idéologie » (Guillaumin, 2016).

| *Tout savoir est produit de manière socialement
située.*

L'entrée des minoritaires dans la théorie produit une deuxième conséquence. Les analyses minoritaires se sont construites en s'opposant à l'épistémologie développée par une tradition de sociologie critique, d'Émile Durkheim à Pierre Bourdieu, selon laquelle la rupture avec la *doxa* est une condition pour atteindre

une vue surplombante sur le monde social qui serait garante d'objectivité scientifique. Tout en pratiquant une même rupture avec le sens commun, les études minoritaires, en revanche, se fondent sur la prémisse que tout savoir est produit de manière socialement située et que théorique et politique sont liés de manière consubstantielle (Lépinard et Mazouz, 2021). L'article de Colette Guillaumin de 1981 cité en exergue s'ouvre précisément avec un paragraphe intitulé « Le "théorique" et le "politique" sont-ils distincts ? » ; il commence ainsi : « Est-ce que la théorie est une place forte ? Ou est-ce qu'elle est une chasse gardée ? Ou bien plutôt qu'est-ce que la théorie ? » Interroger ce que le savoir – son objet, ses concepts, sa démarche méthodologique – doit à la position sociale à partir de laquelle il est formulé. Passer de l'objectivité d'une vision en surplomb à l'objectivation des multiples points de vue (majoritaires ou minoritaires) à partir desquels on prend la parole dans le champ scientifique change ce qu'on peut voir, et donc savoir, des rapports de domination, de leur étendue, de leur fonctionnement.

Par leurs objets polémiques, les oppositions anti-minoritaires qui se manifestent depuis la fin des années 2010 dans un

nombre toujours croissant de pays peuvent être appréhendées comme de nouvelles réactions à ces deux gestes sacrilèges accomplis par les savoirs minoritaires dont parlait Colette Guillaumin. Ce qui change est leur virulence, leur provenance institutionnelle – souvent le sommet de l'État –, leur circulation internationale, leur hybridation transnationale. Ces spécificités peuvent être pensées comme le reflet d'un ajustement à un (relatif) changement des rapports de force entre majoritaires et minoritaires qui a été précisément obtenu grâce aux effets théoriques produits par les luttes et les savoirs minoritaires (Fassin, 2019). Cette transformation a pris différentes formes : une croissante juridification des valeurs égalitaires qui s'est manifestée dans l'adoption de lois ayant pour objectif de lutter contre les discriminations subies par les groupes minoritaires, une progressive institutionnalisation et internationalisation des savoirs minoritaires, une reconfiguration du champ militant et des catégories utilisées dans les actions politiques.

De la condescendance à la colère des majoritaires : les questions minoritaires deviennent des questions d'État

Si l'on se penche sur les controverses portant sur l'emploi des concepts de genre, de race, de racisation ou d'intersectionnalité qui ont éclaté dans plusieurs espaces nationaux depuis le début des années 2010, on retrouve la structure argumentative du discours anti-minoritaire tel qu'il a été étudié par Guillaumin. Tout en ignorant entièrement les travaux qui utilisent ces notions, leurs détracteur-e-s taxent les minoritaires d'être des « obsédé-es » : iels ne penseraient qu'à une chose – la domination –, réduisant ainsi toute la complexité du réel à une prétendue « guerre identitaire entre les sexes ou entre les races ». En tant qu'« obsédé-es », les minoritaires seraient dangereux-ses, pratiquant des formes d'autoségrégation. Par un tour de magie qui procède d'un renversement victimaire complet, les discriminations subies par les groupes minoritaires disparaissent, et les majoritaires deviennent le groupe à protéger de la « tyrannie » des « lobbies séparatistes », « haineux-ses », « totalitaires », « terroristes ».

| *Les questions minoritaires intéressent désormais
les plus hautes instances étatiques.*

Au sein de cette matrice discursive, il est utile de distinguer deux variantes idéologiques qui entretiennent entre elles des relations instables et ambiguës. Elles permettent de différencier deux fronts d'opposition anti-minoritaire et de mieux saisir l'étendue de ces attaques. La première, adoptée notamment par des acteurs d'extrême droite, relève d'une vision essentialiste et différentialiste de l'ordre social reposant sur une conception altérophile et foncièrement antidémocratique de « la différence ». Celle-ci existerait bel et bien, elle préexisterait aux rapports sociaux et elle devrait être conservée, protégée, voire revendiquée au nom de la défense de « l'Humain » contre « le Transhumain ». Contre les dangers de la « dégénérescence » représentés par « la théorie du genre » et « le grand remplacement », le monde doit être remis en ordre. L'ordre à rétablir est celui de « peuples natifs » qui ne doivent pas se « métisser », de sexes ontologiquement différents qui ne doivent pas être confondus, de genres complémentaires qui doivent être les reflets des deux sexes et ne doivent pas être troublés.

La deuxième variante idéologique, portée par une galaxie d'acteurs se voulant « universalistes », adopte une vision altérophobe de « la différence » qui prône un effacement dans le

domaine du politique des « caractéristiques » personnelles, exception faite pour « la différence sexuelle », pensée comme une différence différente des autres différences. Pour ces acteur-es, il faut proscrire l'emploi des concepts de race, de racisation ou d'intersectionnalité qui seraient responsables, en même temps que les universitaires, les intellectuel·les ou les militant-es qui les utilisent, de produire la ségrégation de la société avec l'intention de « casser la République en deux ». Ces mots ont été prononcés par le président de la République française, Emmanuel Macron. D'autres, à l'instar du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, ont même évoqué une « complicité intellectuelle » entre « l'islamo-gauchisme » (*sic*) et « le terrorisme ». Ces affirmations d'une gravité politique inédite trouvent de nombreux échos dans d'autres déclarations ou décisions politiques faites ou prises dans différents pays où les savoirs qui étudient les logiques de production des discriminations sont accusés de les créer. Loin de demeurer secondaires, mineures, les questions minoritaires intéressent désormais les plus hautes instances étatiques. Nous avons affaire aujourd'hui aux effets politiques de la colère des

majoritaires générés par les effets théoriques de la colère des minoritaires.

Faire voir le référent caché de toute différence : la démarche déictique [8](#) de la questionneur-e minoritaire

Les savoirs minoritaires ont forgé une définition sociologique des catégories de race et de sexe qui s'oppose aux deux variantes de la pensée anti-minoritaire évoquées. Penser la race et le sexe comme des rapports sociaux naturalisés veut dire penser ensemble « la vérité et le mensonge de ces deux catégories », et dire que la vérité – l'existence d'un groupe – nourrit le mensonge – le fait que le groupe soit naturel (Guillaumin, 2016). Une telle définition du sexe et de la race va de pair avec une définition du sexisme et du racisme comme des systèmes de pouvoir entre groupes occupant des places structurellement asymétriques et antagonistes dans la structure sociale. Ces définitions du sexe et de la race, du sexisme et du racisme génèrent deux conséquences qui me paraissent contribuer à expliquer la virulence des réactions anti-minoritaires. En premier lieu, sexisme et racisme sont à chercher non seulement dans les idées et dans les

manifestations d'agressivité et de violence, mais aussi dans le sens commun, les structures sociales, les catégories mentales, les automatismes corporels et langagiers, le fonctionnement des pouvoirs publics. Par exemple, l'université, la justice, la police peuvent produire des discriminations à travers leurs pratiques. C'est aux analyses et aux enquêtes de l'établir. Toucher à l'État, au lieu de l'exempter de la fabrique du sexisme et du racisme, a pour conséquence de susciter des réactions d'État.

Les savoirs minoritaires montrent précisément que les majoritaires sont celles et ceux qui ont le privilège d'ignorer leur spécificité.

En deuxième lieu, pour comprendre le fonctionnement du sexisme et du racisme, on doit regarder des deux côtés des rapports de pouvoir qui en sont au fondement. D'où la nécessité de nommer les majoritaires – les hommes, les blanc·hes, mais aussi les hétérosexuel·le.s – qui, bien qu'hétérogènes au sein du groupe auquel iels appartiennent, bénéficient d'un système de privilèges qui correspond au système d'assujettissement et de privation des groupes opprimés.

Les savoirs minoritaires montrent précisément – encore un effet théorique – que les majoritaires sont celles et ceux qui, en fonction de la place occupée dans les rapports de pouvoir, ont le privilège d’ignorer leur spécificité – leur blancheur, leur masculinité, leur hétérosexualité, leur position avantagée dans la hiérarchie des classes socio-économiques – et d’ignorer que leur spécificité se caractérise précisément par le fait d’être élevée à la généralité humaine et à l’universalité. Cette force déictique du « questionneur minoritaire », comme l’a appelé Guillaumin et qu’on pourrait aujourd’hui appeler la questionneur-e minoritaire, est au fondement de l’anti-intellectualisme bien spécifique qui caractérise les campagnes anti-minoritaires. Celles-ci sont menées tantôt au nom du « bon sens » et du « sens commun », tantôt au nom de « la raison » et de « l’universel ». La questionneur-e minoritaire dénature les premiers et éclaire la part d’ombre des seconds, dans les deux cas en montrant du doigt le groupe qui est le référent caché de tout groupe perçu comme « différent ». Ce n’est pas poli de montrer quelqu’un du doigt ; il ne faut donc pas s’étonner des conséquences.

Références

Fassin Éric (2019). « Genere minaccioso, genere minacciato » (« Genre menaçant, genre menacé », traduit par Massimo Prearo), *About Gender*, vol. 8, n° 15, p. 414-434.

Guillaumin Colette (2016). *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe [1^{ère} édition, 1992, Côté-femmes].

Lépinard Éléonore, Mazouz Sarah (2021). *Pour l'intersectionnalité*. Paris, Anamosa.

Le laboratoire brésilien : que cache la politique viscérale du bolsonarisme ?

Sonia Corrêa

Sexuality Policy Watch

Les conditions politiques brésiliennes examinées dans cet essai ont été définies par Éric Fassin (2019) comme un laboratoire dans lequel l'intersection de l'ultra-néolibéralisme, de l'antiféminisme et du racisme alimente l'une des manifestations les plus détestables du fascisme actuel. Avant même l'investiture de Jair Bolsonaro, en janvier 2019, Marcos Nobre, explorant ce que la « révolution conservatrice » lancée par le nouveau président pourrait apporter, annonçait qu'il fallait nous préparer à faire face à un gouvernement « anti-élites » : on aurait tort de croire que son leader pourrait être [« apprivoisé »](#).

Ce philosophe politique n'aurait pas pu prédire, cependant, l'explosion de Covid-19 qui a amplifié ces perspectives à l'échelle de la calamité. Depuis 2020, une combinaison néfaste de déni, d'hypothèses néo-darwiniennes sur l'immunité collective et de corruption, a coûté plus d'un demi-million de vies. Au Brésil, les

menaces qui pèsent sur les sciences sociales et les études de genre, les attaques contre la liberté académique et les poussées d'anti-intellectualisme doivent être situées dans ce paysage ravagé par le deuil, la pauvreté croissante, la destruction de l'environnement, la militarisation et la violence politique meurtrière persistante, dont l'assassinat de Marielle Franco en mars 2018, encore impuni, était l'infâme préfiguration.

En juillet 2021, le journaliste Jamil Chade scrute l'évolution du gouvernement Bolsonaro, retrace ses connexions avec la droite transnationale et établit des parallèles avec les régimes polonais et hongrois. Si les convergences qu'il identifie – elles peuvent également s'appliquer à d'autres contextes européens, bien que de manière moins prononcée – sont pertinentes, l'ampleur et la profondeur distinctes de l'hécatombe brésilienne ne sauraient être exagérées. Dans ce scénario désastreux, l'un des entrepreneurs brésiliens les plus riches, qui est un partisan enthousiaste du président, a déclaré avec satisfaction, en juillet 2021, que « la posture est plus importante que la connaissance ».

| *Le mépris pour le travail intellectuel, en particulier pour les sciences sociales, n'est pas une nouveauté.*

Bien que cet acte de parole odieux soit un symptôme des instincts anti-intellectuels solidement ancrés dans le bolsonarisme, le mépris pour le travail intellectuel, en particulier pour les sciences sociales, n'est pas une nouveauté. Ce domaine de recherche a souvent été dépeint par les technocrates, les militaires et même les voix de la gauche partisane comme inutile parce qu'il ne se confronte pas systématiquement à la « réalité » et ne résout pas les « problèmes concrets ».

L'expression « masturbation intellectuelle », couramment utilisée pour qualifier ce domaine, illustre bien l'écho populaire de ce mépris.

Cependant, au cours des dix dernières années environ, l'expansion du néoconservatisme religieux – tant catholique qu'évangélique – et la réactivation de la droite politique ont greffé sur cette suspicion préexistante l'épouvantail de l'« idéologie », comme dans la phrase : « L'idéologie du genre est le nouveau visage du marxisme. » C'est ajouter une nouvelle couche au soupçon : le savoir est inutile et c'est en même temps une falsification de la réalité qu'il faut combattre farouchement.

En 2013, alors que la Manif pour tous inondait les rues de Paris, au Brésil, cette accusation a été testée avec succès dans une

campagne contre le « genre » et l'« idéologie » menée par le mouvement Escola Sem Partido (Une école sans parti) dans le projet de ce qui allait devenir le Plan de l'Éducation nationale 2014-2024. Quatre ans plus tard, brûler absurdement Judith Butler en effigie, comme une sorcière, lors d'une manifestation à São Paulo, a porté l'attaque à un nouveau niveau de visibilité politique mais aussi de mépris.

Au cours des six premiers mois de la nouvelle administration, trois des principales institutions de recherche publique brésiliennes ont été menacées.

À partir de 2019, ces tropes ont gagné les autorités de l'État, y compris le président lui-même, et se sont étendus au-delà des sciences sociales et des études de genre. Au cours des six premiers mois de la nouvelle administration, trois des principales institutions de recherche publique brésiliennes ont été menacées. Fiocruz, la plus importante institution de santé publique d'Amérique latine, s'est vu interdire de publier les résultats d'une recherche sur la consommation de drogues. L'Institut national de recherche spatiale a été menacé de fermeture après avoir publié de nouvelles preuves de la déforestation croissante en Amazonie, et son directeur a été

licencié quelque temps plus tard. Au premier semestre 2019, au nom de l'austérité budgétaire, l'institut national du recensement (IBGE) a perdu son financement pour le recensement de 2020. En 2021, cette ligne de financement, déjà minime pourtant, a entièrement disparu dans les débats budgétaires du Congrès, créant ce que l'on a appelé une « panne » de données statistiques. Dans son analyse de la crise, Sérgio Besserman, ex-président de l'IBGE, a souligné que suspendre le recensement allait empêcher d'évaluer correctement les ravages sanitaires et économiques de la pandémie de Covid-19, de les rapprocher des retards et de la mauvaise gestion dans l'achat de vaccins. Ce blocage du recensement a été porté devant la Cour suprême, qui l'a jugé inconstitutionnel : elle a exigé que les financements soient rétablis pour que le recensement puisse avoir lieu en 2022.

Puis, en 2020, la persécution politique explicite a commencé. Le ministère de la Justice a utilisé la loi sur la sécurité nationale, héritée du régime militaire, pour lancer une enquête à huis clos sur trois intellectuels de renom : Paulo Sérgio Pinheiro, Luiz Eduardo Soares et Ricardo Balestreri. Début 2021, Pedro Hallal et Eraldo Santos Pinheiro, président et vice-président de

l'université de Pelotas, ont reçu un avertissement pour avoir critiqué, lors d'un débat en direct sur internet, la nomination imminente de leur successeur par le gouvernement, au lieu d'avoir une élection. Quelques mois plus tard, le premier juge de la Cour suprême nommé par Bolsonaro a engagé des poursuites contre le juriste Conrado Hübner Mendes.

Cette guerre contre les intellectuels est un outil mobilisé par Bolsonaro pour faire du chaos une méthode de gouvernement.

Entre ces deux moments, la présidence a fait fi de la règle non écrite consistant à choisir le premier nom de la triple liste comme président des universités fédérales, et a nommé des noms en bas de la liste, voire en dehors, afin de garantir un alignement idéologique total avec Brasilia. Parallèlement, les attaques anti-genre se sont poursuivies à un rythme soutenu. À titre d'illustration, depuis fin 2020, quatorze dispositions législatives, inspirées d'une législation similaire proposée en France, ont été déposées au Congrès et dans les instances locales afin d'interdire le langage neutre et inclusif en matière de genre dans le système d'éducation publique et même dans la presse.

Cette guerre contre la production de connaissances et les intellectuels publics est un outil de l'arsenal plus large mobilisé par Bolsonaro pour faire du chaos une méthode de gouvernement. La promotion délibérée du chaos est ce qui soutient sa rébellion conservatrice, car elle maintient les institutions au bord de l'effondrement et nourrit la loyauté de sa base politique (Nobre, 2020). Le chaos est également source de distraction, de paralysie et d'aphasie. Surtout, il oblitère notre capacité à reconnaître la capacité du régime à sédimer son projet politique à long terme en jouant de l'anti-intellectualisme. La méthode de gouvernement de Bolsonaro diffère résolument de celle d'Orbán, un bureaucrate qui a écrit sur Gramsci. Pour puiser dans nos propres lectures de cet auteur, la politique de Bolsonaro est une politique des « tripes », elle reflète le « viscéralisme » du fascisme historique.

Tout en reconnaissant ce trait flagrant, les réflexions développées par les sociologues David Paternotte et Mieke Verloo (dans un livre à paraître) suggèrent que cette avant-scène grotesque cache une politique du savoir beaucoup moins étudiée et discutée. L'un de ses nœuds, c'est la base de connaissances constamment mise à jour qui soutient une

puissante machinerie communicationnelle et algorithmique qui, pour utiliser une figure élaborée par Richard Parker (2021), propulse la production systématique de l'ignorance.

Une production intellectuelle émanant directement du Vatican, des universités catholiques et des groupes de réflexion ultra-catholiques.

Cependant, la « révolte de la droite » en cours au Brésil a également pris naissance dans des berceaux plus conventionnels de la politique épistémique et continue de s'en nourrir. L'une de ces sources est la production intellectuelle de longue date émanant directement du Vatican, des universités catholiques bien établies et, principalement, des groupes de réflexion ultra-catholiques, en particulier ceux liés au labyrinthe académique de l'Opus Dei. La figure d'Angela Gandra, actuelle Secrétaire nationale de la Famille, illustre bien la force de ce courant. Gandra est la fille d'un juriste ultra-catholique reconnu et, en plus de ses liens organiques avec les centres les plus puissants de la politique mondiale anti-genre et anti-avortement, elle est maintenant membre de la faculté du Collegium Intermarium, l'institution académique récemment créée par Ordo Iuris.

Dans le camp évangélique, au-delà des scènes d'histrionisme de pasteurs fondamentalistes, la production d'institutions académiques doit également être prise en compte, même si elles sont moins nombreuses que leurs équivalents catholiques. Ce n'est pas un hasard si l'actuel ministre de l'Éducation a été le président d'une de ces universités, et si la carrière universitaire du juriste presbytérien extrêmement conservateur envoyé par Bolsonaro à la Cour suprême s'est déroulée dans ces circuits. La production de connaissances est fortement investie dans la formation et la recherche juridiques, souvent en partenariat avec des réseaux transnationaux conservateurs bien connus, comme par exemple le réseau juridique états-unien Alliance Defending Freedom.

Depuis le milieu des années 2000, les think tanks néoconservateurs, les maisons d'édition et les plateformes numériques se sont multipliés.

Au-delà de ces cercles religieux, mais de manière non moins significative, depuis le milieu des années 2000 se sont multipliés les *think tanks* néoconservateurs, les maisons d'édition et les plateformes numériques qui encouragent la discussion en diffusant la littérature d'auteurs conservateurs

classiques, d'Edmund Burke à Calvin Coolidge, mais aussi les écrits des pères fondateurs du néolibéralisme, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek et Murray Rothbard, et des libertaires de droite comme Ayn Rand. Ces canaux propagent également les inventions nord-américaines et britanniques du « politiquement correct » et du « marxisme culturel » (Jamin, 2020), ainsi que la littérature anti-genre dans sa version sécularisée, y compris celle émanant des courants féministes anti-genre. Les auteurs européens de la droite dite gramscienne, tels qu'Alain de Benoist, sont également à mentionner, de même que les traditionalistes ou pérennialistes du début du vingtième siècle – tels que Julius Evola et René Guénon, dont l'impact politique massif par le biais des canaux numériques ne doit pas être minimisé : Olavo de Carvalho, l'un des principaux influenceurs numériques de la droite brésilienne, connu pour être le gourou de la famille Bolsonaro, se définit comme un traditionaliste ou un pérennialiste.

Cette brève cartographie, bien que loin d'être exhaustive, suggère qu'il est simpliste, voire dangereux, de dépeindre la gamme complexe de forces qui ont propulsé le tournant radical vers la droite en cours au Brésil en la réduisant au seul anti-

intellectualisme. À mon avis, notre incapacité à saisir la portée et la signification de cette politique hétéroclite du savoir a compromis, sur le moment, le diagnostic des courants sous-jacents qui ont conduit à la catastrophe électorale de 2018. En revanche, ce milieu complexe fait désormais l'objet d'un examen critique qui le met au jour.

Ce que ces exercices révèlent n'est pas nouveau : aujourd'hui, comme toujours, les connaissances qui ouvrent l'horizon d'un monde égalitaire et respirable, dans lequel la démocratie sexuelle aura sa place, font l'objet d'assauts féroces. Pourtant, comme on l'a vu, la substance de ces contestations est, en quelque sorte, voilée derrière le brutalisme politique. Surtout, elle est aussi brouillée parce que les forces qui appellent à la préservation, voire à la restauration, des ordres inégalitaires et d'exclusion se font passer sur la scène politique pour des « révolutionnaires ». Défaire ce stratagème théâtralisé est aussi crucial que de continuer à cartographier et à déconstruire les anciens et nouveaux courants de pensée conservateurs.

Références

Fassin Éric (2019). « Brésil: le laboratoire Intersectionnel du néolibéralisme », *AOC*, 4 octobre.

Jamin Jérôme (2020). « Marxisme culturel », *La Revue Nouvelle*, 2020, n°5, p. 59-63.

Nobre Marcos (2020). *Ponto-final: a guerra de Bolsonaro contra a democracia*, São Paulo, Todavia.

Parker Richard (2021). « Covid e a produção da ignorância », *Revista Radis*, 2021.

L'anti-intellectualisme à l'ère de la post-vérité. Penser à partir du cas de la Turquie

Zeynep Gambetti

Université de Boğaziçi (Istanbul)

Je voudrais commencer mes propos avec des constats *situés*, c'est-à-dire en apportant quelques précisions sur ce qui se passe actuellement à l'Université de Boğaziçi à Istanbul où j'enseigne, pour ensuite élargir le champ de réflexion vers le sort de la savante à l'ère de la post-vérité.

« Boğaziçi fait enfin de la science ! » Cette interjection est venue du nouveau vice-président de cette Université, professeur au département de génie industriel qui, paradoxalement, a passé plus de 18 ans à y enseigner et à y faire de la recherche. Cet « enfin » était à la fois pathétique et alarmant. C'était pathétique, car le vice-président se moquait du seul centre d'excellence à rester intact dans le paysage universitaire turc. C'était alarmant, puisque cet « enfin » annonçait le nouveau jeu de post-vérité qui allait désormais prendre l'université au piège.

Indignés, les professeurs ont tenté de crier la vérité au pouvoir dans les forums universitaires et sur les réseaux sociaux. Sans gêne aucune, le vice-recteur a transformé son « enfin » en hashtag. Ce qu'il entendait par « science » devait être révélé par la suite, non pas en paroles mais en actes. D'abord vint un convoi de Mercedes-Benz aux vitres teintées ; ensuite, une camionnette reliée à un satellite fut installée au milieu du campus ; enfin, des hommes en costumes sombres furent escortés dans la salle de conférences pour inaugurer un partenariat avec le ministère des Transports. Le président de l'université, nommé par décret par le président Erdoğan, a prophétisé que Boğaziçi deviendrait une « usine de start-up » sous sa bonne direction. Le doyen de la faculté de droit, encore inexistante, a couru d'émission en émission pour vanter les mérites d'un gigantesque projet d'infrastructure : construire un canal artificiel entre la mer Noire et la mer de Marmara, parallèle au Bosphore, la voie navigable naturelle déjà existante. Des milliards de dollars et une expertise scientifique inestimable seraient investis dans ce projet qui n'a ni utilité ni faisabilité selon les écologistes et les urbanistes. Ce même doyen, professeur de droit, a également préconisé l'abrogation des

accords de Montreux qui garantissent le libre accès à la mer Noire par le Bosphore.

Cette redéfinition utilitaire de la science ne date pas d'hier, bien sûr, mais ce qui est nouveau, c'est la façon dont le jeu est maintenant joué.

Selon toute apparence, donc, « enfin faire de la science », c'est servir le capital, ou l'État, ou plutôt les deux, étant donné l'actuelle transformation entrepreneuriale de l'État. Cette redéfinition utilitaire de la science ne date pas d'hier, bien sûr, mais ce qui est nouveau, c'est la façon dont le jeu est maintenant joué. Il ne s'agit plus du jeu d'échecs, mais du go, le jeu de plateau japonais dans lequel aucune position n'est attribuée au départ et le nombre de coups possibles est quasi infini. Dans le tournoi de go néolibéral, il n'y a pas de limites morales, légales ou logiques aux stratégies qui peuvent être employées.

Il en résulte ce qui suit : lorsque les professeurs évoquent les principes de gouvernance démocratique qui ont rendu l'université de Boğaziçi unique en Turquie (et peut-être dans le monde), la nouvelle équipe d'administrateurs les accuse de

harceler la « majorité silencieuse » (ils emploient le terme « mobbing »). Il semblerait que la majorité silencieuse soit dissuadée de collaborer avec la nouvelle administration par (je cite) « pas plus de 20 universitaires provocateurs » qui en réalité voudraient délégitimer le président de la République. Ce mouvement de go a incité les universitaires à s'assembler par centaines, chaque professeur-e portant une toge et une pancarte avec un numéro, pour prouver qu'ils sont beaucoup plus qu'une poignée. Mais, comme ce fut le cas lors de la cérémonie d'investiture de Donald Trump, compter les têtes ne secoue pas la croyance en « des faits alternatifs ». Dans un enchaînement d'invectives, les professeur-es sont étiqueté-es « élitistes », en décalage avec les vraies valeurs du peuple. Iels sont devenus étrange-ère-s à ce qui est « natif et national ». L'université de Boğaziçi doit être domestiquée, dans le double sens du terme : disciplinée et nationalisée. En effet, une université publique doit honorer l'État qui la nourrit. Certains médias prétendent que les universitaires rebelles sont des « militants affiliés à des organisations terroristes ». Le ministre de l'Intérieur va jusqu'à dire qu'il est « fasciste » de qualifier le recteur d'« administrateur colonial »...

Que contester un président nommé par le président Erdoğan dans la meilleure université de Turquie, par un décret publié à minuit le 1^{er} janvier, sans aucune consultation avec les membres du corps professoral, soit « fasciste » ou non, cela ne suscite pas même de débat. Dans des sphères publiques fortement polarisées, l'inversion de sens cesse de provoquer des dissonances cognitives. La recherche d'un agenda caché, un « mastermind » derrière chaque mot et chaque acte devient une seconde nature. La suspicion généralisée sape la confiance dans les régimes de vérité qui réglementaient jusqu'alors la production des preuves factuelles et de la vérification scientifique.

| *La post-vérité désigne un désinvestissement de la
véracité.*

Le « mensonge organisé », selon la formule d'Hannah Arendt, ne produit pas de l'incrédulité mais plutôt du cynisme. En développant cette intuition, je dirai que la post-vérité désigne un désinvestissement de la véracité. Que quelque chose soit considéré comme vrai ou faux cesse d'être essentiel pour l'ordre social. L'arrivée de fonctionnaires et d'industriels sur le campus

rend inutile la question de savoir si oui ou non Boğaziçi a fait de la science auparavant. Après tout, qui s'en soucie ?

L'énigme devient alors : que peut signifier la liberté académique – à quelles pratiques concrètes peut-elle renvoyer – dans un monde régi par les impératifs d'efficacité, de rentabilité et de virtualité ? Et quelles sont les chances de réinstaurer la liberté académique en tant que droit ? Vaste question dont je ne pourrai qu'esquisser quelques traits ici.

À mon sens, nous devons inscrire la montée de la nouvelle droite dans la lignée de la transvaluation de toutes les valeurs par la valeur marchande. En Turquie comme ailleurs, la nouvelle droite est devenue le projet idéologique par excellence pour ressouder la société morcelée par l'assaut néolibéral. La prétendue « guerre contre le terrorisme » s'est avérée être un dispositif très efficace pour criminaliser et ainsi prévenir les révoltes populaires.

| *La loi n'est pas seulement différée, mais elle cesse aussi d'être connaissable et prévisible.*

Comme l'ont soutenu Michel Foucault et Judith Butler, les gouvernements instrumentalisent les lois et laissent aux forces de l'ordre le pouvoir discrétionnaire de les utiliser ou non. Ce n'est pas que le pouvoir souverain suspende la loi pour déclarer l'état d'urgence (même si cela peut aussi être le cas, comme entre 2016 et 2018 en Turquie). Mais c'est plutôt que les opérations de gouvernementalité créent un champ extrajuridique où l'évocation tactique de la loi empiète sur l'universalité attribuée (à tort ou à raison) à l'État de droit. La loi n'est pas seulement différée, mais elle cesse aussi d'être connaissable et prévisible. Ceci déréalise l'idée du et de la citoyenne en tant que titulaire de droits. Dans ce jeu de go tant exécutif que performatif, la police préventive agit, non pas en fonction de « l'illégalité » mais de « la suspicion ». Être jugé « suspect » devient mandat de détention. Et dans la matrice néoconservatrice et néolibérale, il suffit de dévier des impératifs nationalistes, républicains, conservateurs, religieux ou marchands pour devenir suspect.

Compte tenu de ce nouvel ordre, qui n'en est pas un, il n'est pas surprenant que les universités soient un champ de bataille. L'anti-intellectualisme taxe la production académique de

« militantisme » dès lors que la recherche défie le jeu de pouvoir qui construit des identités doctrinaires pour mieux perpétuer le déchirement néolibéral. Le ciblage d'universitaires menant des recherches sur des « sujets sensibles » tels que l'Holocauste en Pologne, le génocide arménien et la répression des Kurdes en Turquie, le racisme et l'islamophobie en France, et les études de genre à peu près partout dans le monde, fait partie des stratégies de renversement des catégories de victime et d'agresseur.

| *La tour d'ivoire s'est effondrée. Nous ne pouvons plus prétendre être hors du champ politique.*

Pour conclure : qu'est-ce que défendre la liberté académique aujourd'hui, sinon reconnaître la nature *politique* de la critique ? C'est parce que nous sommes devenues vulnérables en tant que savantes que nous comprenons à quel point les dispositifs institutionnels qui soutiennent la liberté académique sont à la fois extrêmement vitaux et extrêmement fragiles. C'est parce que nous sommes criminalisé·es que nous comprenons à quel point la recherche non conformiste est *politiquement* indispensable.

Cela doit nous inciter à repenser le rôle des intellectuel·les dans les temps sombres. La tour d'ivoire s'est effondrée. Nous ne pouvons plus prétendre être hors du champ politique. Nos recherches sont bel et bien liées aux luttes contre le racisme, le sexisme, l'exploitation néolibérale et les nouvelles formes d'une droite fascisante – bref, contre les conditions matérielles et structurelles de la post-vérité. Tenter de reconstruire un nouveau régime de vérité, inclusif et collectif, c'est défendre un autre modèle de la politique que celui qui brouille les frontières entre critique, désobéissance civile et terrorisme.

Référence

Arendt Hannah (1971). « Lying in Politics: Reflections on The Pentagon Papers », *The New York Review*, 18 novembre.

La controverse française sur « l'islamo-gauchisme » : un nationalisme universitaire

Philippe Marlière

Politiste, University College London

En affirmant gratuitement que l'université française était « gangrenée par l'islamo-gauchisme », Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, a commis une double faute. Elle a, d'une part, mis en cause la probité professionnelle de chercheuses et chercheurs. Elle a, d'autre part, attaqué ce qui est au cœur même de la liberté académique : la diversité et la nature internationale des savoirs.

Il semble que le « bilan de l'ensemble des recherches » que la ministre a commandé au CNRS, afin de distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme, n'aura jamais lieu. La cause est entendue : on ne trouvera aucun « islamo-gauchiste » dans l'université française. La ministre le sait, ainsi que toutes celles et ceux qui hurlent à « l'islamo-gauchisme ». Il s'agissait donc d'un coup de menton politique ou

d'une mise en demeure destinée à intimider le monde de la recherche.

| *Frédérique Vidal pose les bases d'un nationalisme universitaire.*

En nommant un péril et un ennemi imaginaires (« la gangrène islamo-gauchiste »), Frédérique Vidal et celles et ceux qui lui emboîtent le pas poursuivent un objectif de police idéologique : poser les bases d'un nationalisme universitaire. Ce dernier est l'écho du nationalisme (tout court) développé par Emmanuel Macron, le gouvernement, leurs alliés politiques et médiatiques. En France, le nationalisme passe par la réitération d'un récit homogénéisant qui met en scène des « valeurs républicaines » (notamment « l'universalisme »).

Conflits dans le champ universitaire et « misère de position »

Il existe un champ de luttes universitaire contre « l'islamo-gauchisme ». Cet espace de « résistance » est très minoritaire et typé. On peut noter que ce sont les sous-champs les plus éloignés des sciences sociales qui prennent les positions les plus tranchées et hostiles aux études « déviantes » au sein des

sciences sociales. La spécialisation des savoirs ne devrait-elle pas inciter ces contempteurs à davantage de prudence ?

Frédérique Vidal est biochimiste de formation et Jean-Michel Blanquer est juriste. Tous-tes deux sont universitaires et ont joué un rôle clé dans la diffusion du récit sur « l'islamo-gauchisme ». Quelles compétences ont-iels en sciences sociales pour se permettre d'asséner des jugements publics lapidaires contre les études décoloniales, de genre, raciales ou intersectionnelles ? Qu'ont-iels publié dans ces domaines en tant qu'universitaires ? Rien, pas une ligne, pas un mot. Pourtant, en tant que ministres, iels traitent de ces questions de manière incendiaire, et jettent l'opprobre sur des chercheuses et chercheurs spécialisé-es.

*Des universitaires étrangers aux sciences sociales,
des déclassé-es,
des enseignant.es à la retraite.*

Des associations universitaires, tels Vigilance-université [9](#) ou l'Observatoire du décolonialisme [10](#), ont également pris des positions virulentes contre des universitaires, dont les noms ont été parfois jetés en pâture à l'opinion. La très respectée politiste Nonna Mayer a ainsi été harcelée par cet Observatoire au motif

qu'elle aurait donné une « caution scientifique à la notion d'islamophobie ». Ces attaques *ad hominem* (notamment sur les réseaux sociaux) sont bizarres : l'islamophobie est une notion utilisée par les universitaires du monde entier, et elle est acceptée par les principales organisations internationales, telles la Commission européenne ou les Nations unies.

Lorsqu'on tente de suivre les méandres du discours anti-« islamo-gauchiste », on croise les trajectoires d'universitaires étrangers aux sciences sociales, mais aussi des déclassé-es ou en voie de déclassement, et des enseignant.es à la retraite. Gilles Denis, maître de conférences à l'université de Lille, est le fondateur de Vigilance-Université, la première association traquant « l'islamo-gauchisme » dans l'université. Il est spécialiste d'Histoire et épistémologie de la physiologie et pathologie végétale, d'Histoire et épistémologie des sciences agricoles, Sciences et Mouvement des Lumières, Savoirs paysans et savoirs savants.

Nathalie Heinich est une universitaire formée aux sciences sociales auprès de Pierre Bourdieu, mais son itinéraire personnel l'a depuis longtemps éloignée de ce milieu. Ses prises de

position publiques la placent aujourd'hui dans le camp de la droite conservatrice (positions contre le PaCS ou le mariage des homosexuel·les).

Pierre-André Taguieff et Pascal Perrineau ont des carrières établies en France au sein de Sciences Po, une institution prestigieuse et au rayonnement international, mais qui est aussi un haut lieu du conservatisme académique. Taguieff est aujourd'hui retraité et Perrineau est en passe de l'être.

Ces trajectoires diverses font penser aux situations de « misère de position » décrites par Pierre Bourdieu. Celles-ci accompagnent un sentiment de frustration et de ressentiment lié à une position subalterne, dominée ou menacée dans le champ scientifique. Ces universitaires se sentent menacé·es par des collègues dans l'ensemble plus jeunes, plus productif·ves (publications, reconnaissance scientifique de leurs pairs) et plus internationaux dans leurs pratiques académiques.

Anti-intellectualisme, antiaméricanisme et guerres culturelles

Même s'il a toujours parcouru l'ensemble du champ politique, on peut estimer qu'avec le débat sur « l'islamo-gauchisme »,

l'antiaméricanisme est résolument passé à droite. À travers cette controverse s'exprime une charge anti-gauche. Il s'agit d'une énième tentative de liquider l'héritage de Mai-68, non plus sur le mode de la lutte des classes, mais en provoquant une querelle religieuse et raciale autour de l'islamisme radical, voire de l'islam en général.

Ils oublient que la French Theory est aussi française qu'américaine aujourd'hui.

Cette offensive est en soi paradoxale : les ministres de l'Enseignement supérieur demandent depuis quelques années aux universitaires de « s'internationaliser » pour être compétitifs dans le classement de Shanghai. Mais en même temps, le gouvernement vitupère contre les « modes » intellectuelles américaines (intersectionnalité, race, blanchité, genre, études postcoloniales, etc.) qui accompagnent naturellement ce processus d'internationalisation des savoirs. Ils oublient que la French Theory est aussi française qu'américaine aujourd'hui. Elle fait depuis longtemps partie d'un patrimoine intellectuel international (et surtout américain, si l'on pense aux travaux de Bourdieu, de Beauvoir, Deleuze, Derrida, Fanon, Foucault, etc.).

Macron, Darmanin, Vidal ont contribué à amplifier les débats médiatiques les plus nauséabonds en relayant les idées véhiculées par des organisations semi-politiques (Printemps républicain). Ils ont propagé l'idée selon laquelle « l'universalisme républicain français » et les universitaires critiques seraient « anti-républicains », c'est-à-dire « antipatriotes » ou « anti-Français ».

Au Royaume-Uni, le gouvernement conservateur se mobilise pour que des orateur-ices racistes puissent s'exprimer sur les campus. En France, le gouvernement s'active pour discréditer la recherche critique dans les sciences sociales. En ce sens, la situation française est plus grave : elle ressemble davantage à celles de la Pologne ou de la Hongrie qu'à celle du Royaume-Uni.

| *Une lutte pour occuper la meilleure position symbolique dans le champ universitaire.*

L'offensive contre le monstre du Loch Ness « islamo-gauchiste » est, toutes choses égales par ailleurs, le pendant de la promotion de la science prolétarienne dans l'URSS de Staline. C'est la version francophone du lyssenkisme pro-soviétique. Cette attaque manie l'autoritarisme et l'anti-intellectualisme, deux

notions incompatibles avec les libertés académiques basées sur l'investigation critique et le débat argumenté et critique.

« La lutte des classements est une dimension oubliée de la lutte des classes », écrivait Bourdieu dans *La Distinction*. En d'autres termes, le récit sur le « danger islamo-gauchiste » est une lutte pour occuper la meilleure position symbolique dans le champ universitaire ; celle qui procure un sentiment de supériorité intellectuelle et de reconnaissance disciplinaire.

Le combat contre « l'islamo-gauchisme » n'est donc pas fortuit. Il est le fait d'universitaires établi-es dans la carrière (les retraité-es et professeur-es émérites co-signent en majorité les tribunes contre « l'islamo-gauchisme »), et de disciplines académiquement en déclin (par exemple, les humanités et les langues dites « mortes »). C'est la fraction la moins ouverte aux échanges et collaborations internationales. Le dégoût exprimé par ces universitaires à l'égard de « l'américanisation » de l'université représente un réflexe chauvin contre des productions intellectuelles qui échappent aux canons français du savoir. Ces universitaires ont profité de l'aubaine politique du moment : un gouvernement droitier était soucieux de mettre au pas les

chercheuses et chercheurs qui étudient les discriminations liées au genre et à la race. Leur ministre de tutelle a été le trait d'union entre les champs politique et universitaire.

Dans la France républicaine universaliste, il est illégitime d'étudier les inégalités de genre ou de race, car on proclame *a priori* une égalité formelle pour toutes et tous. La gauche ne s'est jamais sérieusement préoccupée de ces discriminations-là. Réduite aujourd'hui à une force d'opposition qui lutte pour sa survie, elle est incapable, à de rares exceptions individuelles près, d'articuler une réponse au récit sur les « valeurs républicaines ». Ce récit républicain recouvre en réalité un nationalisme hostile à la diversité et à l'égalité. Seul.es en pointe dans le combat contre les discriminations de genre et de race, il n'est donc pas étonnant que les universitaires critiques dans les sciences sociales soient dans la ligne de mire du gouvernement et des déclassé.es de l'université.

Références

Philippe Marlière (2020). « Islamo-gauchisme : un mot pour bastonner », *L'Obs*, 15 décembre.

<https://www.nouvelobs.com/bibliobs/20201215.OBS37559/islamo-gauchisme-un-mot-pour-bastonner.html>

Philippe Marlière (2021). « Islamo-Leftism » : a sinister word meant to smear and silence French academics, *The New Arab*, 19 février. <https://english.alaraby.co.uk/opinion/islamo-leftism-word-smear-and-silence-french-academics>

Philippe Marlière (2021). « Guerres culturelles réactionnaires et “américanisation” de la vie politique française », *Middle East Eye*, 21 avril. <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/france-guerres-culturelles-islam-musulmans-extreme-droite-macron>

Résister. Exister. Créer

Mame-Fatou Niang

Enseignante-chercheure en littérature française, Université
Carnegie Mellon, Pittsburgh

Université Carnegie Mellon, Pittsburgh, février 2021

Dans le cadre d'un séminaire, je présente une série d'entretiens récents de Frédérique Vidal sur la déontologie de la recherche. Mes collègues américains sont médusés. Pour beaucoup, certaines déclarations de la ministre française rappellent les premières heures du régime trumpien et les sorties décoiffantes de ces nouveaux occupants de la Maison-Blanche. En effet, il est déroutant d'entendre la ministre chercher un lien entre les études postcoloniales en France et la présence de drapeaux confédérés dans le Capitole des États-Unis, stupéfiant de la voir répondre brouillonement sur la généalogie de l'islamo-gauchisme, fruit d'une « sorte d'alliance » entre Mao Zedong et l'Ayatollah Khomeini. Consternés, des collègues demanderont : « *Is this France, the country of The Enlightenment ?* » (« *C'est bien la France, le pays des Lumières ?* »)

Je leur présentais les ressorts de cette *French Touch* de la répression contre l'islamo-gauchisme, cette nébuleuse qui rassemblait pêle-mêle des études sur le genre, la question raciale, les études postcoloniales et décoloniales. L'empreinte française de la fronde contre ces savoirs critiques se retrouvait dans une variété de postures, parmi lesquelles les crispations autour de la question raciale ; l'injonction à la gratitude des minorités et l'incompréhension face à (un ressenti de) leur visibilité grandissante ; la défense d'un exceptionnalisme français ; le brandissement opportuniste de la neutralité axiologique et une compréhension sélective de l'autonomie de la recherche ; le déni d'une production bien française d'identités racialisées puis invisibilisées par la donne universaliste ; un anti-intellectualisme mené par des élites (et l'on pense ici à la charge dirigée depuis l'Élysée et certains ministères régaliens, à la proportion très importante de professeurs émérites parmi les signataires des diverses tribunes contre l'islamo-gauchisme, et enfin à la très forte insularité intellectuelle de signataires ayant mené la majeure partie de leur carrière en France ou sur des questions fortement hexagonalisées).

Je suis noire et française. Je viens d'un pays qui se dit aveugle à la couleur, tout en me renvoyant à celle-ci dès que je m'aventure hors des deux cadres d'interventions publiques qui me sont concédés : le silence et la gratitude.

Paris, juin 2021

Je suis vingtiémiste. Ma pratique académique n'est pas hors sol. Elle est née et s'enracine dans un parcours intime que je reconnais et assume avec honneur.

Je suis noire et française. Je viens d'un pays qui se dit aveugle à la couleur, tout en me renvoyant à celle-ci dès que je m'aventure hors des deux cadres d'interventions publiques qui me sont concédés : le silence et la gratitude. Dès que j'empiète hors de ces enclos, l'on me demandera plus ou moins poliment de « retourner au Sénégal », un pays que ma famille a quitté en 1835. Comment osé-je quitter la place qui m'est généreusement faite dans ce pays pour interroger, douter, résister, exister et créer ?

Je fais partie d'une génération de Français issus de notre histoire coloniale, des étudiants qui ont quitté la France au milieu des

années 2000 pour s'établir en Grande-Bretagne, au Canada et aux États-Unis. Je fais partie de cette génération à la fois sonnée et ragaillardie par le racisme décomplexé des années Sarkozy, une génération qui a pris au mot le slogan « la France, tu l'aimes ou tu la quittes ». La relation était compliquée, je suis partie.

Aux États-Unis, à l'Université Brown, je lis pour la première fois Aimé Césaire, Frantz Fanon, Maryse Condé, Assia Djebbar, Roberte Horthe, Édouard Glissant, Jane Nardal, Patrick Chamoiseau, Yva et Jane Lero. Je découvre Louis Delgrès, Solitude, Dessalines et bien d'autres. Je sortais de khâgne et étais supposément incollable sur les figures canoniques de notre histoire et de notre littérature. Pourtant, je connaissais très peu ces histoires françaises et presque aucun de ces penseurs, comme moi français et *issus de*.

| *Comment a-t-on pu effacer autant de noms et d'évènements de nos canons et de nos mémoires ?*

Cette période allait poser les jalons des quinze années à suivre et ancrer dans ma recherche un certain nombre de questions : comment ? Comment a-t-on pu effacer autant de noms et d'évènements de nos canons et de nos mémoires ? Quel est

l'impact de ces oublis sur la *fabrication* de la France et sur la compréhension contemporaine de ce que nous sommes, de ce qui nous rassemble, de ceux et celles qui nous ressemblent ? Comment un retour sur notre passé en vue de le « désilencier », à la manière de Michel-Rolph Trouillot, nous permettrait de saisir la modernité française dans toutes ses contradictions et limites, et de proposer à terme une lecture qui soit fidèle à la fois à notre temps présent et au passé qui a façonné la société française ?

Il y a 15 ans, je lève le voile sur des pans d'histoire de France. La découverte de ces noms et de ces événements est tout ce que je dois aux États-Unis, la seule importation que je suis prête à reconnaître, à concéder. Pour ce qui est du reste, de tout le reste, de la pertinence de ces récits, à leurs lectures contemporaines, je clame l'ancrage en France. Au moment où les accusations de contagion et d'importations étasuniennes font rage, il est essentiel d'analyser ce que cette marotte de l'importation révèle de nous. De quoi ce refus hexagonal de reconnaître une implication française dans les origines du postcolonial est-il le nom ? Que disent ces antagonismes sur la production et les transferts de connaissances, sur la production et la circulation

des imaginaires ? Voici des pistes excitantes qui nous obligent à élever le débat.

La question des imaginaires est une question centrale. En effet, la relégation de nos objets de recherche a comme corollaire une mise sous tutelle d'imaginaires qui ne sauraient trouver d'autres sources que le récit mythique républicain et blanc. Voilà ce qui se joue dans le refus d'ancrer et de reconnaître les contributions postcoloniales. Considérer les travaux de Yala Kisukidi, d'Audrey Célestine, d'Abdellali Hajjat ou de Sarah Mazouz comme relevant d'un militantisme gangrénant la société ; nier aux écrits de Dali Touré ou d'Aya Cissoko leur place dans la littérature française ; peiner à considérer les œuvres de Yasine Qnia et de Josza Anjembe comme du cinéma français, c'est aussi refuser de se projeter dans une coproduction nationale nécessairement postcoloniale dont on affinerait la pertinence à nos exigences et à nos défis contemporains.

| *Républicaine, antiraciste et universaliste, ma réflexion se place sous le signe du Kintsugi.*

Dans mon travail, je pose la question de l'indiscipline et des stratégies de réponses personnelles et collectives face au

marécage nauséabond qui s'étend à nos pieds. Républicaine, antiraciste et universaliste, ma réflexion se place sous le signe du Kintsugi. Aussi appelé Kintsukuroi, cet art japonais est une technique de réparation d'objets en porcelaine ou en céramique grâce à une laque spéciale, l'Urushi, mêlée d'or. L'objet tire sa force, sa beauté et sa valeur du fait même d'avoir été réparé et des courbes dorées qui soudent les anciennes fractures en les sublimant. Il ne s'agit pas simplement de recoller des morceaux et de recouvrir la cassure d'un liseré joli : le geste n'est pas cosmétique. La céramique est un objet vivant : l'opération, très complexe, vise à assurer une fusion organique entre les éléments. Plus qu'une simple technique artisanale, le Kintsugi s'appuie sur le Wabi-sabi, une éthique de l'imperfection qui consiste à accepter le bris et le cycle naturel de croissance, la décadence, la mort et les transformations possibles grâce à la prise en charge des néants, des fractures et des éclats.

Une seconde figure complète l'échafaudage théorique de mes travaux : la mosaïque. Appliquée à mes objets de recherche, elle me permet d'appréhender la notion d'identités, non pas comme un ensemble homogène et immuable, mais comme la somme de pièces rapportées, d'éléments nombreux et disparates qui

contribuent à créer une structure singulière tirant sa force et son originalité de la diversité de sa composition. Entre Kintsugi et mosaïque, notre société devient une structure fluide dont on peut, dont on doit humblement accepter les failles sans que ce constat ne soit une condamnation à mort, dans la mesure où la prise en charge de ces cassures ouvre la porte à un renouveau et à une réinvention de l'objet.

Outre cette volonté de penser des modèles alternatifs, mon engagement affirmé en tant que chercheuse minoritaire, femme et noire, me désigne comme un corps qui infiltre, pollue et politise les espaces républicains dans lesquels j'évolue. Partant de la constatation que ces espaces sont hautement politisés et disciplinés, et ce, bien avant mon débarquement, il m'apparaît futile de défendre mes travaux au nom de leur seule scientificité et de leur caractère apolitique. Au contraire, je pense mes investigations comme des productions politiques qui peuvent s'affranchir de la rationalité institutionnelle et des galons de légitimité distribués aux bons petits soldats. Dans le climat actuel, il est absolument vital de révéler la dimension politique de l'opposition constante entre objectivité scientifique et militantisme. Cette opposition est en effet profondément

révélatrice d'un mouvement conservateur qui joue des arguments d'autorité afin de préserver ses institutions, ses hommes et ses privilèges. Il s'agit pour nous, chercheurs mis en accusation, de révéler ces critiques comme étant des objets avec des enjeux, tout en affirmant la dimension normative de nos engagements.

| *Notre système universitaire a broyé des racisés.*

Enfin, il est important de rappeler qu'avant de concerner une frange aussi large de chercheurs, ces attaques contre les savoirs critiques ont longtemps ciblé des minorités. Dans un certain silence, notre système universitaire a broyé des racisés et des femmes qui interrogeaient l'héritage colonial de notre pays, la domination masculine et les modèles de notre communauté nationale. Certains ont vu leurs carrières ralentir, voire dérailler en France, tandis que d'autres ont été contraints de quitter notre pays. Il est urgent d'exhumer les parcours oubliés et empêchés, urgent de repousser la rhétorique de la surprise autour des attaques actuelles et de produire une histoire de ces minoritaires. En plaçant les soubresauts actuels dans un temps

plus long, cette histoire nous offrirait courage et enseignements pour nos engagements présents et à venir.

Références

Trouillot Michel Rolph (2015). *Silencing the past*, Boston, Beacon Press.

Larcher Silyane (2014). *L'Autre Citoyen*, Paris, Armand Colin.

Suaudeau Julien, Niang Mame-Fatou (2020). [« Pour un universalisme antiraciste »](#), Slate, 24 juin.

II.

Pour en finir avec la neutralité
axiologique

Voies/x ex-centriques

Nassira Hedjerassi

Enseignante-chercheure en sciences de l'éducation, LEGS
(CNRS), Sorbonne université

Dans ma trajectoire personnelle, pour aborder des problématiques n'ayant guère droit de cité dans l'espace de l'université et de la recherche française hexagonale, et découvrir des références majeures mais absentes des curricula scolaires et universitaires, j'ai dû en passer par l'outre-Atlantique et l'outre-Manche. Ce détour s'est joué par les/et en « marge/s du monde académique et universitaire », en l'occurrence sur le plan des luttes féministes. C'est le silence et la myopie sur les dimensions de racisme qui m'ont conduite à des rencontres livresques et en personne avec des féministes africaines et africaines-américaines : nous avons en partage des expériences de silenciation et de domination, et elles fournissaient des sources précieuses de grilles de lecture et de pistes d'action. Et cela m'a permis d'une part de complexifier la compréhension de la notion de rapport au savoir (concept clé de mes recherches en

éducation), en mettant en avant l'imbrication des rapports sociaux en jeu, d'autre part de réfléchir aux pédagogies critiques féministes, en marge comme à l'intérieur de l'université.

L'histoire de bell hooks à l'université, comme professeure, dit ce que cela peut signifier d'enseigner dans ces espaces construits par l'exclusion de tels corps et voix.

Parmi ces rencontres, la figure de la féministe africaine-américaine bell hooks occupe une place centrale. Elle vit son expérience à l'université comme celle d'une outsider, dans le sens d'un élément étranger, y compris au sens physique du terme, dans la mesure où elle figurait comme l'une des rares femmes noires issues d'une zone rurale dans des universités élitistes.

Son histoire à l'université, comme étudiante, dit l'androcentrisme des savoirs produits, faussement universels, et raconte l'exercice d'une domination et d'une violence épistémique exercées par ces institutions et ses agent·e·s sur des sujets subalternisé·e·s.

Son histoire à l'université, comme professeure, dit ce que cela peut signifier d'enseigner dans ces espaces construits par l'exclusion de tels corps et voix, dit le combat pour faire voir ces autres corps, mais aussi et indissociablement pour faire entendre ces voix minorisées et/ou réduites au silence.

Pour la chercheuse africaine-américaine Mae G. Henderson, « la présence des femmes noires enseignantes dans des salles de classe multiculturelles repositionne la place des Noirs et des femmes dans l'académie et repositionne les textes des femmes noires dans les programmes universitaires se déplaçant d'une position de la marge au centre ». En écho, dans les phrases introductives de sa thèse, sa collègue, Mel Michelle Lewis, analyse ainsi cette présence : « J'enseigne ce que je suis, je suis ce que j'enseigne : une intersectionnalité, une interdisciplinarité, une épistémologie complexe, et un site pédagogique ».

Politisisation des enjeux scientifiques

bell hooks constituant une référence centrale pour mes réflexions et mes travaux, je ne peux demeurer insensible aux polémiques et attaques actuelles. Pour autant, ce contexte ne

fait que rendre visible pour d'autres ce que vivent les altérisé-es, sur lesquelles le soupçon a toujours pesé.

Il n'est pas anodin sur le plan symbolique que l'un des concepts les plus critiqués actuellement soit celui d'intersectionnalité, forgé par des féministes africaines-américaines. Cela fait écho pour moi aux analyses de Sam Bourcier évoquant la peur suscitée par « la montée en puissance des marges devenues parlantes et activistes », ces voix qu'on a voulu (sans succès) réduire au silence et ces corps subalternisés, animalisés... Ces marges viennent ébranler l'ordre des privilèges épistémopolitiques, la division du travail académique, qui se joue sur un plan international. Il n'est pas anodin non plus de mobiliser l'argument de l'importation de concepts étatsuniens pour ne pas se confronter à son histoire.

La peur qu'inspirent ces corps et ces voix peut être lue positivement comme le signe d'une nouvelle vague (féministe), d'une « nouvelle R ».

Comme le met en avant Nacira Guénif, il s'agit d'une forme de diversion ou de leurre, qui permet d'occulter l'essentiel, ce qui demeure problématique, à savoir la question des inégalités, de

leur persistance et de leur augmentation attestées par les politiques publiques mises en place (on peut penser dernièrement à la suppression de l'ÉNA pour renouveler les élites), pour plus de « diversité » (selon la terminologie euphémisante de l'administration ou du monde managérial).

Au lieu de prendre en compte les données produites par l'Observatoire des inégalités, qui objective de manière rigoureuse les inégalités, au lieu également de tourner le regard vers les données produites par l'Observatoire des violences faites aux femmes, dont les chiffres donnent à voir les limites des dispositifs de protection existants, l'attention médiatico-politique est portée sur l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, qui n'a d'observatoire au sens scientifique du terme que le nom : il se pare des oripeaux de la science alors qu'il s'agit d'un site qui rassemble de simples « positions », souvent non signées. Concernant l'intersectionnalité, on peut ainsi y lire : « L'intersectionnalité consiste à regrouper les forces de bonne volonté pour lutter contre l'hégémonie blanche qui prévaut dans la civilisation occidentale. C'est en quelque sorte le bras armé d'une guerre sainte menée contre l'occident. »

Alors, que nous disent ces tribunes ? Ces titres de *L'Express*, de *Marianne* ? Ces propos politiques ? La peur qu'inspirent ces corps et ces voix peut être lue positivement comme le signe d'une nouvelle vague (féministe), d'une « nouvelle R » pour reprendre les mots des rappeuses strasbourgeoises féministes, les Meufia.

Enjeux épistémo-politiques

Pour moi, la question n'est pas celle de la neutralité axiologique, opposée pour décrédibiliser les nouveaux champs de recherche, ou plutôt les façons de faire science, mais celle du droit de savoir, d'avoir accès au savoir, de produire des savoirs, etc. Il y a en fait un vrai enjeu de justice épistémique.

Pour revenir à bell hooks, son histoire à l'université commence par une remise en question de sa première publication, l'essai *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*. On lui reproche de ne pas s'être conformée aux normes académiques de publication en s'affranchissant de l'appareil critique, des notes de bas de page, gage de sérieux et de scientificité. On comprend dès lors que la seule maison d'édition qui ait accepté

de publier cet essai soit une édition alternative, mise en place par des lesbiennes blanches.

Ensuite, son histoire d'universitaire sera placée en permanence sous le signe de la remise en question : c'est sa prolixité qui est interrogée, alors même que sa préoccupation première est d'être accessible, de diffuser au-delà des frontières de l'académie. La féministe africaine-américaine Patricia Hill Collins s'est aussi confrontée à cette tension d'écrire un ouvrage épistémologique adressé à la fois au monde académique mais aussi accessible à la majorité des femmes noires hors de l'académie.

| « *Transformer le silence en paroles et en actes* ».
Audre Lorde

Pour autant, elle appelle à une résistance épistémique, à produire et articuler ses propres mots et théories, pour répondre à la silenciation : « Réduit-e-s au silence. Nous craignons celles/ceux qui parlent de nous, qui ne nous parlent pas, qui ne parlent pas avec nous. Nous savons ce que c'est que d'être réduit-e-s au silence. » En somme, elle nous invite à suivre l'appel d'Audre Lorde à « transformer le silence en paroles et en actes » (*Sister Outsider*).

Faire entendre ces voix et productions discordantes, critiques, lesquelles, pour les discréditer, sont jugées « coléreuses » (pour reprendre le terme de la féministe sud-africaine, Desiree Lewis, dans son analyse du développement des travaux féministes africains), « immatures » (selon l'analyse de la féministe d'origine indienne Chandra Talpade Mohanty), renvoyées soit au registre de l'infra-théorique, soit à celui de l'hystérie (arguments classiquement utilisés contre les femmes).

| *Dépasser des formes d'orthodoxie théorique,
épistémologique et méthodologique...*

Le seul registre de la dénonciation est mis en avant, alors que cette production est bien réelle aujourd'hui dans différents domaines artistiques et académiques – ce qui, à l'évidence, dérange...

Se joue aussi une préoccupation éthico-politique : mettre au jour les logiques de domination (ce qui ne se réduit pas à des « évidences sociologiques », à des « truismes », à la découverte de la lune, comme s'emploient à le marteler certain-e-s), (pour) (se) défaire de la culture de la domination, qui est culture du silence, culture de la silenciation, de l'invisibilisation ou de

l'animalisation des groupes minorisés historiquement dans nos contextes.

Cette exigence éthico-politique impose à la fois de dépasser des formes d'orthodoxie théorique, épistémologique et méthodologique, de produire de nouvelles façons de savoir et d'apprendre, mais aussi de ne pas se couper du monde hors l'université. C'est la tension vécue par bell hooks, qui a proposé une analyse féroce de ce qu'aurait produit l'institutionnalisation des études féministes, à savoir une forme de ghettoïsation : « La théorie féministe a commencé à être hébergée par un ghetto académique avec peu de connexion avec le monde extérieur. Comme conséquence, l'académisation de la pensée féministe de cette manière sape le mouvement féministe *via* la dépolitisation. Privée de sa radicalité, elle est comme n'importe quelle discipline universitaire avec la seule différence d'être centrée sur le genre. »

Je terminerai par l'impératif de garder tout le potentiel critique et subversif de ces concepts, qui ont pu être créés par des sujets subalternisé·e·s, de ces épistémologies alternatives qui ouvrent la perspective d'une approche pluriverselle, selon laquelle il n'y a

pas un centre unique hégémonique. En somme, au lieu d'opposer savant·e et politique, il y a un enjeu majeur de re-politisation pour donner tout son sens au travail scientifique.

Références

hooks bell (2017). *De la marge au centre. Théorie féministe*, Paris, Cambourakis.

hooks bell (2020), *Tout le monde peut être féministe*, Paris, Éditions divergences.

Hill Collins Patricia (2016), *La pensée féministe noire*, Montréal, Éditions du remue-Ménage.

Pourfendre l'écriture inclusive : entre antiféminisme discret et anti-intellectualisme ouvert

Gwenaëlle Perrier

Politiste, Université Sorbonne Paris-Nord

La virulence et la persistance du débat sur l'« écriture inclusive » ouvert en 2017 en France pourraient surprendre. Alors que ses détractaires¹⁵ assèment que la lutte pour l'égalité dans la langue ne serait que symbolique, et donc supposément mineure, on ne compte plus les paroles publiques qui dramatisent l'enjeu des changements graphiques, lexicaux et grammaticaux proposés par ses partisan·es. À l'automne 2017, des enseignant·es signataires du manifeste « Nous n'enseignerons plus que le masculin l'emporte sur le féminin » furent même menacé·es de sanctions par des député·es outré·es de cette impudence.

Faut-il voir dans cette hostilité l'illustration d'une « exception française », faite d'un attachement parfois qualifié de « viscéral » à la langue ? Après tout, d'autres débats (sur les langues régionales ou les anglicismes) ont déjà fait rage dans ce

pays... Mais comment expliquer alors qu'au Brésil, en Allemagne, en Suède, en Autriche, en Italie, ou encore en Argentine, le langage non sexiste fasse mouche également (Loison-Leruste, Noûs et Perrier 2020) ?

En enfermant le débat sur ce langage dans la question du rapport des Français-es à leur langue, ses deux principales fonctions politiques centrales sont occultées : le camp conservateur orchestre autour de lui l'expression d'un antiféminisme et d'une résistance à la transformation des normes de genre en cours dans de nombreux pays, ainsi que celle d'un anti-intellectualisme et d'une délégitimation des savoirs critiques.

| *Une légitimité institutionnelle grandissante des causes féministes (et plus récemment LGBTQI.*

Dans tous les pays où le langage non sexiste est contesté, les débats se déroulent dans un contexte où la norme d'égalité des sexes et des sexualités gagne en reconnaissance publique, ce qui n'est pas sans inquiéter les défenseurs du patriarcat. En France, la récente controverse, comme celles des années 1980 et 1990, intervient à des périodes où sont adoptées plusieurs

mesures qui manifestent une légitimité institutionnelle grandissante des causes féministes (et plus récemment LGBTQI) dans des domaines variés : la représentation politique, le monde du travail, la gouvernance économique, le mariage, l'éducation et la lutte contre les violences faites aux femmes. Au Brésil, les oppositions d'une partie de la classe politique et des médias à la volonté de Dilma Rousseff de féminiser le terme épiciène « *presidente* » en revendiquant celui de « *presidenta* » succèdent à des initiatives de son gouvernement pour les droits des femmes et des minorités sexuelles.

En outre, partout, le langage non sexiste est particulièrement combattu par des personnes et groupes conservateurs également investis dans la contestation de l'égalité sur d'autres fronts que le langage. Des deux côtés du Rhin, les partis nationalistes d'extrême droite (Rassemblement national, *Alternative für Deutschland*) sont à l'avant-garde des initiatives parlementaires tentant de freiner la progression du langage non sexiste.

Enfin, les discours contre ce langage regorgent d'antiennes antiféministes. Les procès en incompétence faits à ses

partisan·es, leur ridiculisation et la sexualisation des débats sont caractéristiques d'un « antiféminisme ordinaire » (Descarries 2006) mobilisé également sur d'autres sujets relatifs aux droits des femmes. Les débats relèvent aussi d'un nouvel antiféminisme, qui valorise le thème de la protection des enfants : l'écriture inclusive pourrait troubler leur identité de genre, comme on l'entend notamment en Suède.

Ainsi, si les débats sont virulents, c'est d'abord parce qu'ils offrent, dans un contexte où la contestation publique de l'égalité des sexes et des sexualités devient délicate, un terrain d'expression discret à l'antiféminisme. Même si l'égalité de genre gagne en légitimité, en matière de langage, on peut encore affirmer publiquement qu'elle n'est ni pertinente ni nécessaire. N'attaquant pas directement les groupes discriminés, mais seulement le féminin grammatical et les pronoms dégenrés, les oppositions au langage non sexiste peuvent ne pas être associées au conservatisme et à la discrimination.

| *Les détractaires du langage non sexiste opèrent un retournement de l'argument d'exclusion.*

D'autres types d'arguments ont cependant été formulés, dans le débat français comme ailleurs (en Autriche et en Allemagne notamment). D'abord, a maintes fois été formulée l'idée selon laquelle ce langage serait doublement excluante : vis-à-vis des personnes, notamment des enfants, mis-es en difficulté par ce langage utilisé dans des cercles universitaires et militants féministes, et vis-à-vis de celles atteintes de troubles cognitifs spécifiques et malvoyantes. En sous-entendant (sans preuve) que la recherche de l'égalité de genre serait créatrice d'inégalités (entre classes sociales, entre personnes valides et handicapées), les détractaires du langage non sexiste reprennent un procédé classique de la rhétorique réactionnaire mise en lumière par Albert O. Hirschmann, celui des effets pervers des mesures égalitaires. Iels opèrent ce faisant un retournement de l'argument d'exclusion, puisque le langage non sexiste est précisément promu pour permettre la représentation de toutes dans la langue. En prétendant que ce langage serait l'apanage d'une élite académique et militante ne se souciant pas des difficultés qu'il créerait pour le ou la commune des mortelles, le camp conservateur se pose en défenseur de l'égalité.

Un second discours mobilisant aussi l'anti-intellectualisme existe, en France et en Allemagne notamment. Plusieurs opposant-es au langage non sexiste nient les fondements scientifiques des arguments en sa faveur, feignant d'ignorer les travaux historiques et linguistiques sur cette question. Iels renvoient ainsi les mobilisations pour ce langage à du militantisme – étant entendu que cela suffirait à les disqualifier. L'exposé des motifs de la proposition de loi du député Jolivet utilise cette rhétorique, de même que la tribune au titre évocateur « Une "écriture excluante" qui "s'impose par la propagande" » signée par 32 linguistes. Ainsi, si les attaques contre les partisan-es du langage non sexiste appuyées sur un discours anti-intellectualiste peuvent émaner du champ politique, elles sont aussi le fait de certain-es membres du champ académique... Cette offensive contre les savoirs critiques se déploie aussi à l'Éducation nationale, comme l'atteste l'adoption de la circulaire Blanquer du 5 mai 2021, présentée comme interdisant l'écriture inclusive à l'école.

| *L'« écriture inclusive » est présentée comme étant l'apanage d'une petite élite.*

Alors que les arguments d'« exclusion » ont été énoncés dès l'automne 2017 (par l'ancienne ministre de la Culture Françoise Nyssen, par la Fédération des aveugles de France), ces arguments, ainsi que celui du militantisme, deviennent majoritaires à partir de l'automne 2020. Trois raisons éclairent la carrière de ces arguments et la mise au second plan des discours antiféministes dans le débat public sur le langage non sexiste.

Premièrement, les arguments antiféministes, largement mobilisés à l'automne 2017, ont probablement moins d'efficacité que lors des précédents débats sur le langage non sexiste en France, ouverts en 1984, lorsque Yvette Roudy, ministre des Droits des femmes, demanda la création d'une commission de terminologie pour réfléchir à la féminisation des noms de métiers, et à la fin des années 1990, quand plusieurs membres du gouvernement Jospin exigèrent l'appellation « Madame la ministre » pour remplacer « Madame le ministre ». Dans un contexte où la norme égalitaire gagne en légitimité et où les partisan·es du langage inclusif ont davantage accès à la parole publique que dans les années 1980 et 1990, le camp conservateur, après avoir testé l'efficacité des arguments

antiféministes à l'automne 2017, doit déployer d'autres parades argumentatives pour critiquer l'écriture inclusive.

Deuxièmement, les arguments d'exclusion permettent de nouer de nouvelles alliances avec des personnes et collectifs sincèrement soucieux de l'intérêt des personnes handicapées ou en difficulté d'apprentissage, et d'élargir ainsi le camp des opposant-es à ce langage.

Troisièmement, mobiliser les arguments de l'exclusion et du militantisme dans le débat sur le langage non sexiste permet de poursuivre l'entreprise de délégitimation des savoirs critiques à l'université lancée en juin 2020 par Emmanuel Macron, puisque l'« écriture inclusive » est présentée comme étant l'apanage d'une petite élite. Les faits démentent pourtant cette idée : on trouve trace de ce langage dans le milieu scolaire, dans des communications syndicales et politiques, dans des documents produits par les pouvoirs publics et les médias, ou dans des publicités (cinéma, sport, séries télévisées, etc.).

Dans les champs politiques et intellectuels, les oppositions au langage non sexiste ne visent donc pas prioritairement la

« défense de la langue française ». Que les amoureux et amoureuses de la langue ne s’y méprennent pas...

Références

Descarries Francine (2006). « L’antiféminisme “ordinaire” », *Recherches féministes*, 18(2), p. 137151.

Hirschman Albert O. (1991). *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard.

Loison-Leruste Marie, Perrier Gwenaëlle et Noûs Camille (2020). « Genre, langue et politique. Le langage non sexiste en débats », *Cahiers du genre*, n°69, vol. 2.

Les subalternes peuvent-ils jouer ?

Mehdi Derfoufi

Enseignant-chercheur en études culturelles, LEGS (CNRS),
Paris 8

Les cultures vidéoludiques constituent un site particulièrement représentatif des conflictualités contemporaines : après ses prises de position en défense des Ouïgours, le footballeur allemand Mesut Ozil a été retiré en décembre 2019 des versions chinoises du jeu de simulation sportive *PES* ; en 2020, l'annonce (démentie par Téhéran) par le *Jerusalem Post* qu'une équipe iranienne participerait au championnat du monde d'e-sport à Eilat (Israël) a suscité d'intenses débats politico-médiatiques ; aux États-Unis, depuis quelques années et sous la pression des communautés de joueur·euses, l'industrie a pris plus ou moins timidement des positions explicites en faveur de la diversité, de la lutte contre les discriminations sexistes et racistes. Loin de se réduire à un loisir d'aficionados ou à une activité superficielle, le jeu vidéo est devenu en quelques décennies l'équivalent de ce qu'a représenté la « révolution » du cinématographe au début du

XX^e siècle – y compris sur le plan des mobilisations politiques qu'il agrège et suscite. Parler de jeu vidéo, c'est évoquer de nouvelles formes de création artistique et de pratiques médiatiques, c'est convoquer de nouveaux dispositifs d'information (mais aussi de propagande) et même se confronter à de nouveaux outils scientifiques (l'archéologie par exemple utilise avec profit les dispositifs vidéoludiques).

Face aux attaques racistes et sexistes, les minorités de genre et ethno- raciales ont appris à s'organiser efficacement.

Le cliché du jeu vidéo comme territoire privilégié de l'aliénation de masse contemporaine ou comme loisir de geek – jeune homme névrosé blanc et hétérosexuel – a vécu. En 2014, l'affaire du Gamergate a reçu un écho médiatique considérable et aura sans doute marqué un tournant dans la communauté vidéoludique : face aux attaques racistes et sexistes, les minorités de genre et ethno- raciales, sans se vivre ni se revendiquer spécialement « de gauche », ont appris à s'organiser efficacement pour promouvoir un agenda féministe et antiraciste, qui a préfiguré l'émergence du mouvement #MeToo. Ce sont ces communautés qui construisent la réponse contre-

hégémonique à la révolution conservatrice. Parler de jeu vidéo, c'est donc parler des enjeux sociaux contemporains.

Le piège de la diversité

Dans un contexte où le débat politique est d'abord polémique plutôt que théorique, c'est pourtant « grâce » aux polémiques que les minorités ont appris à s'organiser et à construire des espaces de subjectivation, en dépit de dispositifs hégémoniques qui travaillent à leur invisibilisation, à leur marginalisation et à leur neutralisation.

À l'extrême droite, on a bien compris les leçons de Gramsci : dans le jeu vidéo comme ailleurs, l'activisme de l'alt-right [11](#) et de la fachosphère sur les réseaux sociaux et les forums contribue à configurer le débat public au rythme de ces polémiques qui en déterminent le cadre, le lexique, la temporalité, les lignes de partition. Il s'agit d'occuper le terrain, de saturer le champ. Davantage qu'à gauche, on a pris au sérieux le fait que le sujet politique du XXI^e siècle naissait moins d'une fabrique idéologique et partisane que d'un agrégat circonstanciel engendré par des polarités et des antagonismes autour de polémiques qu'il importe dès lors de savoir configurer.

Ici comme ailleurs, la critique du racisme ou du sexisme des représentations est soupçonnée, ou directement accusée, de réécrire l'histoire, de plaquer une grille de lecture anachronique ou bien, pire, d'encourager les partitions identitaires au détriment d'une communauté humaine unifiée (qui n'a bien entendu jamais existé).

| *La « diversité », une idée consensuelle, qui n'en recèle pas moins un piège.*

Dans une époque qui a tôt fait de qualifier « d'extrémiste » ou de « radicale » toute proposition qui vise à transformer les rapports sociaux dans un sens émancipateur, une voie « médiane », supposée incarner le registre acceptable de la critique sociale et politique, consiste à prôner la « diversité ». Idée consensuelle, qui n'en recèle pas moins un piège : celui de présenter l'ouverture aux altérités comme inoffensive pour les tenants du système en place. En 2008, l'État français a créé le Label Diversité (certification AFNOR). En février 2021, la multinationale française du jeu vidéo Ubisoft a nommé Raashi Sikka au poste nouvellement créé de « vice-présidente Diversité et Inclusion ». En somme, une simple mise à jour du système qui

ne remet pas en cause son architecture interne. La *diversité*, c'est faire une place aux subalternes au sein du système inégalitaire qu'ils subissent sans modifier les rapports de pouvoir.

Dans une vision idéale puissante au XIX^e siècle et souvent instrumentalisée de nos jours au profit de politiques discriminantes, la science est assimilée à une force d'opposition à l'obscurantisme. Parce que l'on est progressivement revenu de cette vision au long des drames du XX^e siècle, on ne saurait impunément convoquer la posture de la « science » et de la « raison » dans l'intention de prendre place au-dessus ou à l'écart de la mêlée. Après tout, il y a bien des chercheur-euses qui veulent identifier les gènes de l'homosexualité ou de l'intelligence, en suivant des protocoles tout à fait scientifiques. Un ministre est même fan des neurosciences. C'est dire...

Les attaques contre les études de genre, les études postcoloniales-décoloniales et les études culturelles prennent place dans l'instruction d'un procès au long cours : celui de toutes les forces porteuses de projets égalitaires hostiles au capitalisme. Pour garantir l'échec de ces forces, il faut donc

s'assurer de les réduire définitivement et, surtout, d'empêcher leur renouveau depuis les marges qui les portent. Peu importe que l'on dise n'importe quoi dans ces réquisitoires d'une lâche violence, pourvu que l'on souffle dans le sens du vent.

Pluriversalité et relation ou universalité et diversité : où se situe « l'humanisme » ?

Le fait que des universitaires blanchEs et leurs recherches soient prisEs pour cibles dans cette longue séquence politico-médiatique des attaques contre les « savoirs critiques » a indéniablement contribué à ce que l'on s'inquiète de façon conséquente des atteintes aux libertés académiques ou du harcèlement (et même des menaces de mort !) subi par certainEs collègues. Pourtant, cela fait des décennies que les universitaires raciséEs subissent ces mêmes attaques, s'exilent pour pouvoir travailler, se trouvent marginaliséEs ou misEs à l'écart sans état d'âme, et voient les études postcoloniales et les savoirs sur les Suds se construire et s'institutionnaliser (presque) sans elleux. Pour les timides évolutions positives que j'ai constatées depuis mes études dans les années 1990, essentiellement du côté d'une certaine conception du féminisme

et des études de genre, combien de personnes sacrifiées et détruites ? Combien ont fini par partir, en Belgique, aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Allemagne, en Finlande, au Portugal, en Australie, au Royaume-Uni ou en Irlande (tous pays que je cite ici car ils correspondent à des cas que je connais personnellement) ?

Dans les mobilisations contre les accusations d'islamo-gauchisme, les universitaires blanchEs occupent la plus grande place. Pourquoi ?

Pour les quelques universitaires raciséEs qui, en France, ont finalement réussi à obtenir une petite place, combien auraient dû légitimement en obtenir une mais ont été sortiEs du circuit en raison de leurs sujets de recherche et de leurs inscriptions théoriques et épistémologiques ? Oserais-je dire en raison de leurs inscriptions ethnoraciales ? À l'issue de la présente séquence conservatrice, dont il ne faut pas sous-estimer la brutalité et la violence au prétexte que nous serions encore dans les clous du débat démocratique, les subalternes pourront-iels parler ? Dans les mobilisations contre les accusations d'islamo-gauchisme, les universitaires blanchEs occupent la plus grande place. Pourquoi ?

Dans le registre de la polémique, il revient aux tenants du pouvoir de déterminer les catégories du débat. « Vous êtes islamo-gauchistes ! » Réponse : « Non, c'est pas vrai, d'ailleurs ça ne veut rien dire. » Nous voici enfermés dans une posture défensive. Nous voici sommés de justifier nos démarches, nos méthodes, nos corpus, nos théories, nos sujets de recherche, notre existence même en tant que chercheur·euses (ne seriez-vous pas plutôt des *militantEs*?). On a donc vu certaines défenses s'élaborer, sur le mode « nous faisons de la science avant tout », « non, ce n'est pas du militantisme », comme si dissocier travail scientifique et action militante allait de soi (que deviendraient dans ce cas les études féministes?). Tout le monde ne tombe pas dans ce piège fort heureusement, mais il subsiste une forme de prudence : revendiquer le rôle politique de la science, c'est risquer gros.

| *Il y a des travaux scientifiques
qui servent les intérêts du pouvoir et des
dominants,
les nôtres sont de l'autre côté.*

Pourtant, les savoirs critiques ont ceci de particulier qu'ils n'ont pas pour objectif de seulement « penser nos sociétés dans leur

ensemble ». Nos adversaires l'ont bien compris et ils ont raison : oui, nous avons pour objectif de penser les conditions et les moyens de transformation du monde que nous connaissons et dont nous ne voulons pas. Oui, nous voulons une autre organisation sociale, d'autres rapports sociaux qui permettent de fonder d'autres rapports humains. Oui, nous sommes les adversaires politiques de ceux qui nous attaquent. Oui, la science est politique et nos recherches sont militantes, car elles se situent du côté des subalternes et visent à faire cesser les inégalités, les violences et les discriminations dont ils sont victimes. Il y a des travaux scientifiques qui servent les intérêts du pouvoir et des dominants, les nôtres sont de l'autre côté.

Enfin, oui, notre démarche est scientifique, pluriverselle, relationnelle et inclusive, elle se veut égalitaire et contestataire de l'ordre établi. Ce n'est pas une lubie, c'est une façon d'œuvrer au bien commun. Une mission de service public.

Face à nos adversaires, qui représentent un danger pour la démocratie et la République, sommes-nous capables d'assumer cela ? Plutôt que d'encourager l'idée que l'on devrait « avoir une place », ou que l'on devrait « faire de la place (aux autres) », il

s'agit bien de repenser depuis les minorités (qui sont en réalité les plus nombreuses) les moyens de *prendre la place*. Comme le disait une collègue afroféministe recrutée au Canada, s'il doit y avoir convergence, cela ne peut se faire aujourd'hui, dans une perspective transnationale, que *vers* les subalternes et à leurs conditions.

Mais si la France est *déjà* le pays où l'on ne peut plus assumer, en tant qu'universitaire, une position anti-raciste, anti-sexiste et anti-classiste, alors même que les universitaires et intellectueLEs islamophobes, anti-genre et anti-études postcoloniales/décoloniales se répandent en déclarations, alors il est peut-être *déjà trop tard*.

Je remercie Grégory Pierrot, Rose Ndengue et Mame Fatou Niang pour leurs relectures.

Les savoirs situés sont aussi un sport de combat

Karine Espineira

Sociologue, LEGS (CNRS), Université Paris 8

Depuis décembre 2020, les tribunes se succèdent dans *Marianne*, *Le Figaro* et d'autres supports, sans compter la couverture de *Valeurs actuelles* sur la « folie transgenre ». Au même moment, comme pour donner corps à cette vague de positions et de rhétoriques antitrans, on note aussi la création de L'Observatoire de la petite sirène, autrement nommé « Observatoire des discours idéologiques sur l'enfant et l'adolescent ». La transidentité et les savoirs trans y sont attaqués par un groupe constitué de psychiatres, de psychanalystes et du tout-venant, parmi lequel des universitaires ou des féministes radicales ; un certain nombre de ces personnes entretiennent ou ont entretenu des liens avec des groupes chrétiens et/ou d'extrême droite.

Plusieurs éléments notables du site interpellent, comme la vidéo d'un psychiatre qui intervient auprès des jeunes ; celui-ci se

réfère à la clinique du psychologue et sexologue Kenneth Zucker, pourtant fermée pour avoir pratiqué des « thérapies de conversion ». La partie « Témoignages » du site est constituée de discours de regrets de transition, pris ici et là dans la presse. Le taux est présenté comme en forte augmentation ; or on ne retrouve aucune référence aux études qui démontrent qu'en fait il est faible et qu'il varie peu : entre 1 et 2 %. La recherche manque de références, anciennes et récentes, comme les travaux menés et coordonnés par Valeria Bustos (2021).

Les associations trans donnent des chiffres similaires quand elles sont sollicitées : elles n'ont jamais éludé cette question des regrets et des détransitions. En 2015, le rapport du National Center for Transgender Equality, aux États-Unis, estime à 8 % le phénomène des détransitions. Mais sur cet échantillon, 5 % seulement ont mis un terme à leur transition en jugeant que, finalement, ce n'était pas ce qui leur convenait. Pour les 95 % restants, les causes invoquées ont trait à la pression de la famille, au harcèlement scolaire, professionnel, etc.

En revanche, de *Marianne à Causette*, on se réfère systématiquement à une étude de 2018, de Liza Littman, de

l'Université Brown aux États-Unis. Intitulée « Manifestation subite de dysphorie de genre chez les adolescents et les jeunes adultes », son idée centrale et partagée est celle d'une pandémie et d'une contagion sociale. Là encore, on pêche par omission, puisque cette étude a été en partie invalidée en raison de ses failles méthodologiques, aussi bien par la revue ayant publié l'article que par l'Université Brown, par la voix de sa doyenne, Bess Marcus. Par exemple, le rapport n'a pas collecté de données auprès des adolescents et des jeunes adultes eux-mêmes. À titre de parallèle, que devrait-on penser d'une étude sur les violences conjugales qui ne présenterait pas de données recueillies auprès de femmes victimes de ces violences ?

Chacun·e crie au loup en se complaisant dans une « épistémologie de l'ignorance » et dans des politiques du repli.

Le groupe de travail de l'observatoire affiche certains liens qui interrogent : si on note la participation d'universitaires, on remarque aussi des proximités avec des membres du groupe Juristes pour l'enfance [12](#), que les opérations sur les enfants intersexes ne semblent pas déranger. Au fur et à mesure, des liens se dessinent entre les noms de signataires qui s'affichent

ou disparaissent du site, et des logiques se font jour : associations familiales catholiques, Manif pour tous, Sens commun, Paternet, Alliance VITA, etc. Chacun·e crie au loup en se complaisant dans une « épistémologie de l'ignorance » et dans des politiques du repli. Il y a une sorte de frénésie dans cette campagne organisée médiatiquement et institutionnellement, qui n'est pas sans rappeler les mobilisations contre le mariage pour tous et toutes. D'un côté, je rejoins le sociologue Lilian Mathieu quand il émet de sérieuses réserves sur l'usage de la notion de « croisades morales » : ces campagnes servent davantage des objectifs de stigmatisation que d'analyse. De l'autre, je suis tentée d'utiliser cette même notion mi-savante, mi-militante, pour répondre aux violences.

Je peux m'exprimer en mon nom propre, puisque attaquée *via* mon blog aussi bien en qualité d'universitaire qu'en tant que femme trans, dans un discours me déniait mes droits, y compris les plus intimes. En 2021, une collègue est allée jusqu'à écrire que je n'ai pas le droit d'être une femme. Dois-je brûler mes papiers d'identité ? Va-t-on me les retirer, plus de vingt-cinq ans après me les avoir accordés, au prix d'un parcours qui m'a coûté

famille et ami·e·s, en me plongeant dans une précarité qui me colle toujours à la peau malgré mon parcours universitaire ?

Dans la prolifération d'attaques sur les réseaux sociaux qui ciblent des personnes et des groupes trans, on peut voir plus que l'expression d'avis « contre » ou « oppositionnels », au vu des violences verbales exprimées qui mèneront peut-être prochainement à des violences physiques.

|

J'ai dû me montrer moins naïve.

À partir de quel point l'universitaire peut-elle opter pour le « je » et s'exprimer à la première personne ? Jeune adulte au moment de ma transition, j'ai dû déchanter au fil de trois décennies quant à l'idée de trouver un jour un espace *safe*. Chaque expression de mouvements conservateurs m'a obligée à penser ma place en ce monde en considérant que mes droits me sont donnés « à crédit » : en un rien de temps, je pouvais être dépossédée de mon humanité par un obscurantisme ou une décision politique ayant marqué son obédience à un « ordre moral », tel que des fascismes et autres régimes autoritaires l'ont mis en pratique avec d'indescriptibles cruautés.

Pendant un temps, j'ai perçu l'université comme pouvant être un espace sécurisé. Dès ma première année de thèse, en tant que personne trans ayant opté pour la visibilité, et engagée dans une recherche sur le terrain trans, j'ai dû me montrer moins naïve. La thèse devait être « bétonnée » : il fallait littéralement élaborer une « défense théorique » pour dire simplement « d'où je parlais ». Je devais et pouvais démontrer que j'étais apte à penser, non seulement la condition du terrain étudié, mais aussi ma propre condition, puisqu'à la fois dedans et dehors, *insider* et *outsider*. L'épistémologie du point de vue a été pour ainsi dire salvatrice, car avec la notion de savoirs situés, je pouvais m'inscrire dans une posture épistémologique critique. Mes références principales ont été Sandra Harding et Donna Haraway mais ma pensée s'est enrichie avec Nancy Fraser, Gayatri Chakravorty Spivak, Rita Felsky, Lila Abu-Lughod, Nengeh Mensah, et bien d'autres, auxquelles je dois tant.

| *Pour certain·e·s d'entre-nous, la précarité, ce n'est pas « quelque chose à venir » .*

Ne serait-ce pas un non-sens de rejeter l'idée qu'aucun savoir n'est autonome ni par rapport à son contexte de production-

diffusion, ni par rapport à la subjectivité de celui ou de celle qui le produit ? Les points de vue ne peuvent prétendre à la neutralité et il existe de nombreux lieux et espaces d'où observer la réalité. Je plaide donc coupable. En valorisant les études transgenres comme des études intrinsèquement critiques, je suis devenue complice de ceux et celles qui interrogent l'objectivation du sujet et les défaillances méthodologiques de certaines études, comme l'avait démontré Sandy Stone en 1991, dans le *Manifeste posttranssexuel*. Points aggravants : j'ajoute que les études trans ont aussi pour champ d'études les rapports de genre, la binarité, les discriminations, la psychiatrisation de l'identité, etc. Elles ne sont pas cloisonnées et elles ne tournent pas en rond. Telle un *virus*, j'ai opéré le glissement du statut d'*objet de savoir* à celui de *sujet de savoir*, malgré mon statut de subalterne à la marge de l'université. Pour certain-e-s d'entre-nous, la précarité, ce n'est pas « quelque chose à venir » ; au regard des politiques actuelles envers la recherche, nous y sommes déjà, et ce, depuis plusieurs années. Non sans une certaine ironie, me signifie-t-on que je suis de ceux-celles qu'on croise dans les gares et dont on estime qu'elles ne sont rien, de ces personnes qui n'ont pas su traverser la rue pour trouver un

job ? Ou encore, comme c'est écrit dans une tribune, l'une des possibles représentantes « de la "transidentité", phénomène qui s'inspire de modèles rhétoriques en vogue dans certains milieux savants accrédités par la théorie du genre » (*Marianne*, 16 mars 2021).

Savante ? Politique ? Savante et politique ? Les champs d'études intrinsèquement critiques se sont nourris de savoirs militants, qui à leur tour se sont nourris de savoirs universitaires. On ne parle pas d'une dimension cachée, on ne parle pas d'être invisible à soi-même. On parle de recherches responsables, de recherches éthiques, de recherches-actions, de recherches engagées. Sans savoirs critiques, c'est le gouffre de l'ignorance. Les tentatives de délégitimation et de censure des savoirs critiques sont les symptômes de replis et de conservatismes, mais aussi l'expression d'une entreprise *d'orthopédie sociale néolibérale des savoirs*. Souhaite-t-on faire de l'université un marché économique rentable et aseptisé en mettant de nombreux enjeux sociaux à la corbeille, « en diabolisant » les travaux sur les violences, les discriminations, les rapports de pouvoir et leurs effets ?

Références

Bustos Valeria P. *et al.* (2021). [« Regret after Gender-Affirmation Surgery: A Systematic Review and Meta-Analysis of Prevalence »](#), *Plastic and Reconstructive Surgery - Global Open*. DOI.

Mathieu Lilian (2009). « Croisades morales », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2009, p. 167-173.

Sandy Stone (2015 [1991]). « L'Empire contre-attaque : un manifeste posttranssexuel », trad. Kira Ribeiro, *Comment s'en sortir ?*, n° 2, p. 23-41.

Mon corps est mon terrain (et il est toujours un champ de bataille)

Rachele Borghi

Géographe, Sorbonne Université

J'ai commencé à étudier le *postporn* en 2011, je me suis penchée sur les performances dans l'espace public de certains collectifs opérant en Espagne et en Italie. Étant géographe, ce qui m'intéressait, c'était l'aspect politique qui parvenait à subvertir les normes dominantes liées au genre et à la sexualité dans l'espace dans une perspective intersectionnelle.

Le protocole de recherche que j'avais mis au point prévoyait ma participation directe aux ateliers.

| *Ce type d'expérience de recherche interroge le corps de la chercheuse.*

J'ai fait des ateliers de *bondage*, d'éjaculation féminine, de lecture, d'écriture, de fabrication de sex-toys, de BDSM. Tout était nouveau pour moi, en particulier la position centrale que mon corps occupait sur le terrain. Ce type d'expérience de

recherche interroge le corps de la chercheuse et représente un dispositif privilégié de réflexion sur la subjectivité. Mais restituer cela dans un travail scientifique, parler et intégrer dans l'écrit les images de son propre corps, ses sensations, ses émotions, sa sexualité, son positionnement signifie prendre le risque que son approche, son travail soit délégitimé. Et soi-même avec. Toi et ta recherche, vous risquez d'être considérées *out of place* dans l'espace universitaire.

Dans ma discipline, la géographie, et dans ma spécialité, la géographie du genre et de la sexualité, le corps comme objet d'étude est présent au moins depuis la moitié des années quatre-vingt-dix. Bien qu'il reste encore un sujet de niche, sa légitimité n'est plus questionnée. À une condition : *ton* corps doit rester en dehors de ta recherche. Tu peux travailler *sur le* corps, mais pas *avec le* corps, surtout pas le tien. Bien qu'on soit en plein *emotional turn*, tes émotions ne sont pas encore les bienvenues. Ta sexualité non plus, ça va sans dire.

Quand les premiers résultats de ma recherche sur le postporn ont été diffusés, j'ai été invitée à des conférences et des séminaires. Mais mon rapport avec les activistes et

performeuses postporn, c'est-à-dire mes enquêtées, et leurs réticences initiales, m'avaient mise en face du *côté obscur* du travail de recherche et ses contradictions.

#JeMeDemande : comment produire un *savoir* sur les sujets étudiés sans délégitimer et invisibiliser celui produit depuis l'intérieur? Comment ne pas *cannibaliser* le terrain? Comment éviter de devenir la personne *experte* dont le discours devient le seul légitime ? Comment ne pas construire sa carrière sur les corps des sujets de la recherche ?

| *De conférence en conférence, on apprend à faire disparaître le corps.*

#EtJeMeDemandeAussi : est-il possible qu'une chercheuse se réapproprie son corps dans toutes les phases de sa recherche, du terrain à la restitution des résultats ?

Le doctorat est un entraînement : nous apprenons à adapter notre corp(u)s à l'espace/à la forme universitaire, comme la pâte à modeler aux tampons. Pour ça, il faut apprendre à le discipliner. Et c'est comme ça qu'au fur et à mesure, de conférence en conférence, on apprend à faire disparaître le

corps. Mais une intervention est de fait une performance. Alors, pourquoi le corps de la recherche, ou plutôt celui de *la personne* qui fait la recherche, doit-il toujours rester en dehors de la salle ?

Flash-back. Université de Bordeaux, Queer day, 8 février 2013, j'interviens sur le postporn à une table ronde intitulée « Pornographies », avec Karine Espineira. Je lance mon PowerPoint, je présente l'étude, je développe les argumentaires, je projette les images, je retire mon pull. Je continue mon intervention, je continue à me dévêtir. Personne ne moufte. Tout le monde prend des notes. C'est la fin de l'intervention. Je finis nue. Le débat commence, je ne me rhabille pas, personne n'en parle. Les questions vont et viennent, mais aucune sur ma nudité. Je parlais du corps comme instrument de résistance, je parlais de corps nu, mon corps était nu, mon corps parlait.

| *Hypervisibiliser mon corps assigné de chercheuse.*

J'avais choisi de substituer mon corps à une diapositive du PowerPoint dans lequel je problématisais certains aspects du travail de recherche. Je voulais montrer que nous avons intégré et tenons pour acquises certaines manières de faire de la

recherche et de la diffuser. Je voulais les rendre tellement visibles qu'il devienne impossible de les ignorer. Le·la chercheur·euse construit sa carrière sur le corps de son sujet d'étude, un corps dont l'absence dans l'espace académique est considérée *normale*. Mon intervention parlait de corps nus et en montrait un. En hypervisibilisant mon corps assigné de chercheuse, je voulais le revendiquer comme étant présent, sur le terrain comme dans la restitution, et créer une empathie avec les personnes qui apparaissaient sur les images dans ma présentation : mes enquêté·es. Je ne voulais plus me cacher derrière les dispositifs qui permettent à la chercheuse de prendre de la distance et de *se dire en dehors*. J'ai donc pris les codes de la performance que j'avais vue et étudiée, et je les ai mobilisés dans le cadre d'une conférence.

Quand la marge occupe le centre

Flash-back. 13 mai 2013. J'avais fini une journée exténuante à la Mutinerie. À 20 h 30, mon téléphone sonne. Je réponds. « Allô, bonsoir. J'ai le plaisir de vous informer que la commission d'attribution du poste de maître de conférences en géographie à la Sorbonne Paris IV vous a classée première. »

L'intervention à Bordeaux avait été filmée et mise en ligne, avec mon accord, en février 2013. Elle était passée quasiment inaperçue. Ce n'est que lorsque j'ai obtenu le poste que la violence institutionnelle et la cyberviolence ont commencé. Des membres de l'UFR de Géographie et Aménagement dans laquelle j'étais recrutée avaient envoyé la vidéo au président de la Sorbonne pour demander que la procédure qui m'avait classée première sur 89 candidatures soit invalidée et le poste remis au concours. Pendant plus d'un mois, j'ai vécu dans la terreur que ma sortie d'une précarité d'une durée de treize ans ne soit qu'une illusion.

Au même moment, le harcèlement en ligne a commencé. La vidéo a été reprise par de nombreux sites de droite, catholiques, conservateurs et par l'Observatoire de la théorie du genre :

Trigger warning : langage violent.

« On ne se lasse pas de suivre la progression de la propagande LGBT/Queer dans ce pays et de constater sa pénétration dans le monde dit intellectuel et universitaire » ; « Dans dix ans, à ce rythme-là, l'Europe est une terre à partouzes sur laquelle les plus jeunes seront désormais conviés » ; « [...] Certes, tout le monde ne

peut pas postuler au Crazy Horse, ou être sosie de Sophia Loren, mais il y a vraiment des cas où le fait de masquer son anatomie procède seulement de la charité la plus élémentaire... » ; « Pour imposer ses délires, le pouvoir dispose d'une armée d'universitaires dégénérés. L'exemple le plus frappant est Rachele Borghi. Attention, scènes de nudité crasseuse » ; « Ces tarés de l'académie, sans doute pilotés par le ministère, n'ont rien trouvé de plus tendance pour défendre la théorie du genre que d'inviter une lesbienne LGBT à donner une conférence sur le genre et le porno dans le cadre d'une université bordelaise, et de lui permettre de se foutre à poil ! Une vidéo hallucinante qui a donc bien plus sa place sur un site de cul qu'ailleurs. Et quand tu veux pour tourner une vidéo bien trash, Rachele, vu que tu adores le porno et que tu en fais si bien la promo ! » ; « Des vieilles truies qui, mal baisées, n'ont que ce genre d'exhibitions pour se faire plaisir ! »

Au même moment, dans le milieu académique circule l'image d'une personne :

Voix off : « bizarre », « originale », « lesbienne », « à côté de la plaque », « amoral », « elle n'a pas sa place ici », « le problème n'est pas que vous êtes lesbienne mais que vous êtes visible », « quand

on tape votre nom sur Internet on trouve des images xx » (« je travaille sur la pornographie, c'est normal que parfois des images de nu sortent. Est-ce que je dois changer de sujet ? »), « bien sûr que non, la France donne la liberté de recherche », « nous voulons seulement protéger nos étudiantes et nous protéger des plaintes », « je reçois des dizaines de messages contre votre recrutement », « problématique pour l'image de l'institution ».

*Contester le processus de production
du savoir.*

Personne ne m'a jamais demandé les raisons de mon action. Il suffisait de la mettre dans les cases *provocation et exhibitionnisme*. Il n'est venu à l'idée de personne qu'il pouvait s'agir d'une action directe pour contester le processus de production du savoir et marquer une rupture avec l'autorité de l'experte, qu'il pouvait s'agir d'une tentative de décolonisation des modalités de restitution. Personne n'a pensé qu'une universitaire pouvait avoir appris de son terrain. Me délégitimer signifie m'exclure du débat et ne pas porter mes pratiques sur le terrain de l'interrogation de la recherche et des pratiques académiques.

Les agressions et la violence sont donc bien loin, pour moi et pour d'autres personnes minorisées, d'avoir commencé en 2020. Ma réponse est double : méthode Zarra Bonheur et brigade SCRUM.

À partir de 2013 j'ai donc intégré mon objet de recherche – la performance – dans mes pratiques d'enseignement, de terrain et de diffusion des résultats. La méthode auto-ethnographique et la *scavenger methodology* [charognarde – l'expression est de J. Halberstam], issues des théories queer, m'ont permis d'intégrer mon corps et mes expériences, et de créer une nouvelle méthode de recherche.

| *Je me suis laissé contaminer par le courage de mes
enquêté·es.*

La [méthode Zarra Bonheur](#) est une tentative de dépasser les binarités qui séparent les contextes (scientifique/militant), les savoirs (culture haute/culture basse, savoir scientifique/savoir militant), les espaces (salle universitaire/centre social/scène de théâtre/espace artistique), les expressions (conférence/performance), en créant des espaces interstitiels de subversion/transgression des normes.

La brigade SCRUM (Sorcières pour un changement radical de l'université merdique) a permis de créer un espace d'échange et d'expérimentation des pédagogies radicales, des pédagogies *Guérillères* (Wittig 1969).

Je me suis laissé contaminer par le courage de mes enquêté-es, j'ai appris à transgresser, à oser. Et je me suis réconciliée avec moi-même ; je me sens une, partout, avec mon corps qui est aussi un corps collectif.

C'est grâce à la toile que mes ex-enquêté-es ont tissée pour moi, grâce aux relations féministes, grâce aux soutiens, et grâce à la tempête d'amour que j'ai reçue des étudiant-es, grâce à leurs messages non seulement de solidarité mais aussi de soutien (« Madame, votre corps est une arme de destruction épistémique incroyable »), d'empathie et de révolte, qu'aujourd'hui je fais face à la nouvelle vague d'attaques, qui est dans la continuité de la précédente. Non seulement l'institution universitaire et la communauté scientifique en sont complices, mais elles en ont aussi été le foyer.

Pour moi, les études de genre et de sexualité et le féminisme ne peuvent pas être réduits à un sujet d'étude ou un champ de

recherche. Le genre, la sexualité, le féminisme sont politiques.
La savante est politique.

Je tiens à dire à quiconque s'est mobilisé·e et m'a montré sa
solidarité que, malgré tout, je vais bien, que je me sens forte ; et
à tous les autres, que #JeVousEmmerde.

Mon corps est savant, mon corps est collectif, mon corps est
politique.

Références

Borghi Rachele (2018). [« Éloge des marges : re\(ading\)tours sur des pratiques minoritaires dans le milieu académique »](#),
Cultures-Kairós (mis à jour le 11/12/2018).

Halberstam Judith (1998). *Female Masculinity*, Durham, Duke
University Press.

Wittig Monique (1969). *Les Guérillères*, Paris, Minuit.

Inverser la charge de la preuve : faire fructifier d'autres « conversations » dans et avec le monde

Delphine Gardey

Historienne, Université de Genève

Les études *féministes et queer* et les études postcoloniales sont aujourd'hui la cible d'attaques conservatrices et réactionnaires à l'échelle internationale et (symptomatiquement) « républicaines » à l'échelle française. Il y a en la matière du neuf et de l'ancien. Comme historienne, je ne suis pas la mieux placée pour statuer sur le neuf ; j'insisterai donc pour commencer sur l'ancien. En France, concernant l'histoire des femmes et du genre, les études féministes et de genre, les études gays et lesbiennes et *queer*, le trait est constant depuis quarante ans. Ce n'est donc pas une nouveauté qu'au-delà des droites extrêmes, les partisans « républicains », défenseurs de l'universalisme « à la française », dont certains continuant de se réclamer « de gauche » ainsi que de nombreux représentants des sciences sociales, d'un spectre large, jusqu'à d'anciens ou toujours

marxistes, aient rappelé et *rappellent* à l'ordre des savoirs jugés « minoritaires », définis comme « communautaristes » et accusés de « division ». Ainsi n'a-t-il jamais manqué de voix savantes et autorisées pour intimer aux impudentes que nous étions davantage de discipline et de retenue, au nom de la « cause révolutionnaire », de la République, de l'Universel, de la Science ou de la Nation. Au nom d'une identité nationale à défendre contre des influences jugées « étrangères » et inassimilables – « intellectuels » et universitaires français se transformant (suivant Joan W. Scott) en douaniers (*border patrol*) du territoire épistémique et politique « légitime ». Au nom de quelque chose de supérieur à préserver : l'Histoire avec un grand H, comme l'Homme. Ou bien l'Universel pourtant sans Elles, comme la République. Et sans Eux – esclaves et colonisé-e-s – qui forgent ce corps « nocturne » (suivant Achille Mbembe) de régimes indissociablement républicains et colonisateurs, républicains et coloniaux.

La possibilité pour les sciences sociales d'être admises comme produisant un savoir « scientifique » est une question depuis très longtemps discutée et débattue.

Le fait qu'il ait été jugé si durablement inapproprié scientifiquement et inopportun politiquement d'enquêter sur ces dissonances et bifurcations invite à inverser la charge de la preuve : de quelle science et de quelle politique ces savoirs ou plutôt ces non-savoirs, ignorant la réalité vécue en cette France républicaine et coloniale de populations exclu·e·s du droit au droit et à l'égalité, ont-ils été porteurs ? Quelle est la responsabilité scientifique et politique de ceux qui ont défendu alors, et qui défendent encore, qu'il n'y a en matière d'égalité réelle, en matière d'exclusion et de discriminations, ni à enquêter ni à en connaître ? Quelle est donc leur définition du savoir et quelle politique servent-ils ?

La possibilité pour les sciences sociales d'être admises comme produisant un savoir « scientifique » à propos du monde social est une question depuis très longtemps discutée et débattue : elle est aussi ancienne que les sciences sociales. Cela a été et cela reste sans doute un enjeu important pour ces disciplines « nouvelles » (on pensera par exemple à la sociologie à la fin du dix-neuvième siècle) de s'établir dans le champ de ce qui définit la méthode et la discipline scientifique, comme discipline et comme méthode. N'être pas rejeté du côté de l'idéologie, faire

valoir une capacité descriptive et analytique à qualifier les phénomènes et les mondes sociaux, a été et demeure un enjeu politique et épistémique. Mais peut-on continuer de vivre avec le modèle positiviste et scientiste de la République « glorieuse » (la III^e) qui fut aussi une république colonisatrice et coloniale et qui fut encore celle qui s'évertua à ne jamais accorder le droit de vote aux femmes ? Et doit-on continuer de ne mobiliser comme modèle d'une « science véritable » qu'une caricature des façons multiples par lesquelles sciences et savoirs ont été façonnés et produits en et hors d'Occident depuis, par exemple, le dix-septième siècle ?

De part et d'autre de ces invocations, le sens se délite. Comme l'écrit Samuel Hayat : « La République est devenue un insignifiant. Elle est invoquée par les tenants de l'ordre, vidée de ses possibilités émancipatoires. » Mais que dire de l'invocation perpétuelle de « *la Science* » et de ses vertus non questionnées, de l'extraordinaire et incessante réitération de ce qu'il en serait de son détachement de toute forme de jugement et de valeur, de toute imbrication dans des sociétés et des cultures ?

Depuis le mouvement critique des sciences qui s'est développé à partir de la fin des années 1960, un mouvement qui a impliqué des scientifiques, des sociologues et des historiens mais aussi le mouvement féministe, de nombreux éléments de ce qui fonde l'ordinaire des sciences en société ont été questionnés.

Dominique Pestre rappelle qu'on prend alors conscience du fait que « la science est une institution qui sert les pouvoirs (politiques, industriels et militaires, au Vietnam par exemple) ; (que) l'idéologie est aussi et toujours déjà dans la science ; (que) la science est une institution sociale autoritaire et élitiste ; (qu')elle masque la part construite de ses énoncés en les naturalisant ; (que) c'est une entreprise qui a exclu les femmes (en droit d'abord, en fait ensuite) et se trouve marquée dans ses énoncés mêmes par la domination de genre... ». À ces critiques, le mouvement des Social Studies of Knowledge apporte une contribution déterminante : « ce qu'il montre et démontre est le caractère inéluctablement social de la science ». Le point n'est en rien banal et n'est pas une accusation : « le thème d'une scientificité transcendant les contingences humaines reste tellement présent (dans la philosophie des sciences comme

chez les scientifiques dont elle est l'idéologie spontanée, *dixit* Althusser) que le travail critique est toujours à reprendre ».

Ce que questionne la critique féministe des sciences, ce sont les termes et les enjeux de la production des savoirs. Qui peut produire des connaissances ?

Les contributions féministes à ce courant de l'étude sociale des sciences (Evelyn Fox Keller, Donna Haraway, Sandra Harding, Helen Longino, Anne Fausto Sterling) sont séminales. Elles font l'objet en France d'une ignorance, voire d'une condescendance durables, dans un contexte où la critique sociale des sciences dans son ensemble semble proprement inassimilable par le « terreau » épistémologique français.

Or, ce que questionne la critique féministe des sciences, ce sont les termes et les enjeux de la production des savoirs. Qui peut produire des connaissances ? À propos de qui ou de quoi, et pour définir et façonner quels mondes ? Ce programme – et c'est là sa force – ne concerne pas principalement les sciences sociales (même s'il contribue à les rénover) ; il s'attaque aux sciences du vivant et aux sciences expérimentales. Avec Donna

Haraway, il s'agit de renverser la perspective : qu'est-ce que cela change à notre conception de ce que sont les sciences du vivant et la biologie (dont l'avènement peut être localisé et daté) que de les traiter comme des pratiques éminemment culturelles ?

Qu'est-ce qui est constitué d'un ordre colonial, d'un ordre racial, social et de genre, d'un rapport à la nature et au monde animal dans les différentes versions de ce qui fonde, par exemple, la primatologie ? En enquêtant sur les savoirs relatifs aux grands singes et aux primates depuis le début du dix-neuvième siècle, et sur les domaines qu'ils ont contribué à édifier (anthropologie, médecine, psychiatrie, linguistique, psychobiologie, physiologie de la reproduction, paléontologie, neurologie), Donna Haraway montre que la production de connaissances est biaisée par des préjugés de genre, de race, par des rapports de domination qu'elle contribue activement à produire. « La primatologie a à voir avec la constitution simultanée et répétitive de la frontière entre l'humain et l'animal », écrit-elle. Elle est aussi « une machine temporelle dans laquelle l'autre est placé dans le temps des origines, même si le terrain est l'espace contemporain du Rwanda ou du Kenya ». Cette mythologie d'un ordre naturel préalable concerne autant les femmes occidentales que les

hommes et les femmes colonisés. C'est en ce sens que Donna Haraway interprète la primatologie comme un orientalisme.

| *Il s'agit de comprendre comment du « sens » se fabrique.*

L'enjeu consiste donc à analyser les métaphores et les pratiques matérielles qui composent les mondes technoscientifiques dans lesquels nous vivons et les font « tenir » tant symboliquement que matériellement. Si les sciences sont des entreprises remarquables de production et de définition du monde depuis trois siècles (un trait culturel de l'histoire occidentale), peut-on se dispenser d'en explorer les variations et les motifs ? Faut-il tenir pour acquis, juste et assuré, ce qui est justifié en leur nom ? En rendant compte de la façon dont les sciences ont fait et font, dont elles entreprennent localement le monde (oubliant les rapports matériels et instrumentaux, sociaux et coloniaux, qui ont soutenu et qui soutiennent leur efficace ou leur « universalité »), il s'agit de comprendre comment du « sens » se fabrique et comment converser avec le monde *ici et maintenant* pour le composer d'autres expériences, d'autres valeurs et ainsi, possiblement, le façonner et le signifier *autrement*. L'agenda vaut

pour toutes les sciences. Il n'y a pas de privilèges dans le fait que nous soyons responsables des savoirs physiques, biologiques, sociaux que nous produisons comme des mondes matériels, sociaux et politiques qu'ils définissent.

| *Il y a là non pas matière à déploration
mais à réjouissance.*

S'affirme alors l'idée essentielle que ce que nous comptons comme expérience (soit les descriptions que nous faisons à propos du réel) est déjà et toujours modalité d'intervention et de transformation du monde : un processus d'intra-action, dirait la physicienne Karen Barad ; une façon d'être et de compter dans le monde, mais aussi de le composer, dirait Donna Haraway. Ce n'est pas particulièrement un choix, mais la conscience aiguë (*réflexive*, diraient d'autres traditions) du caractère relationnel, situé, engagé, incorporé de toute forme d'être au monde et donc à la connaissance.

Il y a là non pas matière à déploration mais à réjouissance : si les sciences sont aussi des processus sociaux, si sciences et techniques ne sont pas extérieures à la société mais parties prenantes du social, il est alors possible d'en être... et d'y agir !

Ce qui compte alors, c'est de faire proliférer les lectures et les expériences en matière d'exploration et de qualification analytique des mondes (indissociablement « naturels » et sociaux) dans lesquels nous vivons. Faire fructifier d'autres conversations *dans* et *avec* le monde.

Références

Hayat Samuel (2014). *1848. Quand la République était révolutionnaire*, Paris, Seuil.

Pestre Dominique (2001). « Études sociales des sciences, politique et retour sur soi », *Revue du MAUSS*, vol. n^o 17, no. 1, p. 180-196.

Haraway Donna (1989). *Primate Visions: Gender, Race, and Nature in the World of Modern Science*, New York, Routledge.

III.

Défendre

les savoirs critiques

Comment peut-on avoir écrit *Les Études postcoloniales, un carnaval académique*, et être un islamo-gauchiste?

Jean-François Bayart

Politiste, Institut de hautes études internationales et du développement (Genève)

Tel est mon triste sort : avoir écrit en 2010 *Les Études postcoloniales, un carnaval académique* (Karthala), rudement étrillé par les tenants et tenantes desdites, et se voir accuser en 2021 d'être un « islamo-gauchiste » par leurs adversaires idéologiques, les pourfendeurs des toujours dites et autre *French Theory*, supposées être « importées » des « campus nord-américains ». Le paradoxe, à lui seul, met en lumière le grotesque de la campagne idéologique lancée par Emmanuel Macron au début de l'été 2020 et qu'ont relayée ses ministres, son parti, des députés LR et RN, les médias et aussi, il faut le dire, un nombre non négligeable d'universitaires se prêtant à la manœuvre et lançant désormais des attaques *ad homines* contre

leurs collègues mal-pensants, paradoxalement accusés, selon un procédé rhétorique éculé, d'être des trop bien-pensants.

*0,015 % des thèses soutenues et en préparation
répertoriées sur Theses.fr
traitent de l'intersectionnalité.*

Notre objet de préoccupation devient alors le *gouvernement du grotesque*, ou le *gouvernement par le grotesque*, que la littérature a exploré et que les spécialistes des autoritarismes africains ou latino-américains, du fascisme ou du national-socialisme connaissent bien.

Le grotesque, en l'occurrence, ce sont les invectives du ministre de l'Éducation nationale contre les « ravages » de l'islamo-gauchisme qui « de loin en loin mène au pire » ; c'est l'affirmation d'un Gilles Kepel selon laquelle « les islamo-gauchistes, décoloniaux et autres intersectionnels (tiennent) le haut du pavé à l'université (et) interdisent toute approche critique », complaisamment citée par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, et reprise *ad nauseam* par les autorités de l'État et certains parlementaires. Tout cela alors que 0,015 % des thèses soutenues et en préparation répertoriées sur

Theses.fr traitent de l'intersectionnalité, 0,019 % concernent le « décolonial », 0,005 % utilisent le terme de « racialisé », et que 0,79 %, 0,43 % et 0,46 % des articles scientifiques mis en ligne par Cairn.info ont recours à ces notions respectives, selon la recherche d'Albin Wagener, citée par *le Monde* le 16 mars 2021.

Le contrôle politique de l'Université dans les régimes qualifiés un peu vite d'« illibéraux » sert de plus en plus d'étalon aux démocraties libérales elles-mêmes.

Nous savons que cette campagne idéologique en France s'inscrit dans un double contexte international. Celui de l'hégémonie néolibérale – pour aller vite, et sous réserve d'inventaire – qui a vampirisé la recherche en la marchandisant, l'a disqualifiée et l'a privée de son autonomie institutionnelle. Celui du contrôle politique de l'Université dans les régimes qualifiés un peu vite d'« illibéraux », et qui servent de plus en plus d'étalon aux démocraties libérales elles-mêmes. La France n'est pas à l'abri de cette évolution. Y concourt le travail de sape par les thèses identitaristes de la « nouvelle droite » se piquant de gramscisme, depuis les années 1970, thèses auxquelles se sont converties la droite et une bonne part de la gauche sous

prétexte de « républicanisme » et dont procède la notion même d' « islamo-gauchisme », sans doute à l'esprit défendant, si je puis dire, de son inventeur, Pierre-André Taguieff, qui, tel le bon docteur Frankenstein, semble parfois un peu dépassé par sa créature.

Reste à mieux analyser les ressorts et les procédures de ce que je n'hésite pas à qualifier de néo-maccarthysme, dans la mesure où, comme aux États-Unis dans les années 1950, des parlementaires relaient sur Twitter cette campagne de calomnies ; entendent que « les libertés académiques s'exercent dans le respect des valeurs de la République », bien que celles-ci n'aient aucune définition juridique ; ouvrent la voie au rejet de candidatures légitimes à des postes de responsabilité, comme celle de Nonna Mayer à la présidence de la Fondation nationale des sciences politiques ; entraînent des sanctions, des pénalisations et des enquêtes administratives, voire des poursuites judiciaires à la faveur, par exemple, de l'assimilation de la critique de la politique israélienne à l'antisionisme et de l'antisionisme à l'antisémitisme, amalgame qu'a validé au moins un tribunal français ; et finissent par perturber le bon déroulement d'un nombre croissant de réunions scientifiques,

notamment en distanciel, par le biais de *trolls* à l'initiative des nouveaux croisés blanquéristes ou aubertistes et de la « fachosphère », très active sur les réseaux sociaux et les plateaux de CNews.

Du chercheur à l'expert

Le registre de la stigmatisation publique, la prise du contrôle des médias par des intérêts économiques entretenant des relations incestueuses avec le monde politique sont bien documentés. Néanmoins il me semble que nous devrions mieux réfléchir aux dispositifs de *cooptation* qui sont mis en place par le biais des financements contractuels, bien entendu, mais aussi par celui de la figure dépolitisée et « déphilosophée » de l'*expert* que convoquent les médias et les politiques, aux dépens de sa vocation (*Beruf*) de *chercheur*.

| *Il fut une époque où l'inutilité du chercheur était revendiquée.*

En effet, le *New Public Management* de l'Université et de la Recherche a brouillé les singularités de rôles intellectuels bien distincts et jadis parfaitement identifiés. Aux antipodes des

réformes successives des institutions académiques, destinées à les aligner sur un mythique modèle « américain », un Charles Péguy opposait l'enseignement et la science : « Il n'y a rien de si contraire aux fonctions de la science que les fonctions de l'enseignement puisque les fonctions de la science requièrent une perpétuelle inquiétude et que les fonctions de l'enseignement au contraire exigent perpétuellement une assurance admirable. » Michel Foucault adoptera le même point de vue dans les premières pages de *L'Usage des plaisirs* : « Que vaudrait l'acharnement du savoir s'il ne devait assurer que l'acquisition des connaissances et non pas, d'une certaine façon, et autant que faire se peut, l'égarement de celui qui connaît ? » Il fut une époque où l'inutilité du chercheur était revendiquée. « Une histoire qui sert est une histoire serve », avertissait Lucien Febvre dans les murs de l'Université de Strasbourg, au lendemain de son retour dans le giron de la République, et face à une majorité parlementaire « bleu horizon », germanophobe, adepte de ce que nous appelons aujourd'hui le « nationalisme méthodologique ».

| *L'expert est toujours tenté de faire de la cavalerie intellectuelle là où le chercheur doute.*

De ce point de vue la figure de l'expert est encore différente. Là où le chercheur produit du savoir et le professeur le transmet, l'expert le convertit en pouvoir, au profit non pas des institutions scientifiques, des étudiants ou du public général, mais à celui, exclusif, de son commanditaire, à l'abri de l'espace public, dans des « termes de référence » prédéterminés et généralement orientés, selon un esprit marchand et concurrentiel plus ou moins travesti dans des atours savants. Aussi l'expert est-il toujours tenté de faire de la cavalerie intellectuelle là où le chercheur doute et où le professeur est sûr de son fait. Michel de Certeau disait drôlement – et non sans une pointe d'ironie cynique : dans une étude financée par la DGRST ! – que les experts sont comme Félix le Chat et « marchent en l'air loin du sol scientifique » : « Il y a échange de compétence contre de l'autorité. À la limite, plus l'expert a d'autorité, moins il a de compétence jusqu'à ce que son fonds s'épuise, telle l'énergie nécessaire au lancement d'un mobile. »

De nos jours, la plupart des universitaires – à commencer par l'auteur de ces lignes – changent régulièrement de casquette et passent d'un rôle à l'autre. Encore faut-il ne pas les mélanger. Or, l'un des ressorts du gouvernement macronien par le grotesque

consiste précisément à entretenir une confusion permanente entre ces trois registres, sous la houlette d'un président philosophe et technocrate aimant à se mettre en scène au milieu d'un aréopage savant comme un certain soir mémorable et interminable à l'Élysée, voire se piquant – c'est le cas de le dire – de maîtriser la littérature scientifique traitant de la Covid-19 comme aime à s'en extasier son entourage.

De l'expert à l'intellectuel spécifique

Le renversement de la figure de l'*expert* par celle, foucaldienne, de l'*intellectuel spécifique*, par opposition à celle de l'intellectuel engagé, continue de m'apparaître comme la meilleure réponse pourvu qu'elle ne substitue pas les « logiques intrinsèques » (*Eigengesetzlichkeit*) du militantisme à celles de l'inquiétude, mais qu'elle s'en abreuve. De ce point de vue, il est bon de rappeler, comme l'a fait notre colloque, que la « liberté de valeur » (*Wertsfreiheit*) qu'entendait respecter Max Weber dans sa relation avec ses étudiants, et dans le rapport de pouvoir institutionnel qui les unissait à lui, n'a rien à voir avec l'impératif de la « neutralité axiologique » que lui impute une traduction erronée et qu'il n'a jamais respectée quant à lui, pour le meilleur

et parfois pour le presque pire. Dans nos analyses et nos prises de position publiques, nous sommes donc fondés à assumer nos valeurs et notre intelligence des situations que nous évoquons en sachant que les deux s'entremêlent inévitablement. Cela est également vrai de ceux que nous critiquons ou qui nous antagonisent. Tel n'est pas le problème, pourvu que, les uns et les autres, nous mobilisions les règles et les savoir-faire de notre métier, restions fidèles à sa déontologie, nous en tenions au périmètre de nos compétences – étant entendu que celles-ci sont limitées, voire contestables.

| *Le chercheur est un emmerdeur, telle est sa grandeur, ou plutôt celle de son métier.*

Comme tout un chacun, je puis m'exprimer sur des tas de sujets au comptoir du Café du Commerce, en tant que citoyen. Cela ne me confère pas une autorité intellectuelle, morale ou politique particulière en la matière, et je ne vois pas très bien pourquoi une radio ou une télévision me demanderait mon opinion à ce propos. Telle est la différence entre l'intellectuel spécifique et l'intellectuel engagé à la française, bien *vintage*, qui parle de tout et de n'importe quoi, la chemise blanche ouverte sur son torse

avantageux, et si possible de ce qu'il ne connaît pas. De façon corollaire, on peut s'étonner que des spécialistes de linguistique médiévale montrent tant d'assurance quant à ce qu'il faut penser de l'islam contemporain ou des rapports de genre, à l'instar des principaux animateurs de l'Observatoire du décolonialisme que le chef de cabinet de Frédérique Vidal a mandaté pour traquer les mal-pensants. On est également en droit de demander à Éric Zemmour la bibliographie et les enquêtes de terrain sur lesquelles il s'appuie pour expliquer au bon peuple de CNews ce qu'est ou n'est pas l'islam.

En bref, il est des arènes de la dispute scientifique et même intellectuelle que ne doivent pas contaminer des interférences d'un autre ordre, et il est du devoir des chercheurs, payés par le contribuable, de mettre au service du débat public le fruit de leurs travaux, fussent-ils véneneux aux yeux de certains, car leur seule utilité, s'il en faut une, est d'empêcher de penser en rond. Par définition le chercheur est un emmerdeur, et telle est sa grandeur, ou plutôt celle de son métier.

« Islamo-gauchisme » est un excès de pouvoir

Fabien Jobard

Sociologue, Cesdip (CNRS)

Le recours en excès de pouvoir que nous avons déposé devant le Conseil d'État vise la décision de notre ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Mme Vidal, de former une commission d'enquête sur « l'ensemble des courants de recherche » en lien avec « l'islamo-gauchisme » – selon les termes de son entretien avec le journaliste Jean-Pierre Elkabbach le 14 février sur la chaîne CNews. Je livre ici quelques réflexions et éléments de contexte, tirés des discussions que les requérant-es (Anne-Laure Amilhat Szary, Fanny Gallot, Nacira Guénif, Caroline Ibos, Gaël Pasquier et moi-même) ont eus ensemble ou avec leurs conseils. Ces derniers, Maîtres William Bourdon et Vincent brengarth, ont soutenu nos mobilisations dès 2020 et ce sont eux qui ont proposé la voie du recours pour excès de pouvoir face aux déclarations scandaleuses de Mme Vidal. Cette communication est aussi l'opportunité de les

remercier le plus chaleureusement du monde pour leur soutien et pour la si fructueuse coopération intellectuelle entre eux et nous, dans la conception de ce recours.

Qu'est-ce que qui a motivé notre démarche ? Pourquoi ce recours ? Pourquoi arguer d'un excès de pouvoir ? Pourquoi sur cette question à la fois majeure et dérisoire de « l'islamo-gauchisme » ?

| *« Islamo-gauchisme » est un idiome né de remugles nationalistes.*

Saisi par nous, le Conseil d'État a estimé le 7 mai 2021 que les propos de la ministre appelant la formation de cette commission constituent une décision ministérielle, en tant que telle susceptible de recours. Le Conseil a alors demandé au ministère de lui retourner tous les éléments expliquant sa démarche et montrant que la décision, d'une part, est nécessaire et, d'autre part, ne constitue pas un détournement des pouvoirs et des attributions ministérielles. Ce faisant, le Conseil a estimé que les propos de Madame la ministre, aussi confus soient-ils, sont bien constitutifs d'une décision. Et que cette décision touche à

des principes généraux de notre droit, au premier rang desquels, sans doute, la liberté académique et l'autonomie scientifique.

Car ce sont bien deux éléments qui motivent notre démarche. Le premier tient à la promotion par le gouvernement du terme « islamo-gauchisme » et à toutes les conséquences que cela peut avoir sur la conduite de nos activités. « Islamo-gauchisme » est un idiome né de remugles nationalistes, qui entend désigner un courant de pensée qui fait de l'islamiste la victime électorale de la domination capitaliste et impérialiste et le consacre ainsi héros de l'émancipation sociale et politique à laquelle les universitaires doivent travailler faute de trahir l'essence même de leur mission. Une telle « définition » de l'islamo-gauchisme académique augure vite qu'elle peinerait à ramasser qui que ce soit dans ses filets. Quel collègue promeut en effet une telle pratique professionnelle ? Quel département universitaire, quelle unité de recherche affichent un tel programme d'enseignement ou de recherche ? Le directeur du CNRS, Antoine Petit, a d'ailleurs rapidement fait valoir que le terme, sans substance scientifique, ne saurait appeler d'enquête par le CNRS. Mais, annoncée à la télévision le 14 février, confirmée devant la représentation nationale le 16 et réitérée dans la

presse le 20, cette décision ministérielle a tout simplement légitimé la suspicion et le doute, sinon la vindicte et la haine, sur l'ensemble de notre profession. Un sondage réalisé une dizaine de jours après la déclaration de Mme Vidal indique ainsi que deux tiers des Français-es interrogé-es déclarent que Mme Vidal « a raison de vouloir lutter contre l'islamo-gauchisme et les recherches propageant cette idéologie » (étude réalisée par Odoxa pour *Le Figaro* et Franceinfo auprès de 1005 Français-es inscrit-es à leur panel, les 23 et 24 février). Le libellé de la question résume à lui seul le piège qui se referme sur la liberté de la recherche : « Afin de lutter contre l'islamo-gauchisme, la ministre a demandé une enquête pour faire l'état des lieux des recherches menées sur certaines thématiques (religion, race, genre, post-colonialisme, rapports de domination, intersectionnalité) ».

Lorsque la suspicion est exprimée par la ministre, elle a bien sûr des effets d'imposition et d'inhibition indéniables.

Car sous une désignation fumeuse mais angoissante (« islamo-gauchisme » n'est-il pas le doublet de « judéo-bolchévisme » ?), ce sont en fait les sciences sociales travaillant sur les inégalités

et les « rapports de domination » qui sont visées. Recherches sur la sociologie ou l'histoire des religions (gagons : l'islam) : suspectes. Recherches sur la couleur de peau ou les origines perçues comme éléments voire facteurs d'inégalités ou de discrimination : suspectes. Recherches sur les inégalités hommes-femmes : suspectes. Recherches sur les formes diverses du legs colonial dans nos sociétés : suspectes. Et, lorsque la suspicion est exprimée par la ministre, elle a bien sûr des effets d'imposition et d'inhibition indéniables, notamment sur les plus fragiles de notre système académique. Par exemple, ces doctorant.es qui ne se risquent plus à des investigations suspectes, ou les précaires qui abandonnent les problématiques émergentes. L'une des requérantes a déploré, dans notre recours, qu'un candidat à un financement de projet de recherche ait eu à se prononcer devant son jury quant à la réalité de l'islamo-gauchisme dans son université. Quant aux titulaires, l'accès aux programmes financés par les agences nationales devient plus tortueux, appelle des circonvolutions et des prudences qui parasitent la sincérité de l'activité scientifique et obligent à des calculs qui rappellent les gymnastiques délétères de la science en régime autoritaire. Ainsi, l'une de nos

requérantes a vu le rectorat ôter son soutien à un colloque sur « l'intersectionnalité dans les recherches en éducation », qu'elle avait co-organisé dans le plus strict respect des procédures scientifiques établies. Un autre requérant a constaté que le contenu d'une fiche de poste publiée sur la plateforme de recrutement du ministère (Galaxie) avait été modifié et amputé quelques jours après les déclarations de la ministre, et dû mobiliser ses instances durant des jours pour restaurer la formulation initiale, fruit d'une élaboration collégiale au sein de ses instances académiques. Une autre requérante a fait l'objet de menaces de mort répétées sur les réseaux sociaux, après des prises à partie de la part de collègues se sentant autorisés par la consécration du terme « islamo-gauchisme » à la désigner à la vindicte générale dans des médias qui se réjouissent d'accueillir ces diatribes et d'offrir à la haine du monde académique et de la recherche des arènes si complaisantes.

C'est bien cette dérive autoritaire, cet *enrégimentement* des sciences sociales, que le pouvoir enjoint désormais de livrer de la société française l'image ripolinée d'une société d'harmonie et de concorde, qui a motivé ce recours. Et si le Conseil d'État a reçu notre demande, c'est bien qu'une liberté fondamentale est

en jeu – en l’espèce, la liberté académique, dont Mme Vidal a rappelé qu’elle était essentielle dans notre société, en signant le 23 novembre 2020 la Déclaration de Bonn sur la liberté de la recherche.

Il nous semble crucial de poser que l’on ne gouverne pas par l’imprécation, la menace et la vindicte.

Notre deuxième motivation relève d’une exigence civique. Elle vise tout simplement l’intégrité de la parole gouvernementale. Nous estimons en effet que ces paroles, comme lancées au petit bonheur la chance (les déclarations de la ministre sont d’ailleurs fort sinueuses d’un jour à l’autre), sont constitutives d’une décision administrative. Et en enjoignant au ministère de transmettre les éléments relatifs à la décision de Mme Vidal, le Conseil d’État a souscrit à notre point de vue. Car une parole ministérielle ne saurait être un appel à la vindicte contre un groupe professionnel (que la ministre a pour fonction de protéger), ni une suite de saillies douteuses prêtant à des agents publics, chargés de missions de service public, des menées sécessionnistes, séditionnelles ou, pour reprendre le terme même du gouvernement, « séparatistes » ; la ministre, rappelons-le,

évoque rien de moins que la « gangrène » de notre société. Or, d'une part, nos établissements disposent d'instances de surveillance de la qualité et de la sincérité scientifiques de nos travaux. C'est à ces instances, et non à la ministre, par oukase, de se prononcer. D'autre part, si des violences ou des abus sont constatés (interruptions de cours, harcèlement, etc.), c'est à la justice pénale de se prononcer. Enfin, il nous semble crucial de poser que l'on ne gouverne pas par l'imprécation, la menace et la vindicte, mais par des lois, débattues au Parlement, ou des textes administratifs, à la fois publics et susceptibles de recours devant des juridictions examinant les actes au cours de débats contradictoires.

De ce point de vue, on ne peut exclure que de commission d'enquête, il n'y en ait point. Du reste, tant le CNRS que l'Alliance Athena et tout un ensemble d'autres institutions de la recherche publique ont réagi avec rigueur et sagesse, en refusant de se prêter aux manœuvres de basse politique. Le ministère a-t-il formé une commission d'enquête ? nous saurons qui enquête, sur quoi, pourquoi et comment. Le ministère n'a-t-il rien formé du tout ? on aura alors, par ce simple recours, la démonstration éclatante de la perte de sens de la parole

ministérielle, de la vanité définitive de la parole de notre ministre Frédérique Vidal ; une validation ministérielle, en somme, du texte de la pétition remise aux services du Premier ministre au cours d'une manifestation à Paris, le 25 mars 2021 : « Frédérique Vidal n'est déjà plus notre ministre ».

Risquer la science

Anne-Laure Amilhat Szary

Géographe, Université Grenoble-Alpes, Pacte (CNRS)

Ensemble, nous nous demandons « que faire ? », dès aujourd'hui, pour continuer de pouvoir exercer nos fonctions d'enseignant-es et de chercheur-ses dans un contexte où notre activité, jusqu'ici relativement discrète dans la société, se voit activement scrutée par la meute médiatique. Derrière cet objectif commun, il me semble que la question qui travaille la mise en œuvre d'une résistance paradigmatique est légèrement décalée : « comment faire ? » en effet pour résister, à la fois individuellement et collectivement, à cette nouvelle donne ?

Et surtout, répondre à ces interrogations sans s'enfermer dans la tour d'ivoire à laquelle nous sommes si souvent renvoyé-es. Car la mise en danger des sciences sociales à laquelle nous assistons ne concerne pas qu'elles-mêmes. Ces savoirs souvent dénoncés pour leur manque d'utilité immédiate constituent en effet le socle des capacités d'une société à s'organiser. Et au-delà de cette demande légitime de la société vis-à-vis de la

mission des chercheur-ses, il en va de notre pouvoir collectif de réflexion sur notre fonctionnement et de notre manière de décider de nos choix.

Face aux menaces de mort et sous-entendus politiques visant à décrédibiliser ses membres, l'université se terre pourtant dans le silence. Ses responsables voudraient enterrer vivant-es ses membres qui, de plus en plus en plus nombreux, voient leur légitimité scientifique dénoncée au titre du militantisme. Face à la violence des attaques, la défense prend la tournure d'une injonction. Elle se fait tentation médiatique, il nous faudrait justifier d'être ou ne pas être scientifiques, d'être ou ne pas être militant-es, pour conserver le droit d'exercer notre métier. Ce texte souhaite au contraire préconiser une ligne de conduite autonome, fondée sur le refus de se faire dicter les termes du débat par un agenda idéologique contraignant. Cela peut paraître paradoxal pour qui connaît mon travail et la revendication que je porte, notamment au sein du laboratoire dont j'ai eu la responsabilité, de faire science sociale avec la société, dans la coconstruction des objets et des analyses. Mais la situation actuelle nous impose des reconfigurations importantes.

Je parle en effet de ce lieu précis qu'est le fonctionnement d'une profession qui voit aujourd'hui sa grande liberté se retourner contre elle. L'indépendance des membres de l'université n'est-elle pas garantie par la Constitution, sacralisant la fameuse « liberté académique » ? N'ai-je pas choisi ce métier par passion pour la construction du savoir et sa transmission ? C'est pourtant dans ce cadre même que j'ai été attaquée frontalement, menacée de mort et diffamée. Je m'exprime donc comme enseignante-chercheuse blessée dans l'exercice de ses fonctions et souffrant actuellement des conséquences de ce qui a été reconnu comme un accident du travail, dans le cadre de l'affaire dite de « Science Po Grenoble ». Ce texte a donc aussi pour but de réfléchir aux conditions de production de la connaissance et de revenir sur les modes de faire scientifiques.

Sortir de la binarité, inclure le point de vue

Je soutiens d'abord qu'il nous faut sortir du chiasme binaire (notamment science/non science ; militantisme/non militantisme) pour revendiquer ce qui fait la spécificité d'une démarche scientifique, à savoir la dialectique entre la solidité d'un cadre (l'état de l'art, la justification des choix

méthodologiques, etc.) et l'originalité d'une hypothèse. On s'accorde souvent à définir ce qui fait un argument scientifique à partir de la possibilité de sa réfutation. Il est moins courant, mais tout aussi essentiel, de pouvoir expliciter la perspective située de la production des connaissances.

L'objectivité devient réalisable qu'à partir du moment où l'on éclaircit la position depuis laquelle on parle.

D'une certaine manière, ce retournement date de la découverte par la physique de la multitude des référentiels possibles pour saisir un phénomène, et des théories de la relativité. Pour ce qui concerne l'analyse sociale, il apparaît de manière plus problématique encore que l'observateur n'est jamais extérieur au système qu'il analyse. Cela ne veut pas dire que l'objectivité devient dès lors impossible. Elle n'est au contraire réalisable qu'à partir du moment où l'on éclaircit la position depuis laquelle on parle.

Ce point de vue d'où l'on parle et questionne, c'est un peu le sommet de la montagne que le-la grimpeur·se ne peut atteindre qu'en prenant des risques. Il ne s'agit pas de faire l'éloge d'un

mode de faire science dont la métaphore serait un acte de bravoure masculinisante, mais de réfléchir ensemble sur ce que prendre un risque veut dire, et sur les manières collectives que nous pouvons déployer pour continuer d'assumer cette prise de risque dans un contexte où notre vulnérabilité vis-à-vis de l'aléa va croissant.

Je propose donc de revendiquer le point de vue. Et si penser depuis un cadre de référence assumé et clarifié est compris comme du militantisme, alors oui, faire de la science, c'est être militant-e. Et l'on peut revendiquer haut et fort ce terme, après l'avoir clarifié. Après avoir aussi démontré que ce sont celles et ceux qui nient leur positionnalité qui sont les escrocs de la production d'un savoir dont ils masquent les conditions de production.

Dénoncer la violence des murs qui nous enferment

Ce que je propose de faire, une fois assumée la question de la positionnalité, c'est de mettre en avant la violence du faisceau des attaques dont certain-es sont la cible aujourd'hui. Ce qui me semble en effet extrêmement important, c'est le brouillage des limites entre les cercles de légitimité.

Celui-ci nourrit en effet les âpres débats autour de la liberté d'opinion. Nous sommes en effet dans un moment décisif où la question de la construction de la connaissance vit des transformations profondes. D'un côté, l'université est moins que jamais tour d'ivoire : elle s'est réformée en profondeur pour accompagner de façon plus personnalisée les étudiant-es sans moyens additionnels pour le faire ; de plus, notamment en sciences humaines et sociales, ses membres n'ont de cesse de contribuer à la diffusion de leurs connaissances vers des publics variés et sous des formes de plus en plus diverses, comme des films ou des pièces de théâtre. D'un autre côté, de plus en plus de personnes pensent et produisent des connaissances hors de cette institution, et peuvent les diffuser sur le Net ou grâce à des éditeurs indépendants. Cette situation peut survenir à l'issue de choix positifs ou être la conséquence malheureuse de la rétraction brutale des capacités de recrutement des institutions académiques. Les arènes d'échanges entre les cercles officiels et ceux qui ne le sont pas sont labiles par essence. Est-ce pour cela que les institutions peinent autant à penser leurs liens avec ce « grand extérieur » ?

2017, p. 107) que ses membres composent malgré eux. Elle explique combien il peut être violent de vouloir se confronter à quelque chose que nous constituons en devenant des « casseurs de murs » (« *wall breakers* », p. 275). Au point qu'elle-même a décidé de démissionner de l'université pour penser depuis son extérieur.

À partir du moment où ce sont nos ministres qui ont lancé la campagne idéologique de dénégation de nos activités et promu cet ovni sémantique qu'est l'« islamo-gauchisme », le débat sur la liberté académique dépasse la défense de la production des connaissances par les enseignant-es et les chercheur-ses. Il pose la question des conditions de ce travail.

Lutter pour les conditions de production des connaissances

Je suggère enfin de porter attention à nos nouvelles conditions de travail, d'abord pour mettre en avant publiquement ce en quoi elles sont défectueuses (heures supplémentaires non rémunérées, manque de bureaux, moyens de travail non pris en charge par l'employeur, etc.), mais aussi pour insister sur la souffrance engendrée par la crise des valeurs académiques dont les cas documentés dans ce colloque témoignent.

Paradoxalement, les personnes qui dénoncent l'intersectionnalité et toutes les approches différentialistes des discriminations ont quelque chose en commun avec leurs promoteurs : elles rejettent l'université néolibérale et ses dérives. En rejetant des concepts soi-disant « importés », nos détracteurs rejettent en fait un modèle, contre lequel nous nous battons également, mais sur d'autres bases, et sans céder à la tentation du repli nationaliste. Par conséquent, être accusé-e d'être quelque chose comme un « traître à la patrie » alors que l'on est un-e enseignant-e-chercheur-se engagé-e dans la construction d'une université plus juste a quelque chose de particulièrement douloureux. Dans mon cas, j'ai été attaquée pour avoir défendu une collègue et au titre de fonctions collectives pour lesquelles j'avais donné énormément d'énergie et d'intelligence. Le sentiment de trahison s'ajoute alors à l'épuisement effectif.

Sara Ahmed nous alerte : « Se préparer signifie souvent être prête à se voir défaire » (« *To get ready often means being prepared to be undone* », p. 38) ; cependant, elle propose aussi des méthodes de reconstruction : « le féminisme, c'est du bricolage : une forme d'auto-assemblage » (« *Feminism is DIY: a*

form of selfassembly », p. 38). Mais comment avoir l'énergie de cette deuxième phase ? Comment prendre soin de soi et des autres dans un cadre aussi destructeur ? Inspirée des luttes d'Audre Lorde, l'une des phrases de l'ouvrage de S. Ahmed qui me parle le plus dit que « le soin de soi est un combat » (« *selfcare is warfare* », p.250). Cette lutte devient à mon sens une composante essentielle du quotidien de celles et ceux qui œuvrent aujourd'hui pour la production et le partage des connaissances.

| *Il ne s'agit pas de prendre la fuite.*

Cet engagement ne peut se faire de manière solitaire : nous avons l'habitude de travailler en réseau, et ce colloque témoigne de notre capacité collective de mobilisation. Les événements récents démontrent aussi la nécessité de ne plus compter sur les institutions dont nous dépendons pour nous défendre, posant de façon ouverte la question de possibilité de la poursuite de nos missions d'enseignement et de recherche dans les cadres traditionnels. À moyen terme, penser la création d'espaces de mise en sécurité, des *safe spaces*, où se ressourcer et se reposer pour repartir au combat est une piste de travail. Il

ne s'agit pas de prendre la fuite, mais de construire les possibilités d'une stratégie dans la durée. Faire savoir au plus grand nombre ce qui se trame au sein d'une institution qui continue de jouir d'une estime ambivalente dans la société, entre respect intellectuel et mépris matériel, constitue une composante essentielle de la riposte. Tenir le cap d'une posture affirmative plutôt que défensive me semble désormais au cœur de mon métier : celui qui consiste à produire des savoirs émancipateurs.

Références

Ahmed Sara (2017). *Living a Feminist Life*, Durham et Londres, Duke University Press.

Lorde Audre (1988). *A Burst of Light: Essays*, Ithaca, NY, Firebrand.

Agir et penser à cœur et à corps de l'université

Nacira Guénif

Sociologue, LEGS (CNRS), Université Paris 8

La question, que faire ?, me revient en boomerang depuis des années ; moi seule peux y répondre, ou en pâtir. Elle se pose à moi face à ces cénacles bien-pensants et bien contents d'eux-mêmes ; depuis mes premières agressions académiques lorsque j'étais, et que je fus peut-être un peu trop longtemps, une toute petite thésarde de rien du tout sans allocation ; bien avant que j'y reçoive de rares gratifications, du moins celles qui m'étaient réservées. Quant aux plus prisées, elles seront refusées, tant et si bien que je renoncerai à les briguer, glissant vers la marge, ce que j'en viendrai à nommer : « Princeton, c'est pas pour toi. » Une fin de non-recevoir, devenue une sorte de *private joke*, pour qu'elle soit plus supportable et moins humiliante, assenée voici près de vingt ans, par un universitaire de renom, tout particulièrement depuis qu'il est suspecté d'islamo-gauchisme. Un camouflet qui résume tous les autres, infligés au nom de

cette attente trahie : que je fasse mentir les conclusions à peine écrites de ma thèse puis de ce qui s'ensuivra. Une sentence tombée comme un couperet, dont je retrouverai longtemps le souffle glaçant, au fil de jugements péremptoires et d'évictions sans appel.

Pour ce qui me concerne, cette question aux résonances anciennes, je la comprends comme une lutte solitaire. Elle a d'abord été un enjeu de survie pour rendre viable un écosystème qui devenait irrespirable, et cela ne date ni d'hier, ni de février dernier, ni même de février 2020. À ma petite échelle, on approche de trois décennies.

En fait, cette question se pose à mesure que des personnes de mon espèce, des transfuges non pas de classe, certes de genre, mais surtout de race, sont arrivées sur le marché d'une économie morale au rabais, celle d'un antiracisme mou et complice du racisme systémique et d'État, et d'un milieu universitaire en voie de démonétisation par le système néolibéral. Le cocktail explosif entre ces deux dynamiques rencontre l'incrédulité, du moins de certain-es. Pour d'autres, dont je suis, plus grand-chose ne nous étonne, nous avons

presque tout vu, entendu et éprouvé dans notre corps et dans notre esprit, au prix de l'isolement, d'emblée, de l'indifférence, bien trop souvent, de l'aphasie, de façon intermittente, et de l'arrogante innocence de celles et ceux qui ont prétendu et prétendent encore ignorer de quoi il retourne.

Beaucoup des mots et des peines qui s'étaient désormais au grand jour ont d'abord cheminé à bas bruit, dans le secret des délibérations, les espaces feutrés de séminaires, de commissions d'attribution de budgets de recherche prisés, de postes statutaires fléchés, de postes non statutaires aussi d'ailleurs, de contrats en tout genre, et d'évaluations entre « pairs ». Si le verrou de la bienséance a sauté et le surmoi de moine copiste vient d'être congédié, c'est qu'à en croire ceux qui tiennent la dragée haute aux petit-es Arabes et Noir-es, que dis-je !, musulman-es, qui osent prétendre devenir leurs collègues, la maison brûle. Après avoir bénéficié de tous les avantages exorbitants attachés à leur position, ils veulent les conserver aussi longtemps que possible pour les transmettre à qui leur sied. Même démonétisé, le monde universitaire a de beaux restes : des niches de financement, des connivences, des prés carrés qu'il ne faut pas laisser tomber en n'importe quelles

mains. Le butin à préserver vaut bien l'invocation à cor et à cri de la scientificité et de son corollaire, à moins qu'il ne s'agisse de son préalable, la République. L'une et l'autre ont bon dos dans cette pitoyable affaire de dénonciation de supposés islamo-gauchistes. Il semble que ses instigateurs aient perdu le sens de la mesure et, pour tout dire, le bon sens minimal face à la panique qui les submerge.

| *L'enjeu de savoir si l'on va laisser le fauve entrer dans le salon policé du monde scientifique.*

Ainsi, le militantisme, nouveau stigmaté accolé à des universitaires racisé·es par leurs inquisiteurs, ne nomme rien d'autre qu'une prétendue aliénation à leur nature profonde, une tare, indépassable, ontologique, qui, faute d'être rectifiée, les empêche de chercher correctement. Aux questions du classement dans l'accès à un poste, de l'attribution d'une bourse de prestige ou d'un budget de recherche, répond, brutal, l'enjeu de savoir si l'on va laisser le fauve entrer dans le salon policé du monde scientifique et si les garanties d'être discipliné·e sont offertes. Et la réponse, fusant comme un cri de détresse, est non, autant que possible, NON ! Pas tant que toutes les

assurances ne sont pas docilement produites et attestées. Cet enjeu de maintien égoïste est travesti en sauvegarde de l'institution pour justifier ces frileuses et violentes offensives. Si l'on en croit les fossoyeurs des études à éliminer et leurs auteurs, ils seraient en train de sauver la science, là où ils ne font que sauver leur peau. Celle et ceux qui en sont les principales cibles connaissent par cœur ce mode opératoire, et le voient venir de loin. Ils et elles savent qu'il vise à les démoraliser, les intimider, les décourager de devenir des égaux dans un milieu qui, au fond, continue de se v(oul)oir élitiste et hiérarchisé, donc blanc.

Incarnant le déni de la race qui parcourt toute cette séquence, les universitaires racisé·es en sont la cible principale : l'heure de les domestiquer, de les rappeler à l'ordre disciplinaire, accessoirement scientifique, est venue, et s'ils et elles résistent, ils et elles doivent en payer le prix. Et si cela doit coûter leur tranquillité à des universitaires solidaires, se bornant à défendre les libertés académiques, et qui n'ont rien vu venir, qu'il en soit ainsi, et qu'ils soient les dommages collatéraux de cette offensive blancocentrée.

Ça mijote depuis longtemps, ça rumine et ça distille des brimades, de l'amertume et de la convoitise aussi.

Le problème des inquisiteurs est que tôt ou tard ils dépassent les bornes. Le moment du coup de trop est venu. Du coup tordu, pour sûr, du coup de massue, pour certain-es, mais pas pour tout le monde. Ni dans la société en général, ni parmi les racisé-es, comme parmi leurs allié-es et complices, ni au sein de l'université, tout ceci n'est nouveau. Car ça mijote depuis longtemps, ça rumine et ça distille des brimades, de l'amertume et de la convoitise aussi, l'ordinaire de toute institution de pouvoir, somme toute. Avec toutefois cette entaille profonde que creusent ces temps agités de fin d'empire, et, faut-il ajouter, de fin de l'emprise, celle que déploie encore le mythe moribond de l'universalisme républicain aveugle aux différences et aux couleurs. Donc, il n'y a rien d'étonnant à ce que cet emballement ait eu lieu, qu'il ait visé le monde universitaire, mais il est surprenant que beaucoup s'en émeuvent, comme si celui-ci était par essence innocent. Comme s'il s'agissait d'un coup de tonnerre dans un ciel serein ! Que nenni ! Ça fait longtemps que ça rumine et attend son heure, et ça, des conseillers à l'Élysée et

ailleurs l'ont compris : il y avait un coup à faire. Car il semble que la suite leur donne raison : au fond, quelles conséquences à ce stade ont eues les déclarations de tel ou tel membre de ce gouvernement ? Aucune ou si peu. Tout reste donc à faire pour que cet épisode, ce hoquet nauséabond à la tête de l'État, devienne l'événement fondateur de quelque chose qui changera définitivement la face de l'université et, qui sait, avec les bonnes coalitions, la face de ce monde. Rien de moins ! Continuer à vivoter dans le marigot d'usages racistes et sexistes qui ne sont jamais sanctionnés ou ostracisés, sans que rien ne soit entrepris pour que la veine tarisse, ce n'est plus possible.

Pour répondre à la question, que faire ?, il suffit de se laisser guider par la généalogie des signes avant-coureurs, des dommages cumulés, des peines infligées aux personnes racisé-es, dans et hors de l'université pour imaginer, soyons fous !, des scénarii impensables. Revue de (tout petits) détails !

En finir avec le « Princeton, c'est pas pour toi », brandi sans crier gare, devient urgent. Contre cette injonction, prendre la liberté de penser et agir s'impose. On ne saurait imaginer meilleur incipit pour écrire, non pas la réponse aux éructations qu'une

armée de censeurs fait ingérer à des ordinateurs en surchauffe dont on n'envie pas le sort, mais les autres histoires qui n'ont pas été ébruitées et restent à partager. Avoir « carte blanche » : le rêve des marginalisées, subalternisées, silenciées ! Une carte blanche prête à être noircie de tous les tracés marron, de toutes les voix souterraines, de toutes les localités clandestines, bref, parler de toutes les noirceurs qui n'ont pas encore été divulguées... Loin de la bienséance éditoriale, pour prendre tout ce beau monde à revers. Ce serait l'expression d'une solidarité avec les pensées qui ne sont pas entrées dans les ordres de la science mais sèment plutôt un désordre fructueux dans les savoirs et les modes de connaissance. Puis viendra le temps de parler des maisons d'édition qui ont hurlé avec les loups.

| *Il y a dû y en avoir de ces réunions dites non mixtes,
où ce critère allait de soi.*

Autre expression intransigeante de solidarité entendue comme un droit : celui de l'entre-soi des réunions non mixtes. Non pas qu'il et elles, et j'en suis, attendraient une quelconque permission pour les organiser, mais parce qu'il serait bon qu'on leur fiche définitivement la paix à ce propos, et que de tels

espaces puissent vivre sans que ce soit matière à discussion et moins encore à condamnation sans appel. Sans attirer l'attention, il y a dû y en avoir de ces réunions dites non mixtes, où ce critère allait de soi, ne souffrait aucune objection, ni aucune exception. Elles se tenaient, et gare à qui aurait soulevé un sourcil désapprobateur ou incrédule. En raison du passif cumulé de sexisme, de classisme, de validisme, et de racisme qu'ont distillé ces innombrables réunions non mixtes qui ne disent pas leur nom, parce qu'elles visent à garder jalousement et faire prospérer le pouvoir qu'elles concentrent indûment, le gisement de réunions non mixtes visant à contrecarrer les préjugés érigés en norme en leur sein a un bel avenir devant lui. Il en faudra bien quelques milliers pour venir à bout de ces siècles de non-mixité choisie par les dominants qui ont conduit au pire et dont le démantèlement devient urgent. Pour les minoritaires qui les ménagent désormais, leur dessein est bien moins dangereux et dépourvu d'arrogance. Il s'agit de réparer les corps et les esprits, de rompre l'isolement, de mettre des mots sur ce qui laisse sans voix, de désarmer les micro-agressions et celles qui ne sont pas micro du tout. bref, d'inventer les principes tangibles d'une politique du plaisir. Contre le régime

de conditionnalité qui est réservé aux racisé·es, basané·es et métèques, l'attention que nous exigeons revient à nous manifester un *care* inconditionnel.

Corollaire de cette exigence, une invitation à revoir les espaces de pensée pour qu'ils soient un havre de repos et de répit pour quiconque en manque. Se donner les moyens et le temps d'imaginer des communs de travail intellectuel, scientifique et militant, à l'instar de ces *commons* que le vertige du prestige a effacés des périmètres académiques. Ils seraient un lieu accueillant des chercheur·ses devant quitter leur pays, intensifiant ce qui se fait déjà face à l'écrasement illibéral. Mais aussi, et contre toute attente, des chercheur·ses de France et en France qui en sont réduit·es à demander des arrêts maladie pour surmonter la souffrance qu'ils et elles endurent dans leur institution. En explicitant les conditions ainsi faites à certain·es collègues, les responsabilités seraient établies, l'impunité empêchée, et la charge de la preuve de maltraitance, de harcèlement moral, sexiste et raciste, inversée. Cela garantirait l'interruption du cours ordinaire des brimades. Lieu refuge pour quiconque ne pense pas droit ou pense tout court pour agir, il serait aussi le point où serait dissoute la frontière entre la

pensée académique et la pensée en acte, militante ou activiste. Cela permettrait d'en finir avec ce séparatisme stérile entre savoir et politique qui nous occupe trop et depuis trop longtemps. Ce lieu dont tout reste à concevoir serait un lieu de rencontre singulier et particulièrement éloquent pour mettre en évidence, penser et combattre ce continuum de la colonialité, de l'impérialisme, du capitalocène, des êtres entravés et assignés, du musèlement des libertés académiques et, plus largement, d'extinction des libertés d'expression et d'action.

| *Se tenir ici et là, ne pas disparaître sans laisser de trace.*

On m'objectera que le fascisme n'a pas (encore ?) sévi partout, et que nous ne sommes pas à la veille d'une Troisième Guerre mondiale, mais faut-il rappeler que la fascisation est bien là, y compris en France pour qui en douterait encore, rampante ou érigée, et que les guerres impérialistes n'y ont jamais cessé ?

Et puis, c'est bien le moins que l'on doive à Walter Benjamin, que la France n'a pas su ou voulu sauver d'une mort certaine, aux dizaines de milliers de morts en Méditerranée, parce que nos savoirs sont décidément impuissants, à toutes celles et ceux

dont il faut dire et répéter le nom pour ne pas oublier les circonstances de leur réduction au silence ou de leur mort et honorer leur mémoire en réclamant que justice leur soit faite.

Pour le reste, ne pas varier d'un iota, continuer à gâcher l'ambiance, traduction libre du *killjoy* de Sara Ahmed, avancer une pédagogie radicale qui renonce à un quelconque magistère pour faire place à toutes les paroles qui sont réduites au silence au fil des années d'étude et de recherche. Se tenir ici et là, ne pas disparaître sans laisser de trace, imprimer un relief inédit, indélébile à ce qui fâche et à ce qui ouvre des horizons viables. Persister à être et agir.

Références

Ahmed Sara (2017). *Living a feminist life*, Durham, Duke University Press.

Soumahoro Maboula (2020). *Le triangle et l'hexagone*, Paris, La Découverte.

Touam Bona Dénètem (2016). *Fugitif, où cours-tu ?*, Paris, PUF.

Reconnecter les intellectuel·les engagé·es au mouvement social

Fanny Gallot

Historienne, CRHEC, UPEC

Nous constatons l'accélération des attaques qui viennent de toutes parts, quasiment chaque semaine depuis plusieurs mois, ainsi que la fascisation globale de la société, largement relayée par l'écrasante majorité des médias. Les mois qui viennent risquent d'être pires encore.

Au-delà de la défense des libertés académiques, il s'agit de s'organiser avec l'ensemble des acteurs et actrices qui étouffent actuellement et se demandent « Que faire » ? : des chercheurs et des chercheuses bien sûr, mais également des syndicalistes, des militant·es associatifs, des artistes, des journalistes et d'autres métiers.

Beaucoup d'entre nous avons été mobilisé·es dans la dernière période, en lien notamment avec la puissante grève contre la réforme des retraites, mais également avec les luttes de

précaires dans l'ESR et ailleurs, dans le cadre des manifestations contre les violences policières antiracistes, Gilets jaunes ou féministes.

Il a beaucoup été question dans ce colloque du rôle des intellectuel·les, et plus précisément des universitaires, dans la construction d'une contre-hégémonie. Il a d'ailleurs quasiment toujours été question de ce « Que faire ? », de la stratégie à adopter : il ne s'agit donc pas seulement d'interpréter le monde ; il nous incombe bien, avec d'autres, de le transformer. C'est pourquoi il me semble opportun de revenir sur les connexions qu'il s'agit d'opérer avec les mouvements sociaux pour gagner la bataille engagée.

Vers la reconstruction d'un intellectuel collectif

Tout au long du vingtième siècle, les intellectuel·les et les mouvements sociaux se sont progressivement déconnectés, dans le champ des pensées critiques. C'est entre autres ce que montre Razmig Keucheyan dans son livre *Hémisphère Gauche* (2010). Il nous revient – et pas seulement à nous, universitaires – de reconstruire cette connexion, alors que des mouvements sociaux puissants se déploient à l'échelle mondiale. Si des

intellectuels émergent de ces mouvements sociaux, ils et elles sont rarement des universitaires. C'est le symptôme d'une asphyxie de l'Université, mais aussi d'une grande opportunité : les savoirs ne sont pas seulement issus du monde académique. Il y a un véritable enjeu à croiser ces apports : cela peut signifier s'appuyer sur les mouvements sociaux en tant que militant-es ou encore dialoguer avec ceux-ci en tant qu'universitaires, à égalité.

| *Tout cela implique d'abandonner
une posture surplombante.*

Reconstruire un intellectuel collectif, cela signifie en tout cas être nourri des questionnements qui émergent des luttes et, en retour, pouvoir les alimenter, sortir de sa tour d'ivoire. L'origine militante du concept d'intersectionnalité est un bon exemple. Dans la recherche, il a permis d'articuler la position située et la perspective critique, bien que l'on puisse parfois déplorer la perte de ce potentiel subversif dans le transfert académique du concept (Bilge, 2015). À l'inverse, Las Tesis, le collectif féministe chilien qui a produit à l'automne 2019 une performance qui fait tache d'huile partout dans le monde, s'inspire des thèses – las tesis – de la chercheuse féministe Rita Segato. Cette flashmob,

avec la dynamique féministe déclenchée, a joué un rôle non négligeable dans le processus qui a conduit à la récente élection d'une assemblée constituante au Chili.

D'un point de vue épistémologique, tout cela implique de questionner la posture du chercheur ou de la chercheuse ainsi que l'enjeu de la coconstruction des savoirs avec lesdit-es « enquêté·e·s », et d'abandonner une posture souvent surplombante : non seulement cela peut être fertile sur le plan heuristique, mais c'est également émancipateur pour l'ensemble des personnes qui prennent part à de telles productions collectives de savoirs.

Assumer une position engagée

La « guerre » dans laquelle on nous entraîne implique de sortir d'une position défensive. On nous attaque sur notre militantisme – de façon militante – et s'il me semble profondément juste de répondre sur la scientificité de nos travaux et les dispositifs objectivants des enquêtes et recherches que nous mettons en œuvre, il me semble essentiel d'assumer une position engagée : d'une part, elle nous est attribuée de toute façon, d'autre part, aucun collègue n'est

neutre ni objectif. Si nous nous fondons sur les règles élémentaires de nos métiers, avec leurs méthodologies, leurs épistémologies, nous faisons toujours déjà des choix, qui que nous soyons : « C'est le regard qui fait l'histoire », écrivait Michelle Perrot à propos de l'émergence de l'histoire des femmes après les contestations féministes des années 1970 (1998).

*La légitimité académique internationale
de nos collègues proches du Printemps
républicain est fragilisée.*

Au fond, une polarisation s'opère et l'accélération des attaques que nous subissons en France pourrait bien être le signe d'une perte de contrôle des élites fascisantes face à des mobilisations d'ampleur à l'échelle mondiale. Comme nous l'avons évoqué, les attaques contre la perspective intersectionnelle constituent une « French touch » qui apparaît totalement lunaire à l'ensemble des collègues de SHS de nombre de pays, où la dynamique est plus favorable. La légitimité académique internationale de nos collègues proches du Printemps républicain est fragilisée, même s'ils et elles peuvent encore compter sur des relais dans l'ensemble des institutions françaises (Gallot, 2020). Cependant,

rien n'est gagné, et le rapport de force nous est – encore – défavorable dans le contexte français. Il y a donc un enjeu à réfléchir à des initiatives que nous pourrions prendre de façon collective, de façon à reprendre l'offensive et n'être pas toujours réduits à dénoncer, défendre, ce qui a d'ailleurs un côté démoralisant.

Les universitaires sont des travailleurs et des travailleuses

Durant la mobilisation contre la LPR [13](#), des collègues – Ronan de Calan et Geoffroy de Lagasnerie – ont souligné que, dans la mesure où « les universitaires ont une arme », celle des idées, « se priver par les grèves, les blocages, les fermetures de centres et les suspensions de revue, des conditions de la production d'analyse, de critique et de contre-proposition, ce n'est pas lutter, c'est s'autodétruire comme secteur en lutte » (2020). Cette position qui irrigue l'université participe de notre isolement et de l'anti-intellectualisme. Se demander « Que faire ? », c'est d'abord considérer que nous sommes des travailleurs et des travailleuses. Le combat contre la LPR, la mobilisation des revues en lutte en ont largement rendu compte,

de même que les effets du confinement du point de vue du genre, notamment, dans la production académique.

La production scientifique sur le genre, les discriminations ethnoraciales, l'islamophobie, etc., se trouve limitée par la précarité.

Tout d'abord, se considérer comme en dehors des attaques néolibérales et autoritaires ne permet pas de construire du commun avec l'ensemble des mouvements sociaux qui se déploient, alors même que les logiques sont similaires. Ensuite, la précarité dont nous constatons chaque jour les effets délétères dans l'ESR est partagée par l'ensemble des travailleurs et des travailleuses et favorise également le déploiement de l'autoritarisme, bâillant une partie des collègues qui n'osent pas s'exprimer du fait de leur précarité matérielle d'une part, et multiplient les *burnout* d'autre part, comme dans n'importe quel autre secteur d'activité. Enfin, la production scientifique sur le genre, sur les discriminations ethnoraciales, sur l'islamophobie, etc., se trouve limitée par la précarité. La précarité pèse sur le contenu de nos recherches, et participe de la mise en cause des libertés académiques.

Considérer que nous sommes des travailleurs et des travailleuses nous invite donc à nous poser la question du syndicalisme et, au-delà, de considérer que les universités ou les structures dans lesquelles nous sommes constituent des lieux de travail. Et, comme cela s'est fait lors de la lutte contre la LPR, il y a un enjeu à contribuer à (re)faire de nos lieux de travail des lieux d'organisation collective, des lieux de politisation en dehors des cours, par le biais d'universités populaires ou d'autres initiatives qui impliqueraient l'ensemble des personnels.

Prendre des initiatives conjointes aux mouvements sociaux

En mars 2021, Éric Fassin a proposé de lancer un observatoire de la montée du néofascisme. Une telle initiative pourrait être prise par quelques universitaires, mais elle serait sans doute davantage appropriée si elle est conjointement lancée par toutes sortes d'acteurs et d'actrices mobilisées d'une manière ou d'une autre : des individus, des structures syndicales et associatives, etc. Inscrit dans une dynamique militante et locale ponctuée de débats et d'actions, ce type d'observatoire pourrait permettre de créer du lien et des ponts entre des militant·e·s éclaté·e·s dans des structures partidaires variées – éclatement que la campagne

présidentielle risque de favoriser –, et celles et ceux impliqué·e·s dans différents collectifs, avec un projet contre-hégémonique, antiraciste, anti-islamophobe, féministe et écologiste clair et sans ambiguïté. En outre, cela pourrait donner force à une contre-offensive médiatique que nous pourrions relayer sur les réseaux sociaux avec un projet unifiant. Surtout, notre éclatement ne favorise pas une résistance puissante face à des structures fascisantes qui, elles, sont très organisées dans des réseaux actifs.

Nous avons du pain sur la planche, et il s'agit également de se serrer les coudes avec sororité.

Pour conclure, reconnecter les intellectuel·les engagé·es au mouvement social implique d'y participer à la mesure de nos capacités et pas seulement de l'analyser ou de le servir, en étant attentifs et attentives aux rapports de pouvoir. Nous avons du pain sur la planche, et il s'agit également de se serrer les coudes avec sororité dans les mois qui viennent en ayant confiance dans nos forces, parce que l'accumulation des mouvements sociaux variés de la dernière période – bien qu'ils n'aient pas

tous été victorieux – nous donne l'espoir d'un monde meilleur : rien n'est perdu.

Références

Bilge Sirma (2015). « Le blanchiment de l'intersectionnalité » *Recherches féministes*, vol. 28, n°2, 2015, P. 9-32.

Gallot Fanny (2020). « Cachez ces dominations qu'ils ne sauraient voir. Quand la liberté académique est remise en cause », *Contretemps*, 12 novembre.

Keucheyan Razmig (2010). *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones.

De Calan Ronan, de Lagasnerie Geoffroy (1998). « Une mobilisation impossible ? Quand les universitaires confondent la lutte et l'autopunition », *Mediapart*, 20 janvier.

Perrot Michelle (1998). *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion.

Ce que nous (en) faisons : situer les savoirs

Éric Fassin et Caroline Ibos

Sociologues, LEGS, université Paris 8

L'urgence climatique, les inégalités, la politique d'asile, la pandémie, la justice sociale et environnementale : ce sont là les questions majeures, imbriquées les unes dans les autres, que l'on voudrait au centre de la campagne de la future élection présidentielle ; questions cruciales pour la possibilité de la vie humaine et sociale – et dans quelles conditions – sur une planète en partie calcinée que nous sommes des milliards à habiter, de manière si inégalitaire. Pourtant, on sait par avance que nos dirigeant·es actuel·les et la plupart de leurs adversaires noieront ces débats sous une déferlante identitariste : contre les minorités criminalisées, contre les femmes voilées, contre les réfugié·es, soupçonné·es de tricher, et... contre les intellectuel·les qualifié·es d'islamo-gauchistes. Cette stratégie de la confusion, amorcée par l'extrême droite, est menée au nom de la République, de l'universalisme et de l'humanisme.

Or, contre un anti-intellectualisme de l'amalgame et de l'obstruction se réclamant du bon sens et de l'évidence, le travail intellectuel reste une arme pour lutter et pour survivre. On rappellera avec David Graeber (2006) que les sciences sociales ne sont pas nées d'un goût de l'érudition mais de la nécessité de comprendre les structures de pouvoir, dans l'espoir d'améliorer la vie en société. Si ce projet initial, indissociablement épistémologique, éthique et politique, s'est figé dans l'institutionnalisation des disciplines, il reste valide : ranimons-le sans relâche.

Plus que jamais, il s'agit en effet de dénoncer les ravages de l'exploitation, du racisme, du sexisme, du néolibéralisme ; de le faire à partir de travaux précis et argumentés, ancrés dans des terrains soucieux des personnes, notamment menés dans ces champs de recherche attaqués par le pouvoir : études de genre et de sexualité, intersectionnalité, subalternités, études postcoloniales et décoloniales. Car, depuis ces marges de la recherche mais au sein de communautés épistémiques transnationales, dans les « ruines du capitalisme » (Tsing, 2017) et en lien avec les mondes étudiants, militants, syndicaux ou artistiques, surgit la possibilité d'un « nous » qui n'est pas celui

d'une identité repliée sur ses privilèges ; un « nous » qui analyse les différences sans altérer ; un « nous » suffisamment robuste pour tracer les voies d'un antiracisme et d'un féminisme « des 99 % », pour reprendre le titre éloquent du manifeste des théoriciennes Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser.

| *À rebours du « There is no alternative », les initiatives se multiplient.*

L'époque est politiquement inquiétante, et même tragique, sous la menace de l'écocide, marquée par l'accroissement des écarts de pauvreté, les conflits armés, les pandémies, les migrations de survie et les fermetures des frontières. Malgré tout, elle est intellectuellement intense. À rebours du « There is no alternative », slogan dominateur et néolibéral depuis Margaret Thatcher, les initiatives se multiplient, nourries par la circulation des savoirs dans les réseaux d'intellectuel·les et d'activistes. Des grèves féministes au mouvement pour les droits de la terre, de l'afroféminisme aux cosmovisions autochtones d'Amérique latine, luttes et recherches, voix et écritures s'entrelacent pour revendiquer et défendre des formes de vie.

C'est en pensant à ces coalitions, en esquissant cette figure collective d'une « savante politique », que les intellectuel·les critiques élaborent leurs méthodes, proposant un rapport au savoir qui est d'abord décentrement : douter de ce qui semble naturel, ébranler les certitudes, défaire les normes, troubler la possibilité de l'univocité. À ceux qui leur reprocheraient leur « lyssenkisme », iels répondront encore que les dictatures s'accommodent fort bien d'intellectuels officiels, tant que ceux-là, précisément, restent au service du pouvoir : le technicien agricole Trofim Lyssenko flattait Staline qui le récompensa du titre de héros de l'Union soviétique. Iels répondront encore que, loin de l'intellectuel stalinien « ingénieur des âmes », leur but est de co-construire des savoirs en résonance avec la société, de tenter d'arracher leurs enquêtes à la domination, d'établir des compagnonnages avec celles et ceux au centre de leurs recherches.

*Ces étudiant·es des classes populaires
attendent des connaissances
qui s'ajustent à leur expérience.*

Ces projets passent par l'université où la défense des libertés académiques est inséparable de celle d'un enseignement

supérieur accessible à tous·tes. Or, les amphithéâtres de sciences sociales accueillent massivement les enfants des classes populaires naguère exclues de l'enseignement supérieur. Désireux·euses de compter, ces étudiant·es attendent des connaissances qui s'ajustent à leur expérience : une histoire politique centrée sur l'hexagone, une sociologie qui ne tiendrait pas compte du genre et des sexualités, des bibliographies dont les auteurs ne seraient que des hommes blancs leur apparaîtraient en profonde dissonance avec ce qu'ils vivent. Caisses de résonance des laboratoires, les amphithéâtres ne sont pas les lieux de l'endoctrinement mais ceux d'une analyse méthodique des mécanismes de classement, d'assignation, de représentation, de prescription, de relégation, de silenciation, de discrimination, de violence. Scruté par les étudiant·es, le spectre des catégories de l'oppression et des possibilités de l'émancipation s'étend : LGBTQphobies, validisme, spécisme, non-humains, souffrance animale, grossophobie... Face à l'anxiété de la fin du monde, si palpable chez les jeunes générations, il est plus urgent que jamais de relever le défi et de réfléchir avec elles aux manières de le rendre habitable.

Ranimer sans cesse les sciences sociales passe aussi par les savoirs situés, les démarches dialogiques [14](#) et la multiplicité de points de vue en relation les uns avec les autres. Pour mieux faire comprendre ce qui est en jeu, on évoquera Pecola, petite fille africaine-américaine héroïne du roman de Toni Morrison *L'Œil le plus bleu* (1970). Pecola voulait avoir les yeux bleus, moins pour être vue que pour voir : elle savait que l'enjeu de ce regard n'était pas de voir *le même* monde différemment mais bien de voir et vivre *un autre* monde. À partir de leur situation, les personnes et les groupes sociaux minorisés et disqualifiés revendiquent à la fois la spécificité et l'universalité de leur expérience. L'apport scientifique de tant de travaux féministes – ou des études critiques de la race – ne tient pas seulement à ce que, contextualisant la production des savoirs, ils complexifient les représentations sociales. Ils font surgir d'autres réalités, dont l'analyse exige de nouvelles terminologies, de nouveaux concepts, de nouvelles catégories ; l'intersectionnalité, mot forgé par Kimberlé Crenshaw en 1989, en est un exemple. De ces champs critiques, c'est tout un ensemble de questions ignorées ou partiellement vues, d'objets méprisés, d'images manquantes

et de mots absents qui émergent, à partir de sources originales : archives intimes, histoires communautaires ou récits de soi.

Si tout savoir est situé, les coordonnées de son ancrage semblent avoir déterminé ce que l'on a défini comme universel.

Si bell hooks, Donna Haraway ou Sara Ahmed ont été tant citées dans ce volume, c'est que leurs textes ont joué comme des points de bascule. À les lire, on comprend que l'ancrage est bien la condition de la connaissance, empirique comme théorique. À les lire, même les *Histoires* d'Hérodote (480-425) résonnent différemment : « Moi, Hérodote d'Halicarnasse, je présente ici les résultats de mon enquête, afin que le temps n'abolisse pas le souvenir. » Ledit « père de l'histoire » précise d'emblée d'où il vient : c'est bien en tant qu'homme grec d'Halicarnasse qu'il raconte les raisons de la guerre qui opposa les Hellènes et les Barbares. Si tout savoir est situé, les coordonnées de son ancrage semblent avoir déterminé ce que l'on a défini comme universel. Pourtant, revendiquer de penser depuis un point de vue – qu'il soit subjectif ou collectif – n'a rien d'un repli communautaire : il s'agit d'une position épistémologique qui invite à une rigoureuse mise en dialogue

des différents récits. Pour cela, dans une conception démocratique des sciences sociales, il n'est besoin ni de police de la pensée ni d'enquête gouvernementale : les multiples espaces nationaux et internationaux de la recherche scientifique (séminaires, colloques, revues, éditions,...) sont là pour examiner, évaluer, discuter et éventuellement valider les méthodes, les procédures, les sources, les résultats qui leur sont soumis.

Présents ou absents, exposés ou effacés, mis au travail ou rejetés, morts ou vifs, les corps sont traversés par le pouvoir.

Situer les savoirs dans l'expérience « épidermise » les rapports sociaux (le verbe est de Fanon, dans *Peau noire, masques blancs*) et pénétre leur chair. La peau est la surface d'inscription du genre et de la race ; la chair est lieu de la sensibilité et des affects. Par la peau et la chair, la matérialité des corps resurgit dans les sciences sociales. Présents ou absents, exposés ou effacés, mis au travail ou rejetés, morts ou vifs, les corps sont traversés par le pouvoir. Les systèmes de leur hiérarchisation, de leur classement et de leur placement dévoilent une clinique du sexe, de la race et de la classe. Loin de recherches désincarnées ou génériques, les épistémologies du point de vue ressaisissent

les subjectivités et les itinéraires singuliers, écorchés et façonnés autant qu'en résistance. Subissant et défiant les dispositifs de contrôle et de marquage, les subjectivités incorporées transforment les institutions qui régissent le temps et pénètrent les vies, les régimes d'appropriation ou d'expropriation, les frontières qui spatialisent la domination. Ce tournant des affects et des corps modifie en profondeur les écritures scientifiques qui s'ouvrent au documentaire, à l'autobiographie ou à la performance : comprendre et faire comprendre un monde hanté par l'injustice nécessite certes de décrire les dispositifs et les procédures, mais aussi de restituer les émotions, les discours et les solutions élaborées dans l'entre-soi des luttes.

Issu d'un colloque organisé pour ne pas seulement subir les attaques d'un pouvoir autoritaire, ce livre peut finalement être lu comme un manifeste pour les savoirs critiques, les savoirs situés, les savoirs engagés : il n'en propose pas seulement une défense, mais aussi une illustration. Notre réponse affirme la force du collectif, mais célèbre aussi la pluralité nécessaire à une vie intellectuelle vigoureuse. Les formes hétérogènes, selon les auteur·e·s, de l'écriture inclusive manifestent ainsi autant la

réflexivité sur une pratique non encore fixée que notre désir de ne pas effacer nos différences.

| *L'enquête dont le ministère menace l'université exprime une peur profonde des intellectuel·les.*

Situer les savoirs déstabilise profondément le grand récit historique national que nos gouvernant·es voudraient figer : Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, ne déclarait-il pas que l'« amour de notre pays est absolument fondamental, est la base de tout [...]. Il faut aimer son pays comme on doit aimer sa famille » ? Nos recherches posent tant de « questions brûlantes », pour reprendre la formule de Lénine, depuis les réparations des traites esclavagistes jusqu'à l'évaluation des responsabilités dans la destruction des écosystèmes ; depuis la propriété des terres jusqu'à la reconnaissance des langues minoritaires ; depuis la critique du patriarcat jusqu'au croisement des inégalités sociales et des discriminations raciales. Elles se nourrissent de la puissance d'agir des peuples, véritable énergie de la démocratie ; elles inspirent et s'inspirent de luttes concrètes, locales ou globales, féministes, antiracistes ou anticapitalistes. Engagés sur de

multiples fronts, par essence en débats, elles entendent participer à l'inversion des puissantes logiques d'effacement et de destruction. Comme d'autres pouvoirs autoritaires (ou illibéraux ou néofascistes), le gouvernement français l'a bien compris : finalement, l'enquête dont le ministère menace l'université exprime une peur profonde des intellectuel·les qui ne peut que nous encourager.

Références

Arruzza Cinzia, Bhattacharya Tithi, Fraser Nancy (2020).

Féminisme pour les 99 %, Paris, La Découverte.

Graeber David (2006). *Pour une anthropologie anarchiste*,

Montréal, Lux.

Morrison Toni (1970). *The Bluest Eye*, NYC, Holt, Rinehart & Winston.

Tsing Anna L. (2017). *Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte.

Notes

Libertés académiques

¹ Principe, consacré en France par une décision du Conseil constitutionnel du 20 janvier 1984, selon lequel les universitaires jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté dans leurs activités de recherche et d'enseignement, à l'abri des pressions économiques ou politiques.

Neutralité axiologique

² L'expression est suggérée par Raymond Aron à Julien Freund pour la publication en 1959 de deux conférences de Max Weber réunies sous un titre opposant Le Savant et le politique. Alors que le sociologue allemand visait seulement la propagande en chaire, dans le contexte de la Guerre froide, cette « neutralité » sert à saper la légitimité des recherches universitaires marxistes.

Savoirs critiques

3 Ensemble de démarches interdisciplinaires qui visent à décrire et analyser les structures du pouvoir et les injustices qu'elles produisent : les différences qui pouvaient apparaître comme biologiques, naturelles ou normales, sont alors objectivées comme sociales.

Autonomie scientifique

4 Pour le sociologue Pierre Bourdieu, les champs sont définis par leur autonomie : ils sont régis par des règles internes. Ainsi du champ scientifique, déterminé par le jugement des pairs plutôt que par des logiques externes.

Ecriture inclusive

5 Certains des textes de cet ouvrage collectif recourent à l'écriture inclusive (mais pas toujours de la même manière), d'autres non. Nous n'avons pas souhaité uniformiser les choses en imposant une règle ou une autre : nous préférons respecter la pluralité des choix. Inclure dans la graphie des marques du féminin (ou du neutre), pour nous, n'est pas tant une nouvelle norme qu'un geste qui, à chaque fois, interroge le rôle du genre grammatical dans la reproduction des normes de genre. Si la

lectrice ou le lecteur en est troublé-e, peut-être s'y intéressera-t-il aussi ?

Savoirs situés

6 Notion conceptualisée par des théoriciennes féministes selon laquelle toute démarche scientifique nécessite une posture réflexive prenant en compte le sujet qui produit de la connaissance, les biais effets de lucidité et d'aveuglement induits par sa position sociale et sa place dans les rapports de pouvoir.

Colette Guillaumin (1934-2017)

7 Sociologue féministe française et militante antiraciste. Elle est l'une des premières à avoir analysé le racisme non comme une idéologie mais comme un fait social, inscrit dans les structures de la société et non dans les mentalités. Elle propose le concept de « racisation » pour décrire le processus de construction de ce racisme structurel et des hiérarchies arbitraires qui en découlent.

Démarche déictique

[8](#) Posture scientifique qui consiste à analyser les objets de recherche en contextualisant aussi bien leur signification historique et sociale que les conditions de leur production scientifique.

Vigilance université

[9](#) Réseau créé en 2016 qui regroupe environ deux cents universitaires militant pour une « reconquête républicaine » de l'université. La laïcité et la lutte contre le « communautarisme » sont le prétexte d'une critique notamment de l'islamophobie, des études postcoloniales et de l'intersectionnalité.

Observatoire du décolonialisme

[10](#) D'abord site internet animé par Xavier-Laurent Salvador, maître de conférences en langues et littératures médiévales à l'Université Paris 13, cet « observatoire » lancé dans *Le Point* en janvier 2021 agit comme un groupe de pression pour délégitimer et censurer les savoirs critiques à l'université. En juin 2021, il a remis un rapport au ministre de l'Éducation.

Alt-right

[11](#) Courant identitariste de l'extrême droite étatsunienne qui milite notamment pour le suprémacisme blanc et contre le féminisme et, plus généralement, mobilise une rhétorique raciste, antisémite, xénophobe et homophobe.

Juristes pour l'enfance

[12](#) Association qui, sous couvert de veiller sur les droits des enfants, milite contre la PMA, la GPA, la protection des enfants intersexes et des enfants transgenres.

LPR

[13](#) « Loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 » promulguée le 24 décembre 2020. Le texte est vivement critiqué par la communauté scientifique, notamment parce qu'au lieu de résoudre le problème chronique de sous-financement de la recherche, il accentue la compétition mortifère entre chercheur-es et laboratoires, renforce les inégalités entre les universités et privilégie la recherche à court terme.

Démarches dialogiques

[14](#) Méthodes d'enquête qui remettent en cause les rôles classiques et les hiérarchies entre « enquêteur-es » et enquêté-es. Le dispositif vise à une co-construction des savoirs, à partir d'un dialogue continu entre les différents sujets de l'enquête.

Avertissement sur le texte de Gwenaëlle Perrier

[15](#) Ce texte utilise un langage non sexiste, notamment des néologismes : des formes neutres (se terminant par le suffixe -aire), « iels » (contraction de ils et elles), « toustes » (tous et toutes)...

Mentions légales

Défense et illustration des libertés académiques. Actes du colloque en ligne « La savante et le politique » organisé par Eric Fassin et Caroline Ibos du 7 au 10 juin

Publié le mercredi 15 septembre 2021 par la Société Editrice de Mediapart

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'Auteur ou de ses ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. »

Mediapart, seul journal vraiment participatif

Mediapart est le seul journal francophone en ligne, d'information politique et générale, qui met à la disposition de ses abonné·e·s un lieu de libre débat.

Cet espace de contributions personnelles, dénommé le Club, constitue à la fois plateforme de blogs et un réseau social.

Chaque abonné·e de Mediapart a la possibilité d'éditer et de publier des textes, des liens, des images, des photographies, des vidéos et des enregistrements sonores.

Toutes les contributions publiées dans le Club sont accessibles librement à l'ensemble des internautes, abonné.e.s ou non.

Analyses, opinions, témoignages, tribunes, blogs militants, le Club est un espace d'expression pluraliste. C'est aussi le lieu où les abonné·e·s peuvent échanger entre eux et discuter des articles publiés par Mediapart.

Si vous voulez lire le journal Mediapart et participer à son Club : [abonnez-vous!](#)